

ENVER HODJA

RAPPORT

D'ACTIVITE DU COMITE CENTRAL
DU PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE
AU IIIe CONGRES DU PARTI

25 mai 1956

TIRANA 1956

ENVER HODJA

RAPPORT

**D'ACTIVITE DU COMITE CENTRAL
DU PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE
AU III^e CONGRES DU PARTI**

25 mai 1956

ENTREPRISE D'EDITIONS DE L'ETAT

TIRANA. 1956

Tirazhi 2500

Stash 2204-55

Shtypur në Stabilimentin «MIHAL DURI» — Tiranë



ENVER HODJA

1. 2. 3. 4.

RAPPORT D'ACTIVITE DU COMITE CENTRAL DU PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE

Camarades,

Le IIIe Congrès du Parti du Travail d'Albanie se réunit dans des conditions extérieures et intérieures très favorables. Quatre années se sont écoulées depuis le IIe Congrès du Parti. Vous vous rappelez que, à cette époque, la situation internationale était assez tendue; des préparatifs d'agression, les impérialistes s'étaient lancés à l'agression ouverte en Corée et les hostilités continuaient en Indochine. Le IIIe Congrès de notre Parti se réunit à un moment où, grâce à la politique pacifique de l'Union Soviétique, qui est à la tête du camp du socialisme, grâce au puissant mouvement des peuples contre la guerre, pour la défense de la paix, la guerre dans ces pays a pris fin et la tension internationale s'est acheminée sur la voie de l'atténuation.

Depuis le IIe Congrès du Parti, la position internationale et intérieure de la République Populaire d'Albanie s'est renforcée. Tous les efforts des milieux impérialistes pour détacher l'Albanie du camp du socialisme et pour nier ses droits légitimes dans l'arène internationale, en tant qu'Etat souverain et indépendant, ont échoué.

Au cours de cette période, sur la base des principales tâches fixées par le premier plan quinquennal, l'Albanie s'est transformée d'un pays agraire arriéré en un pays agraire-industriel. En se basant sur les réalisations du premier plan quinquennal, le IIIe Congrès de notre Parti tracera les voies du développement ultérieur de l'économie et de la culture au cours du deuxième quinquennat.

Tous ces succès ont été obtenus grâce au patriotisme élevé de notre peuple vaillant et laborieux, à la direction de notre héroïque Parti, grâce à l'aide sans réserve de la grande Union Soviétique et des autres pays amis, grâce à la doctrine triomphante du marxisme-léninisme.

Il est d'une très haute importance pour notre pays que notre IIIe Congrès se tient après le XXe Congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique, car nous aurons ainsi la possibilité de discuter du haut de cette grande tribune de notre Parti et de décider sur nos tâches à la lumière des décisions si précieuses du XXe Congrès qui a été un événement d'une grande portée historique, car il a éclairé la situation internationale et les perspectives de son développement dans l'avenir au profit de la paix, de l'amitié et du bien-être des peuples sur la voie du socialisme et du communisme.

I.

LA SITUATION INTERNATIONALE ET LA POLITIQUE EXTERIEURE DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE D'ALBANIE

1.— Le socialisme est devenu un système mondial

Le principal trait caractéristique de notre époque, comme l'a souligné le XXe Congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique, c'est que le socialisme est sorti du cadre d'un seul Etat et s'est transformé en un système mondial. Les forces impérialistes, malgré tous leurs efforts et les guerres sanglantes qu'elles ont provoquées, ont été impuissantes à empêcher cette transformation historique de la société humaine.

L'Union Soviétique, le premier Etat socialiste dans le monde, est la base indestructible du système mondial socialiste. Après avoir défendu dans la Guerre civile les grandes victoires de la Révolution Socialiste d'Octobre, le peuple soviétique a relevé l'économie ruinée et, durant une brève période qui est sans précédent, a édifié le premier Etat socialiste dans le monde. Dans la dure et sanglante guerre, le peuple soviétique a remporté l'éclatante victoire sur les hordes fascistes allemandes, armées jusqu'aux dents. Le système socialiste a passé les plus dures épreuves et a affirmé sa supériorité sur le système capitaliste. Cela a apporté de graves crises pour le système capitaliste et, par ailleurs, a ouvert à l'humanité des perspectives éclatantes pour l'édification d'un monde libre, sans exploités et sans exploiteurs, a créé pour les peuples une citadelle inexpugnable, pour la défense de la liberté, de la démocratie, pour la défense de la paix de l'humanité.

Grâce à la Grande Guerre Nationale des peuples soviétiques contre les fascistes allemands et japonais, beaucoup de peuples d'Europe et d'Asie, qui s'étaient dressés contre les fascistes occupants, ont conquis leur liberté, leur indépendance et leur souveraineté. C'est ainsi que furent créés les Etats de démocratie populaire en Europe et en Asie.

La création des pays de démocratie populaire d'Europe et d'Asie et leur passage graduel du capitalisme au socialisme sont devenus possibles, en premier lieu, parce que les peuples de ces pays ont lié étroitement leur lutte de libération contre les fascistes occupants et en même temps contre la bourgeoisie réactionnaire du pays, à la lutte de libération de l'Union Soviétique; en deuxième lieu, parce que la lutte de libération nationale de ces peuples, qui a rassemblé toutes les masses travailleuses et patriotiques du pays, fut dirigée par la classe ouvrière, avec en tête son avant-garde le parti communiste ou ouvrier; en troisième lieu, parce que, après la libération, au cours des grandes réformes économiques et sociales qui furent réalisées dans les pays de démocratie populaire et durant le développement des diverses formes de transition du capitalisme au socialisme, la classe ouvrière, avec en tête son avant-garde, était la dirigeante politique conséquente, condition indispensable et décisive pour le passage au socialisme; en quatrième lieu, parce que le passage des pays de démocratie populaire au socialisme et la consolidation du régime socialiste dans ces pays furent accomplis avec succès grâce à la victoire du socialisme en Union Soviétique, à la coopération très étroite et fraternelle des pays de démocratie populaire avec l'Union Soviétique et à l'aide sans réserve et désintéressée accordée dans tous les domaines par l'Union Soviétique.

Dans le rapport du Comité Central du Parti Communiste de l'Union Soviétique au XXe Congrès du Parti, le camarade Khrouchtchev a dit: «...Aujourd'hui, la situation a radicalement changé. Le camp mondial du socialisme est né et est devenu une grande force». Le camp mondial du socialisme est une puissante réalité d'Etats avec à leur tête l'Union Soviétique. Les pays qui forment le camp du socialisme sont des Etats économiquement et

politiquement indépendants, ils jouissent d'une entière souveraineté. Entre l'Union Soviétique et les pays de démocratie populaire existe une étroite et solide collaboration économique. Le développement économique de l'Union Soviétique et des pays de démocratie populaire s'effectue d'une manière coordonnée et harmonieuse, en ayant pour objet les intérêts propre à chaque Etat, en particulier, et les intérêts du camp du socialisme, en général. Entre les pays du camp du socialisme existent les liens puissants d'une amitié et d'une fraternité solides, car à la base de cette amitié résident les intérêts communs de nos peuples. La source pour la réalisation la plus juste et la plus rapide de ces intérêts est la science d'avant-garde marxiste-léniniste, arme la plus puissante et boussole des partis communistes et ouvriers qui dirigent les destinées de nos peuples sur la voie du socialisme. Les intérêts vitaux de nos peuples dans la défense de la liberté, de l'indépendance et de la souveraineté, conquises au prix de tant de souffrances et de sacrifices, trouvent l'expression la plus vivante dans l'alliance étroite et fraternelle de nos pays de démocratie populaire avec l'Union Soviétique, grand libérateur et sauveur de nos peuples. **(Tempête d'applaudissements. Ovations).** Nos pays du camp du socialisme sont des pays et des Etats pacifiques, qui aspirent à la paix et à l'amitié entre les peuples et luttent dans ce sens. La guerre est étrangère à nos Etats du camp du socialisme, et cela, en tant que facteur important et expression puissante de centaines de millions d'hommes de bonne volonté qui constituent le camp du socialisme, lie nos peuples par une grande fraternité et coordonne chaque action, que ce soit dans les questions intérieures pour assurer le bien-être de nos peuples, ou dans la politique pacifique internationale qu'a suivie, suit et suivra toujours le camp du socialisme.

Le développement économique des pays du camp du socialisme s'effectue de façon impétueuse et ininterrompue. L'économie socialiste ne connaît pas de crises comme cela se produit dans l'économie capitaliste. Le monde a vu, confirmé par des faits, le développement considérable de l'économie socialiste en Union Soviétique. Depuis 1927, en surmontant même des épreuves ex-

exceptionnellement difficiles, telle que la deuxième guerre mondiale, l'Union Soviétique a accru le volume de sa production industrielle de 20 fois, tandis que tous les pays capitalistes, au cours de la même période, n'ont accru le volume de leur production industrielle que de 193%. Les Etats-Unis ont augmenté la production industrielle d'un peu plus de deux fois, mais cette augmentation est due à la course effrénée des armements et à la guerre de Corée.

Les Directives du XXe Congrès pour le sixième plan quinquennal, élaborées scientifiquement par le Comité Central du Parti Communiste de l'Union Soviétique, expriment la grande force de l'Union Soviétique, les intérêts vitaux et les aspirations de millions de citoyens soviétiques, qui luttent et travaillent pour l'édification de la société communiste.

En Union Soviétique, sur la base des réalisations antérieures, la puissance économique s'est beaucoup accrue. Ainsi, les peuples soviétiques ont abordé le sixième plan quinquennal avec des forces décuplées et avec l'assurance qu'ils obtiendront des succès encore plus importants que ceux obtenus jusqu'à ce jour, qu'ils élèveront encore davantage leur bien-être matériel et leur niveau culturel. **(Applaudissements).**

Comme on sait, les directives du sixième plan quinquennal attachent une grande importance au développement de l'industrie lourde, base de l'économie socialiste, au développement et au perfectionnement de la technique, à la production de machineries puissantes, à l'automatisation du processus de la production et à l'accroissement continu du rendement du travail. Comme il est prévu par ces directives, en Union Soviétique les forces productives se développeront d'une façon puissante, on mettra en application toutes les importantes réalisations de la science soviétique et mondiale, on utilisera à des fins pacifiques l'énergie atomique.

Les Directives du XXe Congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique attachent une très grande importance au développement ultérieur de l'agriculture et de l'élevage. Le sixième plan quinquennal a fixé pour tâche que, en 1960, la récolte globale de céréales s'élèvera à 180 millions de tonnes, la production de viande, de

lait, de pommes de terres, de laine, etc., sera doublée et la production de plantes industrielles augmentera considérablement. La mécanisation totale de l'agriculture est au premier plan. C'est ainsi qu'on progressera également dans le développement des transports et des travaux de construction.

En suivant fidèlement les enseignements de Lénine qui disait que l'élévation du rendement du travail est, en fin de compte, la principale condition de la victoire du nouvel ordre social, les Directives du XXe Congrès ont fixé que le rendement du travail s'élèvera au moins de 50% dans l'industrie, 52% dans le bâtiment, 34% dans les transports. Dans les kolkhoz également on attache une très grande importance à l'élévation du rendement du travail. Le sixième plan quinquennal ouvre de larges perspectives à la science, aux arts, à l'enseignement, à la formation des cadres en masse, à la construction de logements pour le peuple. Tout cela aura, bien entendu, pour effet d'élever considérablement le niveau de vie des travailleurs en Union Soviétique. Cela s'exprime par le fait que le revenu national augmentera, au cours de ce quinquennat, de 60%, le salaire réel des ouvriers et des employés s'accroîtra de 30% et les revenus en nature et en espèces des kolkhoziens augmenteront en moyenne de 40%. Une grande victoire du peuple soviétique, c'est la réduction de la journée de travail qui sera réalisée au cours de ce quinquennat sans diminuer le salaire des travailleurs.

Le XXe Congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique a marqué l'une des dates les plus importantes de l'histoire, non seulement pour le peuple soviétique, mais aussi pour tous les peuples du monde, parce que l'examen de toutes les questions au Congrès a été basé sur les principes léninistes. Les plans élaborés par l'Union Soviétique ne sont pas des plans de guerre, mais des plans de paix, pour le bien du peuple soviétique et des peuples du monde. (**Applaudissements**).

Les travaux et les décisions du XXe Congrès ont suscité un grand enthousiasme dans le monde entier, ont éveillé de grands espoirs pour un avenir meilleur et pacifique pour l'humanité. Dans nos pays de démocratie po-

pulaire, les travaux du XXe Congrès ont suscité un enthousiasme indescriptible, parce que nos peuples, qui sont dirigés par leurs partis marxistes-léninistes, trouvent dans ces travaux la grande force qui les aide, qui leur enseigne à renforcer leur économie, leur capacité de défense et à marcher de l'avant avec audace et assurance sur la voie du socialisme. L'édification du communisme en Union Soviétique signifie le renforcement ultérieur du camp du socialisme, des liens d'amitié et fraternels des pays de ce camp, le renforcement de l'aide accordée par l'Union Soviétique pour l'édification du socialisme dans les pays de démocratie populaire.

Dans les pays de démocratie populaire, l'industrie se développe à des rythmes rapides et ininterrompus qui dépassent de loin ceux des pays capitalistes. L'agriculture progresse, la collectivisation s'accomplit avec succès et le niveau de vie et culturel de nos peuples s'élève sans cesse. Les relations économiques et culturelles des pays de démocratie populaire avec l'Union Soviétique se renforcent chaque jour. Ces liens fraternels et sincères permettent à nos peuples de remporter des victoires nouvelles dans tous les domaines d'activité, économique, social et culturel. Le camarade Krouchtchev, dans son rapport présenté au XXe Congrès, a dit notamment: «En renforçant les relations de la coopération fraternelle, les pays du socialisme se donnent mutuellement une aide désintéressée dans le développement économique. Les relations entre les pays du socialisme diffèrent radicalement des relations qui existent dans le monde capitaliste».

2. — La politique pacifique de l'Union Soviétique et du camp du socialisme

La politique pacifique de l'Union Soviétique et du camp du socialisme est le facteur décisif de l'atténuation actuelle de la tension internationale. Les faits historiques incontestables montrent que l'Union Soviétique, Etat profondément pacifique, fondé dès les premiers jours de son existence sur les principes léninistes pacifiques, s'est efforcé, sans cesse et avec toutes ses énergies, d'améliorer

les relations entre les Etats, grands ou petits, d'éliminer tout désaccord existant, afin que, entre les Etats à systèmes politiques différents, soient établies la confiance et des relations normales. De même, les pays de démocratie populaire ont suivi à chaque moment une politique internationale qui correspond parfaitement à celle de l'Union Soviétique, car la guerre est étrangère aussi bien à l'Union Soviétique qu'aux pays de démocratie populaire. Edifier la vie heureuse pour les hommes et préparer en même temps la guerre sont évidemment deux choses qui ne peuvent aller de pair. Les faits montrent que dans les pays où les budgets d'Etat consacrent leur plus grande partie aux armements, l'existence des masses travailleuses est misérable. Cela se passe dans les pays où domine le capital et où les milieux impérialistes orientent leur économie vers la militarisation, tandis que dans nos pays du camp du socialisme, toute l'attention est consacrée à l'édification de l'économie socialiste, à l'augmentation de la production industrielle, agricole, à l'élévation du niveau matériel et culturel des masses travailleuses. Les Etats impérialistes qui se sont imposés le fardeau colossal des armements, par leur politique des «situations de force» et par leur «guerre froide» s'efforcent d'imposer également une chose semblable à notre camp du socialisme. Mais, bien entendu, leurs efforts dans ce sens sont vains. Les impérialistes américains et leurs partenaires ont créé le pacte agressif de l'Atlantique Nord, l'Union de l'Europe Occidentale et ont commencé à armer les militaristes allemands. Ces menées des impérialistes ressemblent comme deux gouttes d'eau aux menées des impérialistes et des fascistes germano-japonais, qui ont préparé et déclenché la deuxième guerre mondiale. Aucune menace ne pèse sur les pays occidentaux de la part de l'Union Soviétique et des pays de démocratie populaire. Le fait que les partenaires du Pacte de l'Atlantique n'ont pas accepté la proposition de l'Union Soviétique que cette dernière participe, à certaines conditions, au Pacte atlantique, qui d'un pacte agressif et fermé devrait être transformé en un pacte défensif collectif, a démasqué les desseins agressifs des impérialistes américains et de leurs partenaires. Les impérialistes américains ont continué la création d'autres pactes agressifs, tel que celui du Sud-Est asiatique ou S.E.A.T.O., ainsi que le pacte de

Bagdad, créé plus tard sous la direction des milieux dirigeants anglais. Tous ces pactes militaires, toutes ces bases militaires créés par les Américains autour des pays du socialisme, l'armement continu sur une grande échelle ont confirmé clairement les intentions agressives des impérialistes contre l'Union Soviétique et les pays de démocratie populaire. Tandis que l'Union Soviétique, de son côté, a fait continuellement des propositions pacifiques constructives dans l'intérêt de tous les Etats, telles que celles concernant l'amélioration des relations entre les grandes puissances, l'élimination des foyers de guerre, la normalisation des relations avec la Yougoslavie, l'amélioration des relations avec une série d'Etats et l'atténuation de la tension, la création d'un système de sécurité collective en Europe, le désarmement, la solution du problème allemand, l'extension des contacts et des relations internationales dans tous les domaines, etc..

Une telle politique pacifique, claire et dans l'intérêt de l'humanité ne pouvait manquer d'enthousiasmer les masses et d'exercer ses effets sur le plan international. Après tant d'années d'effusion de sang, le peuple coréen a gagné la guerre, et l'armistice y fut signé; le peuple du Vietnam également a gagné la guerre et là aussi l'armistice fut signé. Ces deux pays héroïques, vivant actuellement en paix, édifient le socialisme. Bien entendu, plusieurs milieux impérialistes, mécontents de voir la situation évoluer à leur désavantage, se sont efforcés par tous les moyens de poursuivre leur politique de guerre froide. Mais leurs efforts n'eurent pas de succès: on a abouti à la conférence des quatre puissances à Genève. L'esprit de Genève, malgré les efforts de la propagande que mènent les milieux impérialistes en faveur de la politique «des situations de force», n'a pas disparu. Au contraire, la politique pacifique de l'Union Soviétique et du camp du socialisme jouit de l'appui de nombreux autres Etats pacifiques, tels que l'Inde, la Birmanie, l'Afghanistan, l'Egypte, la Syrie, l'Arabie Saoudite, etc. Tous les peuples et Etats pacifiques se rendent clairement compte qu'il faut réaliser la sécurité collective en Europe, la sécurité collective en Asie et le désarmement, — «les trois problèmes les plus importants, dont la solution peut créer la base pour une paix solide et durable».

Il n'y a aucun doute que les accords de Paris, qui ont pour but d'armer les revanchards allemands, ne préparent rien de bon pour le monde à part la catastrophe. Les accords de Paris sont mortels pour les peuples allemands, français et anglais eux-mêmes. L'Union Soviétique a fait de grands efforts et formulé de nombreuses propositions afin que ces accords ne deviennent pas une réalité. Le retentissement des efforts pacifiques de l'Union Soviétique a été grand en France, en Angleterre, en Allemagne Occidentale. Les forces progressistes de ces pays, avec la classe ouvrière en tête, ont héroïquement lutté contre les plans des impérialistes et des militaristes allemands. En face de ce danger de guerre et de la restauration de la Vehmacht allemande, les pays du camp du socialisme ont conclu le Traité de Varsovie, qui est un facteur très important de stabilité et de paix en Europe. Ce traité est un acte visant à défendre la vie pacifique de nos pays contre une agression possible. L'idée de l'instauration d'un système de défense collective en Europe, proposée par l'Union Soviétique et puissamment soutenue par les Etats de démocratie populaire et les hommes de bonne volonté et pacifiques d'Europe et de tous les continents, prend profondément racine dans la conscience des hommes, parce que c'est le seul moyen efficace de sauver l'humanité d'une nouvelle guerre. De même, les propositions claires et justes de l'Union Soviétique pour la solution du problème allemand, pour l'unification de l'Allemagne en un Etat démocratique et pacifique, sont l'unique solution juste de ce problème si important, non seulement pour l'avenir d'un grand peuple, tel que le peuple allemand, mais aussi pour les destinées de l'Europe.

Les efforts de l'Union Soviétique pour aboutir à une conclusion positive en ce qui concerne le problème important et vital du désarmement et de l'interdiction de la bombe atomique et à hydrogène, sont connus de tous les peuples du monde. Les justes propositions de l'Union Soviétique ayant trait à ce problème si important, se heurtent naturellement à de grands obstacles créés par certains milieux impérialistes et militaristes, par ceux qui vivent du commerce d'armes et du sang des hommes. Les peuples du monde entier saluent et soutiennent de toutes leurs forces ces propositions de l'Union Soviétique, car leur réa-

lisation sauverait l'humanité du danger de guerre. (Applaudissements prolongés).

La décision prise ces derniers temps par le gouvernement soviétique pour la réduction des forces armées de 1.200.000 hommes, sans compter les 640.000 hommes démobilisés l'année passée, est une nouvelle preuve concrète de la politique de paix de l'Etat Soviétique.

L'Union Soviétique, dans sa politique extérieure, s'est toujours montrée disposée à entretenir de bonnes relations avec les grands Etats. C'est ce que prouvent encore une fois les propositions concrètes et amicales adressées par le gouvernement soviétique au gouvernement des Etats-Unis pour la conclusion d'un traité d'amitié et de collaboration, c'est ce que prouvent les relations commerciales qui se développent entre l'Union Soviétique et les Etats occidentaux, c'est ce que montre la visite amicale des hommes d'Etat soviétiques en Angleterre, et celle du Président du Conseil de France à Moscou, etc. La normalisation des relations de l'Union Soviétique et des pays de démocratie populaire avec la République Populaire Fédérative soeur de Yougoslavie a été d'une très grande importance. La visite des camarades Boulganine et Khrouchtchev dans l'Inde, en Birmanie, en Afghanistan, a eu une grande importance. Ce fut une visite inoubliable qui a suscité un enthousiasme indescriptible chez les peuples de ces pays et chez tous les peuples d'Asie et des autres continents. L'Union Soviétique, la République Populaire de Chine et les pays de démocratie populaire jouissent d'une très grande sympathie parmi tous les peuples coloniaux et dépendants, du fait que ces derniers trouvent en nos pays le plus grand appui moral et matériel dans leur lutte pour la liberté, l'indépendance et la souveraineté et pour édifier leur vie nouvelle et heureuse. Tous les peuples se rendent clairement compte que la politique léniniste de la coexistence est un principe vivant et actif, qui guide la politique de l'Union Soviétique et du camp du socialisme.

Les questions de principe qui furent posées au XXe Congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique en ce qui concerne le développement de la situation internationale actuelle ont une grande importance historique pour l'humanité et constituent un trésor précieux qui vient s'ajouter au marxisme-léninisme dans les circonstances

concrètes de la situation internationale actuelle. Le principe léniniste de la coexistence pacifique des deux systèmes, du système socialiste et du système capitaliste, a toujours guidé la politique pacifique de l'Union Soviétique. L'Etat socialiste n'a aucune raison de déclencher une guerre agressive, car dans un Etat socialiste il n'existe ni des hommes ni des groupes ayant des intérêts agressifs pour s'enrichir au détriment des autres Etats. Le système socialiste a pour but de supprimer l'exploitation de l'homme par l'homme, d'édifier une société sans exploités et sans exploiteurs. La coexistence pacifique entre les deux différents systèmes ne signifie nullement que les communistes ou les Etats socialistes doivent faire des concessions de principe, au contraire les principes seront défendus avec la plus grande résolution. La lutte idéologique contre l'idéologie capitaliste, contre les survivances petites-bourgeoises dans la conscience des hommes sera poursuivie de toutes nos forces. Nous, communistes, nous sommes contre le capitalisme et luttons et lutterons jusqu'au bout pour l'extirper et en cela nous différons des éléments opportunistes et réformistes qui, par des réformes, cherchent soi-disant à changer le système capitaliste, mais en fait ils contribuent de cette façon à son renforcement, prolongent son existence au détriment de la classe ouvrière et des masses travailleuses. Les communistes affirment que le système socialiste triomphera du système capitaliste dans la compétition pacifique et le triomphe du communisme est inévitable en raison de la supériorité du système socialiste sur le système capitaliste. Cette grande vérité a été confirmée par la vie et elle gagne des centaines de millions d'hommes.

La vie nouvelle, le socialisme, est édiflée parce que les peuples eux-mêmes y sont intéressés, lorsque les conditions ont mûri dans un pays donné. La révolution n'est pas exportée d'un pays à l'autre, comme le prétendent les capitalistes, qui propagent l'idée que l'Union Soviétique et les autres pays où a triomphé le socialisme désirent soi-disant renverser par la force les autres systèmes politiques et sociaux. Les «idéologues de la bourgeoisie, en altérant les faits, confondent sciemment les questions de la lutte idéologique avec les questions concernant les relations entre les Etats pour présenter les communistes de l'Union

Soviétique comme des gens agressifs», est-il dit dans le rapport du Comité Central du Parti Communiste de l'Union Soviétique au XXe Congrès. Les pays du socialisme, avec en tête l'Union Soviétique, ne sont pas intervenus et n'interviendront jamais dans les affaires intérieures des autres Etats ayant des systèmes sociaux différents des leurs. Il n'y a aucun doute que les communistes sont contre le capitalisme et luttent pour sa disparition, mais cela ne signifie pas qu'un Etat où a triomphé le socialisme intervienne dans les affaires intérieures d'un autre Etat. Dans chaque pays les masses travailleuses, avec à leur tête la classe ouvrière, dans les conditions et les circonstances particulières de ce pays, entreprendront elles-mêmes les actions en vue d'édifier la vie socialiste.

Prenons, par exemple, notre pays, où le peuple a pris le pouvoir, a instauré la démocratie populaire et s'est engagé dans la voie du socialisme. Les impérialistes et la bourgeoisie réactionnaire ne cessent pas d'ourdir des calomnies sur «l'intervention de Moscou», sur «la main et l'oeil de Moscou». Mais que s'est-il passé en réalité avec le peuple albanais? Notre peuple a languì pendant des siècles dans la servitude et combattu durant des siècles pour sa liberté et son indépendance. En 1939, le pays fut attaqué et occupé; le peuple fut ensanglanté par les ennemis et les traîtres. Que fit alors notre peuple? Il empoigna les armes, comme toujours, pour lutter et conquérir la liberté. Les communistes albanais, ces fils du peuple tant éprouvé, qui ne connaissaient d'autres intérêts que les intérêts supérieurs de la Patrie et du peuple, s'inspirèrent du marxisme-léninisme, ils formèrent le Parti Communiste, qui, avec la plus grande fidélité et au prix d'exploits et de sacrifices indescriptibles, a conduit le peuple à la victoire. **(Tempête d'applaudissements. Ovation).** Le peuple albanais a eu la plus grande confiance dans son Parti et l'a suivi jusqu'au bout. Notre Parti a été contre les occupants, contre le régime d'oppression de l'ex-roi, des beys et de la bourgeoisie réactionnaire, il était pour l'instauration du pouvoir populaire. La voie et le programme du Parti incarnaient les espoirs et les aspirations du peuple, voilà pourquoi celui-ci a suivi le Parti. En quoi consistait alors l'intervention de l'Etat soviétique dans les affaires intérieures du peuple albanais qui dé-

cidait de ses propres destinées? S'il faut parler d'intervention, il faut dire que le régime de la réaction et du capital, les beys et les agas de notre pays, qui formèrent Balli Kombëtar et d'autres organisations traîtresses, avaient tout l'appui moral et matériel des occupants italiens et allemands. Malgré cela, ils furent battus. La réaction dans notre pays, outre l'appui des hitlériens, a bénéficié aussi de l'appui, de l'aide ouverte des milieux réactionnaires anglais et américains, qui sont continuellement intervenus dans les affaires intérieures de notre peuple pour l'empêcher de prendre le pouvoir. Quand est-ce que l'Union Soviétique est-elle intervenue dans les affaires intérieures de notre peuple? En aucun cas. Ainsi donc, la révolution populaire dans notre pays concrètement n'a pas été importée d'Union Soviétique, mais a été accomplie par le peuple albanais, dirigé par son héroïque Parti Communiste, fidèle aux idées immortelles du marxisme-léninisme. Ainsi donc, le peuple albanais doit sa libération de la servitude séculaire à sa lutte et à la lutte de l'Union Soviétique, sans laquelle la grande victoire de la libération aurait été impossible. **(Hourras. Applaudissements prolongés).** Ce sont là deux choses indissolublement liées. L'Union Soviétique a aidé et défendu notre peuple, a aidé celui-ci à consolider la victoire que les divers impérialistes cherchaient à lui ravir. Les impérialistes américains, anglais, etc. sont continuellement intervenus dans les affaires intérieures de notre peuple, mais l'aide morale et matérielle accordée par l'Union Soviétique dans tous les domaines a fait échouer tous les plans des impérialistes, et a permis à notre pays de marcher de l'avant, avec assurance, sur la voie de l'édification du socialisme. Certes, les impérialistes et les réactionnaires de notre pays désiraient et ont fait des efforts pour que la nouvelle Albanie fut isolée afin de l'avaler plus facilement. Mais ce fut en vain, car notre peuple se lia pour toujours par une amitié invincible à son glorieux libérateur, l'Union Soviétique, et aux autres pays de démocratie populaire, car le Parti du Travail d'Albanie s'est inspiré et s'inspirera sans cesse du marxisme-léninisme, et de l'expérience illimitée du glorieux Parti Communiste de l'Union Soviétique, car notre pays a lié pour toujours ses

destinées au camp du socialisme et de la paix. (Applaudissements).

Une autre thèse d'une grande importance de principe, que le XXe Congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique vient d'ajouter au marxisme-léninisme, c'est la question de la possibilité de conjurer les guerres à l'époque actuelle. Cette question qui préoccupe continuellement l'humanité a reçu une réponse juste et scientifique de la part du Comité Central du Parti Communiste de l'Union Soviétique. Les guerres à notre époque ne peuvent pas être fatales et inévitables; «dans la question de savoir si la guerre aura lieu ou non, une grande importance s'attache au rapport des forces de classe, des forces politiques, au niveau d'organisation et à la volonté consciente des hommes». Les thèses marxistes-léninistes, selon lesquelles les guerres sont inévitables tant qu'existe l'impérialisme, ont été formulées à l'époque où l'impérialisme était un système mondial unique et où les forces sociales et politiques opposées à la guerre étaient encore assez faibles. Tandis que, à notre époque, les forces du socialisme et de la paix dans le monde, sont très puissantes. Le camp du socialisme est une force colossale et le socialisme est aujourd'hui un système mondial. La politique pacifique du camp du socialisme jouit de l'appui de centaines de millions d'hommes dans le monde et de beaucoup d'Etats pacifiques. C'est ainsi que, actuellement, existent des forces ayant des moyens moraux et matériels puissants pouvant empêcher les aventuriers impérialistes de déclencher une troisième guerre mondiale. Cependant, la thèse léniniste, selon laquelle, aussi longtemps qu'existe l'impérialisme, reste aussi la base économique pour le déclenchement des guerres, garde toute sa valeur; c'est pourquoi, les forces du socialisme et de la paix doivent être toujours vigilantes.

Ces thèses importantes du Parti Communiste de l'Union Soviétique ont ouvert devant l'humanité des perspectives radieuses, ont suscité l'enthousiasme, éveillé les espoirs des peuples et renforcé leur lutte pour la défense de la paix. Les peuples du monde se rendent mieux compte à présent que la guerre ne plane pas sur leur tête comme l'épée de Damoclès, et qu'ils sont en état de briser pour toujours cette épée qui a causé à l'humanité tant de

catastrophes périodiques. Le monde va connaître désormais un mouvement encore plus puissant et plus vaste des partisans de la paix; de nombreux autres Etats dans le monde vont conquérir encore leur indépendance nationale, et adopteront une attitude pacifique, loin de la guerre, loin des pactes agressifs tramés par les impérialistes américains.

La thèse sur les formes du passage des divers pays au socialisme, basée sur les célèbres thèses du grand Lénine, ouvre devant les peuples et la classe ouvrière de tous les pays des perspectives éclatantes pour le passage au socialisme par des voies diverses. La question du passage au socialisme, par la guerre civile ou sans la guerre civile, est également une grande lumière et une aide très précieuse pour les partis de la classe ouvrière, et pour les peuples travailleurs, pour prendre le pouvoir en main, pour réaliser les transformations sociales, pour transformer le parlement bourgeois, là où la bourgeoisie n'est pas en mesure de recourir à la violence et d'opposer la force, en un moyen de la véritable volonté populaire, pour assurer le passage des principaux moyens de production entre les mains du peuple. Pour passer au socialisme le recours ou non à la violence et à la guerre civile ne dépend pas tant du prolétariat que de la bourgeoisie. Pour le passage au socialisme, les partis communistes et ouvriers auront toujours en vue les enseignements de Lénine, qui souligne que «pour toutes les formes de transition au socialisme la direction politique de la classe ouvrière, avec en tête son avant-garde, est une condition indispensable, la condition majeure. Sinon, il est impossible de passer au socialisme».

Ces thèses qui enrichissent le marxisme-léninisme ouvrent devant la classe ouvrière et les masses travailleuses des pays capitalistes, coloniaux et semi-coloniaux, des perspectives éclatantes pour réaliser l'unité de la classe ouvrière, à laquelle incombe la tâche de rassembler, sous sa direction, la paysannerie travailleuse, les intellectuels et tous les hommes honnêtes, pour opérer les transformations radicales dans la voie vers le socialisme, vers la conquête du pouvoir et l'effondrement des forces réactionnaires capitalistes qui dominent à l'heure actuelle les peuples de ces pays. C'est précisément pour tout cela que

le XXe Congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique a suscité un enthousiasme indescriptible dans le monde entier, c'est précisément pour cette raison que les documents du XXe Congrès sont étudiés avec le plus grand soin et sont devenus le phare éclairant tous les hommes d'action et de bonne volonté, qui luttent pour la paix et pour une vie meilleure. C'est pour cette raison que la politique pacifique de l'Union Soviétique jouit de l'appui de tous les peuples, de tous les Etats pacifiques du monde, tandis que la politique agressive et des «situations de force» des impérialistes américains, ainsi que la «guerre froide» visant à accentuer la tension internationale se heurtent chaque jour davantage à l'opposition résolue de tous les peuples du monde.

3. — La politique impérialiste des «situations de force» et la lutte des peuples pour la paix

Dès les premiers jours qui suivirent la deuxième guerre mondiale, dans la politique internationale apparurent deux politiques en opposition entre elles: la politique du camp de la paix et du socialisme, avec en tête l'Union Soviétique, politique pacifique, de coopération sincère entre les Etats, de développement normal des relations commerciales, culturelles, etc., — et la politique du camp impérialiste avec en tête les Etats-Unis d'Amérique, politique agressive, politique des blocs militaires dirigés contre l'Union Soviétique et les pays de démocratie populaire, politique d'asservissement économique et politique des peuples, politique de chantages, d'intimidations, de provocations et de guerres ouvertes. Sans doute, une telle politique agressive, une politique de budgets colossaux de guerre, une politique de «guerre froide et chaude» à la fois, menée par les milieux impérialistes agressifs des Etats-Unis d'Amérique et par leurs partenaires a eu pour effet l'aggravation de la situation internationale et l'accentuation de la tension internationale. Le développement de la situation internationale, sur une telle voie dangereuse, dans laquelle les groupes réactionnaires monopolaires des Etats-Unis cherchaient à entraîner l'humanité, a créé une grande inquiétude parmi les peuples qui

voyaient approcher une nouvelle catastrophe mondiale. En face d'une telle situation critique, les peuples ne sont pas restés les bras croisés, mais ils se sont dressés courageusement, ils se sont rassemblés, se sont organisés en un puissant mouvement mondial de la paix, que l'histoire des peuples du monde n'a jamais connu. La politique pacifique de l'Union Soviétique a été appuyée, de toutes leurs forces, par tous les hommes pacifiques et de bonne volonté du monde. Ce n'était pas un fait du hasard. Cela est dû à la politique de l'Union Soviétique, qui exprimait les sentiments et les désirs de centaines de millions d'hommes simples dans le monde, ayant des vues politiques et sociales différentes, des croyances religieuses diverses. Ce puissant mouvement de la défense de la paix par les hommes de bonne volonté du monde entier devint un grand obstacle pour la réalisation des plans de guerre des impérialistes. Leur mot d'ordre selon lequel ce mouvement mondial de la paix serait soi-disant un mouvement purement communiste n'eut pas de succès. Chacun se rendit clairement compte que les préparatifs de la «guerre chaude», que la «guerre froide» et la politique des «situations de force» étaient l'œuvre des milieux réactionnaires monopoleurs, avides de réaliser des profits énormes aux dépens des peuples, que c'était là la politique de ces milieux impérialistes qui s'efforcent de faire tourner en arrière la roue de l'histoire, en rêvant la destruction de l'Union Soviétique et des Etats de démocratie populaire. Certes, dans la guerre ils voient le seul moyen pour atteindre ce but. La vigoureuse opposition des peuples à ces plans est légitime et inévitable. Cette résistance résolue des peuples contre les préparatifs d'une troisième guerre de la part des impérialistes a rehaussé le prestige de l'Union Soviétique dans le monde, a accru encore davantage la grande affection des peuples envers la Patrie du socialisme et du communisme, dans laquelle ils ont trouvé comme toujours le plus grand et unique appui moral et matériel pour la réalisation de la plus belle cause de l'humanité: le socialisme et la paix dans le monde. D'autre part, cette résistance des peuples contre les préparatifs de guerre de la part des impérialistes a permis de démasquer les desseins diaboliques des milieux bellicistes impérialistes, de les isoler politiquement des mas-

ses des peuples et de provoquer des remous et des brèches chaque jour plus grandes entre les divers partenaires des pactes militaires agressifs, créés à des fins de guerre par les fauteurs de guerre impérialistes des Etats-Unis d'Amérique.

Les causes des guerres, qui sont le plus grand fléau de l'humanité, résident dans les intentions des monopoleurs réactionnaires qui dirigent l'économie capitaliste, qui a pour objectif l'enrichissement toujours plus grand d'un groupe de millionnaires et de milliardaires au détriment des masses travailleuses, l'exploitation féroce de la classe ouvrière et de tous les travailleurs, la conquête de nouveaux marchés, la concurrence effrénée entre les groupes et les Etats capitalistes, la militarisation de l'économie, et enfin un nouveau partage du monde et de ses richesses matérielles, au moyen de conflits et de guerres sanglantes. L'économie capitaliste ne peut pas trouver de stabilité et se développer de façon régulière et harmonieuse comme cela se passe pour l'économie socialiste. Les crises continuelles, les crises dans la production industrielle et dans le domaine financier, les crises dans le secteur de la production agricole constituent un tout et font partie intégrante de l'économie capitaliste. Un tel développement a pour effet d'approfondir toujours davantage la crise générale du capitalisme. La lutte en vue de dominer les marchés des pays capitalistes, ceux des pays coloniaux et dépendants, se poursuit avec le plus grand acharnement par les monopoleurs des Etats-Unis, d'Angleterre, de France, d'Allemagne Occidentale, du Japon et autres. Cela a entraîné, bien entendu, une âpre concurrence qui va s'accroissant. Les monopoleurs américains et les milieux dirigeants des Etats-Unis d'Amérique, par leur plan Marshall, ont pu créer, après la deuxième guerre mondiale, une situation favorable pour eux-mêmes en mettant à profit la faiblesse de l'Angleterre et de la France, ainsi que l'élimination temporaire des monopoleurs allemands et japonais des marchés mondiaux. Mais cette situation favorable aux capitalistes américains ne pouvait pas durer, du fait que la production industrielle aussi bien en Angleterre qu'en France, quoique en un pourcentage moindre, a dépassé le niveau d'avant-guerre, et que l'Allemagne occidentale et le Japon sont devenus

à présent des concurrents dangereux des monopoles américains, anglais et français sur les marchés mondiaux capitalistes et sur les marchés des pays coloniaux et semi-coloniaux. C'est pourquoi, la lutte économique entre les divers Etats capitalistes va chaque jour s'aggravant. Des contradictions et des désaccords chaque jour plus accentués apparaissent entre les partenaires du pacte atlantique tristement célèbre. Les Etats-Unis d'Amérique, étant le pays le plus favorisé parmi les Etats participants à la guerre antihitlérienne, non seulement ont pu exploiter jusqu'au bout la situation économique difficile des pays occidentaux et soumettre des branches entières de l'économie de ces pays au diktat des monopoles américains, mais aussi ils ont pu créer des pactes agressifs contre l'Union Soviétique et les pays de démocratie populaire, obtenir d'importantes concessions territoriales de leurs partenaires faibles, et construire, en violant la souveraineté de ces pays, des bases militaires tout autour de l'Union Soviétique et des pays de démocratie populaire. D'autre part, toujours dans le cadre des pactes agressifs qu'ils ont mis sur pied, les pays capitalistes, avec à leur tête les Etats-Unis d'Amérique, ont commencé sur une vaste échelle la militarisation de leur économie, en négligeant le développement de la production industrielle et agricole. Ils ont commencé la course aux armements. Leurs budgets de guerre ont été accrus de façon extraordinaire et cela évidemment non seulement n'a apporté rien de bon à l'humanité, mais a apporté, en particulier aux pays occidentaux, un appauvrissement excessif et la misère, la famine, le chômage pour les larges masses travailleuses. La classe ouvrière et les travailleurs des pays occidentaux se sont clairement rendus compte que la politique d'armement, menée à leurs dépens, n'avait d'autre but que l'enrichissement des monopolistes réactionnaires, et nullement l'établissement de la «stabilité des forces entre les divers Etats». Ils ont clairement vu que la menace imaginée par les amateurs de l'hystérie de guerre relativement à une prétendue «attaque communiste» n'existait point. Les peuples du monde ont éprouvé à leur dépens que chaque fois que les milieux dirigeants capitalistes s'arment, et déguisent leur armement sous les formules bien connues de la «défense de la patrie», de la

«défense contre l'attaque communiste», on avance vers la guerre, on se prépare à entraîner les peuples dans un carnage sanglant pour les intérêts des cliques capitalistes dominantes. Tout cela, les peuples l'ont payé avec leur propre sang. Les guerres et les préparatifs de guerre provoquent l'appauvrissement et la misère. En Amérique, les dépenses de l'Etat pour les équipements militaires au cours des cinq dernières années ont quadruplé, elles ont quadruplé également en Angleterre et elles ont triplé en France. Ces sommes énormes non seulement n'ont pas profité à l'économie et à l'amélioration de la vie des peuples de ces pays, mais ont été soustraites au peuple nécessaire pour être dépensées pour les armes et autres engins d'extermination en masse.

Il va de soi que le système capitaliste, étant donné les grandes contradictions existant dans son sein, étant donné son orientation actuelle de développement vers les préparatifs d'une troisième guerre, la mise sur pied des alliances et des pactes agressifs dans une pareille voie sans issue et surtout le développement actuel de la situation internationale dans le sens de la diminution de la tension internationale, contribuent à aggraver la crise du capitalisme, malgré l'augmentation de la production industrielle par rapport à la période d'avant-guerre, augmentation due à des facteurs artificiels et sans aucune perspective de vie continue. Maintenant le fardeau des armements énormes, qui est imposé aux peuples des pays occidentaux par les Etats-Unis d'Amérique, non seulement est extrêmement lourd, mais commence à faire ressortir déjà la vanité et les intentions trompeuses des pactes agressifs et des armements. La voix des peuples qui s'élève toujours puissamment contre la course aux armements, a fait en sorte que beaucoup de dirigeants actuels de la France et de l'Angleterre expriment leurs objections contre tout le système érigé jusqu'à jour par les impérialistes américains et cherchent à changer jusqu'à un certain point l'orientation belliciste des pactes qu'ils ont mis sur pied. Par ailleurs, les restrictions draconiennes que les monopoles américains posent à leurs partenaires occidentaux en relation avec le commerce international avec l'Union Soviétique, la Chine et les autres pays de démocratie populaire sont en train de subir un relâchement sérieux.

Le dumping américain et les barrières douanières américaines unilatérales établies contre les produits industriels des autres partenaires, l'absorption des marchés capitalistes par les monopoles américains, se sont heurtés à une opposition ouverte de la part de l'Angleterre et de la France, qui cherchent à échapper au noeud coulant américain, qui les asphyxie et tend à les étouffer. Ainsi donc, dès à présent on constate que les Etats-Unis sont en train de perdre graduellement le monopole des premières années d'après-guerre, parce que leurs partenaires occidentaux se sont relevés et ne permettent pas que les Américains leur mettent des bâtons dans les roues. D'autre part, les Américains, en voulant semer le vent, récoltent la tempête. Les monopoles de l'Allemagne Occidentale et du Japon sont devenus des concurrents dangereux pour les monopoles américains, anglais, français, etc. Les milieux dominants des Etats-Unis d'Amérique, en premier lieu, et ceux de France et d'Angleterre aussi, se heurtent à de grandes difficultés pour l'écoulement de leurs armements; leurs marchés traditionnels dans les pays coloniaux et dépendants se rétrécissent, du fait que les peuples de ces pays se sont éveillés et luttent résolument contre le colonialisme, mettent sur pied leur industrie nationale et développent la production agricole. Le monde assiste actuellement à la destruction définitive du système colonial de l'impérialisme. Le camarade Khrouchtchev, dans son rapport devant le XXe Congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique, a dit: «La désagrégation du système colonial de l'impérialisme, qui a lieu actuellement, constitue un événement de portée mondiale de l'après-guerre». En 10 ans, plus d'un milliard deux-cent millions d'hommes, soit la moitié de l'humanité, se sont libérés du joug colonial et semi-colonial. Les pays et les peuples libérés du joug du système colonial de l'impérialisme, qui ont souffert, ont été ensanglantés et exploités à l'extrême par les puissances impérialistes, s'opposent fermement aux pactes agressifs tramés par les milieux dirigeants des Etats-Unis, d'Angleterre et de France. Les pays d'Asie et d'Afrique appliquent avec fermeté les décisions historiques de la Conférence de Bandoeng et les cinq principes de la coexistence pacifique entre les peuples, qui sont devenus les principes agissants actuels d'une série de grands

et de petits Etats de l'Asie, de l'Afrique et de l'Europe. Les pays libérés du joug colonial et ceux qui luttent pour se débarrasser de ce joug odieux et de cette honte de l'humanité, voient en l'Union Soviétique, en premier lieu, et dans les pays de démocratie populaire, leurs amis les plus proches et les plus sincères, qui les aiment de tout coeur, les aident de la façon la plus généreuse et désintéressée pour renforcer leur indépendance, leur liberté et leur souveraineté, pour mettre sur pied leur économie et pour améliorer la vie de leurs peuples. C'est en vain que les impérialistes s'efforcent, par le pacte de Bagdad, de semer l'hostilité entre le grand peuple de l'Inde et celui du Pakistan, de replacer sous leur joug les Etats arabes libres et souverains, tels que l'Egypte, la Syrie, l'Arabie Saoudite, la Jordanie, le Liban, etc. C'est en vain que les impérialistes et les colonialistes français s'efforcent de maintenir sous leur joug les peuples de l'Afrique du Nord. Le signal de la liquidation du joug colonial et de la victoire de la liberté des peuples a retenti dès les journées historiques du Grand Octobre qui a inauguré pour l'humanité une époque radieuse. La politique agressive des impérialistes subit chaque jour davantage des défaites. Notre tâche, qui est celle de tous les peuples du monde, nous commande de lutter de toutes nos forces afin que la politique agressive des impérialistes échoue pleinement et que le monde jouisse de la paix et de la prospérité. (Applaudissements).

4.— La politique pacifique de la République Populaire d'Albanie et sa position internationale

La République Populaire d'Albanie est un Etat pacifique. Le peuple albanais, pendant toute son existence, a été épris de paix et de liberté, a lutté pour l'indépendance et la souveraineté nationale. Son désir a toujours été de vivre en amitié étroite et sincère avec tous les Etats voisins et les autres Etats du monde. Mais plusieurs Etats ne se sont pas inspirés de buts pareils envers notre pays; au contraire, de nombreux Etats impérialistes ont visé et agi en vue de démembrer l'Albanie, d'asservir le peuple albanais. Notre peuple a su tenir tête avec succès à ces

assauts et a anéanti les plans agressifs des impérialistes. Il est évident qu'il ne pouvait pas être du goût des milieux impérialistes agressifs de l'Occident de voir un petit pays comme l'Albanie conquérir l'indépendance et la souveraineté, proclamer la République et instaurer le régime de démocratie populaire. Il est naturel que, dans ces circonstances, la propagande des impérialistes ait ourdi envers notre pays beaucoup de calomnies, de chantages et de menaces, qui, il convient de le souligner, n'ont eu aucun succès. Il est vrai que plusieurs Etats impérialistes ont nié au peuple albanais, durant une longue période, ses droits légitimes dans le domaine international, mais ces attitudes injustes de leur part ont eu dans l'opinion mondiale un effet contraire à celui auquel ils s'attendaient.

De telles attitudes ont mis davantage en évidence les injustices et la politique arbitraire de ces Etats envers les droits souverains et légitimes des peuples, tandis que le prestige international du peuple albanais fut rehaussé et ses amis sont devenus plus nombreux partout dans le monde.

Les ennemis du peuple albanais ont fait leurs comptes en se basant sur leurs désirs, sans prendre en considération que les possibilités dont ils disposaient ne permettaient pas la réalisation de ces désirs. Naturellement ils devaient échouer, comme ils ont en fait échoué, grâce à l'héroïsme du peuple, à la direction du Parti, à la vigilance et aux exploits de l'armée et de la Sûreté de l'Etat.

Sans tenir compte du bruit assourdissant, des calomnies et des menaces des impérialistes, mais étant toujours prêt et vigilant, le peuple albanais a consolidé avec succès son pouvoir populaire et a commencé l'édification des bases du socialisme.

L'alliance et l'amitié éternelles du peuple albanais avec les peuples frères de l'Union Soviétique sont la pierre fondamentale de sa libération et de son bien-être, elles sont à la base de l'indépendance, de la liberté et de la souveraineté de notre peuple, à la base de l'édification du socialisme en Albanie. Le très grand appui moral et matériel que l'Union Soviétique accorde à notre peuple est incalculable. L'aide politique et économique de l'Union Soviétique a permis que notre pays arriéré progresse à grands pas et que l'économie de notre République Popu-

laire se renforce. Le rêve séculaire de notre peuple est en train de se réaliser à cette époque où notre génération a eu la grande fortune de vivre et de lutter dans le siècle du triomphe du marxisme-léninisme, à l'époque où le peuple albanais a un ami si cher comme la grande Union Soviétique (**Applaudissements**). C'est avec fierté que nous pensons aujourd'hui, dans ce Congrès, aux héroïsmes du peuple, avec en tête la classe ouvrière, à notre cher Parti, à l'Union Soviétique et au glorieux Parti Communiste de l'Union Soviétique, quand nous voyons que les grandes oeuvres du premier quinquennat ont été réalisées avec succès. Rappelez-vous le jour où nous posâmes la première pierre du combinat de textiles «Staline». L'enthousiasme des ouvriers était indescriptible; indescriptible était leur confiance dans le Parti du Travail qui les conduisait à la victoire, dans l'aide et l'appui illimités de l'Union Soviétique. Nous avons construit le Combinat. Des machines, des plus modernes, nous sont arrivées de l'Union Soviétique. Nous n'avions aucun cadre. Des centaines de cadres soviétiques sont venus chez nous et avec soin et amour ont instruit nos cadres. A présent, le nombre des ingénieurs qui travaillent au Combinat de textiles «Staline» est égal à celui de tous les ingénieurs de l'Albanie d'avant la libération. Il en est de même pour le combinat du sucre, le combinat du bois, la fabrique de ciment. Il en est de même pour l'industrie du naphte, les mines de charbon, de chrome et pour toute notre industrie. Des milliers d'ingénieurs, conducteurs de tracteurs, agronomes, vétérinaires, zoovétérinaires et différents techniciens travaillent dans l'agriculture. Des médecins, des professeurs, des travailleurs de la science, de l'art et de la culture ont terminé les écoles et les universités dans notre pays, en Union Soviétique et dans les pays de démocratie populaire et à présent dirigent l'édification du socialisme. La grande aide matérielle accordée au peuple albanais par l'Union Soviétique, la Tchécoslovaquie, la Pologne, la Hongrie, la Roumanie, la Bulgarie, l'Allemagne Démocratique, l'aide qui nous a été accordée par la grande Chine, etc. est un des principaux facteurs des grands succès que nous avons remportés dans la réalisation du premier plan quinquennal, dans l'édification de l'industrie, le dévelop-

pement de l'agriculture et la création d'une base puissante pour le deuxième plan quinquennal, dont nous sommes en train d'établir, aujourd'hui, les directives.

Le peuple albanais et le Parti du Travail sont à jamais reconnaissants à l'Union Soviétique, à la République Populaire de Chine et aux pays de démocratie populaire pour cette aide et cet appui illimités qu'ils sauront utiliser pour leur propre bien et dans l'intérêt commun du renforcement du camp du socialisme et de la paix. (**Applaudissements prolongés**). Notre pays, comme membre de ce camp, développe à grands pas et avec assurance son économie et les forces productives en pleine harmonie et en coordination avec tous les pays amis et alliés. La coordination des plans économiques de nos pays dans le cadre du Conseil Economique et de l'Assistance Mutuelle assure des avantages immenses, particulièrement à notre pays, parce que c'est de cette façon que vont se développer et progresser toutes les branches de notre économie et que les Etats amis nous donneront une aide complète et profitable pour tout ce que nous ne pourrions pas construire ou produire chez nous, soit parce que les matières premières nous manquent, soit parce que cela demande de gros investissements non avantageux pour notre économie.

A cette politique juste, coordonnée et harmonisée du camp du socialisme, notre pays donnera, de toutes ses forces, sa contribution pour que cette collaboration d'importance vitale se renforce et se développe le plus possible.

Dans l'arène internationale, les droits de notre République Populaire ont été puissamment appuyés et toujours avec succès par l'Union Soviétique, par les pays de démocratie populaire et par les autres Etats qui nourrissent de la sympathie à notre égard et luttent pour la défense de la paix.

Le fait est que notre pays, en dépit des efforts des cercles impérialistes, maintient, actuellement, de bonnes relations d'amitié et diplomatiques avec 18 Etats de l'Europe, du Proche Orient et de l'Asie. De telles relations amicales avec différents Etats seront étendues encore dans l'avenir.

Pour longtemps, les portes de l'Organisation des Nations Unies restèrent injustement et arbitrairement fermées à notre pays. C'était là un état de choses intolérable. Naturellement, la justice a triomphé et notre pays a été admis comme membre de l'Organisation des Nations Unies.

Cet événement revêt une grande importance parce que notre pays a lutté et versé du sang pour la liberté, l'indépendance et la souveraineté, il a défendu de toutes ses forces, même n'étant pas membre de l'Organisation des Nations Unies, les principes et la Charte de cette Organisation. Notre peuple et son gouvernement considèrent l'Organisation des Nations Unies comme une institution très importante pour la défense des droits légitimes des peuples, pour la défense de la paix dans le monde. A présent que notre République Populaire est membre de cette Organisation, notre gouvernement appuyera encore mieux et de toutes ses forces les décisions de l'Organisation des Nations Unies, visant au renforcement de la paix et de la collaboration internationale, il luttera pour la défense de la Charte de l'Organisation des Nations Unies, pour la mise en oeuvre de ses idéaux et de ses nobles principes. Avec l'admission de l'Albanie à l'Organisation des Nations Unies, les ennemis du peuple albanais se sont vus brûler un autre atout, dont ils se servaient pour leurs prétentions malveillantes et calomnieuses.

Les grands problèmes internationaux et leur juste solution préoccupent le peuple et le gouvernement albanais autant que les autres peuples et les autres Etats. La politique extérieure de notre gouvernement est une politique pacifique et exprime les désirs et les aspirations du peuple albanais. Cette politique s'inspire des principes léninistes de la coexistence pacifique entre les deux systèmes, pour une collaboration amicale entre les Etats, pour le respect des droits, des libertés, de la souveraineté de chaque peuple, pour la non ingérence dans les affaires intérieures des autres Etats. Le peuple albanais et son gouvernement ont lutté et lutteront de toutes leurs forces pour défendre la paix dans le monde. Ils ont appuyé et appuieront toujours les propositions pacifiques de l'Union Soviétique pour la solution des différents problèmes

qui préoccupent l'humanité, tels que la sécurité collective en Europe et en Asie, le problème du désarmement et de l'interdiction absolue de l'utilisation de l'énergie atomique dans des buts de guerre, le problème de l'unification de l'Allemagne en un Etat unique, démocratique et pacifique etc. Nous appuyerons de toutes nos forces les propositions de l'Union Soviétique parce qu'elles sont justes, dans l'intérêt de tous les Etats et dans l'intérêt de la paix dans le monde. Tout notre Parti et le peuple albanais sont pleinement solidaires avec les décisions historiques du XX^e Congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique, qui ouvrent à l'humanité des perspectives claires, justes et scientifiques pour la réalisation de ses aspirations, dans la paix et en collaboration sincère entre les peuples et les Etats. (Applaudissements).

Notre pays, comme tous les autres pays du camp du socialisme, lutte d'une manière concrète pour la paix et le désarmement. Nous avons réduit nos forces armées. Cette mesure juste, dans la situation actuelle, a allégé notre économie populaire d'une lourde charge, elle l'a aidée du point de vue matériel et avec des cadres de valeur et a eu comme résultat le renforcement ultérieur des capacités de défense de notre pays. L'acte ainsi accompli par les Etats socialistes, ne l'a pas encore été par les Etats de l'Occident qui jusqu' à présent se bornent seulement à parler de paix et de désarmement.

La République Populaire d'Albanie est membre du Traité de Varsovie, qui, comme on sait, a été conclu entre nos Etats pacifiques par suite de la ratification des accords malfamés de Paris, au moyen desquels les gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, de l'Angleterre et de la France ont décidé la restauration du militarisme allemand, le réarmement de l'Allemagne Occidentale et son inclusion dans les blocs militaires agressifs de l'Atlantique Nord et de l'Union de l'Europe Occidentale, créant ainsi une menace directe contre la sécurité de l'Union Soviétique et des pays européens de démocratie populaire, contre la paix en Europe. Le Traité de Varsovie est un traité défensif contre l'agression et est devenu un facteur de paix et de stabilité en Europe.

Le peuple albanais a approuvé à l'unanimité et avec

enthousiasme la signature de cet important Traité, parce qu'il assure l'indépendance, la liberté et la souveraineté des pays participants contre une agression impérialiste éventuelle et a ouvert une phase nouvelle et plus avancée dans la collaboration fraternelle dans tous les domaines entre nos pays.

La République Populaire d'Albanie n'a jamais été isolée politiquement de l'Union Soviétique et des pays de démocratie populaire, ses amis étroits et fidèles. Il se peut que les ennemis de l'Albanie se soient fait des illusions par des rêves et des suppositions, et qu'ils aient parlé d'un soi-disant isolement de l'Albanie de ses amis; mais voilà, ces rêves aussi sont envolés. Ce qui existait *de facto* entre la République Populaire d'Albanie, l'Union Soviétique et les pays de démocratie populaire en Europe a été consacré *de jure* par la signature du Traité de Varsovie. Il va de soi que le Traité de Varsovie et l'admission de l'Albanie comme membre de l'Organisation des Nations Unies étaient deux coups durs pour ceux qui prétendaient réduire en esclavage notre Patrie. Ces grands succès dans le domaine international sont dûs à la politique juste, sage et pacifique du Parti du Travail d'Albanie.

Le peuple albanais et le Parti du Travail ont salué avec enthousiasme et ont pleinement approuvé la déclaration de Belgrade signée entre les dirigeants de l'Etat soviétique et de l'Etat yougoslave au mois de juin 1955 et se sont beaucoup réjouis de la normalisation des relations entre l'Union Soviétique et la Yougoslavie. La même voie de normalisation et d'amélioration ont suivie aussi les relations de notre peuple et des peuples des autres pays de démocratie populaire avec les peuples de Yougoslavie. C'était là un grand succès pour nos pays et un échec pour les plans de l'impérialisme et de son agent Béria, qui avait monté la grande provocation diabolique, laquelle a causé le désaccord amer entre nos pays et la Yougoslavie soeur.

Le peuple albanais et le gouvernement albanais ont salué la signature du Traité d'Etat avec l'Autriche et l'établissement des relations diplomatiques entre l'Union Soviétique et la République Fédérale Allemande comme des pas positifs en faveur de la détente internationale et du renforcement de la paix.

Le peuple albanais a salué la Conférence de Genève des dirigeants des quatre grandes puissances et désire que l'esprit de Genève pour la juste solution des questions internationales progresse davantage.

Le peuple albanais et son gouvernement appuient de toutes leurs forces les droits légitimes du peuple frère chinois sur sa terre de Taïwan. Nous nourrissons une grande amitié et une grande admiration envers le peuple héroïque chinois et nous nous indignons des manoeuvres éhontées des impérialistes qui s'ingèrent brutalement dans les affaires intérieures de la République Populaire de Chine dans la question de Taïwan et lui nient la place qui lui revient dans l'Organisation des Nations Unies. La Chine est une des grandes puissances mondiales, sans laquelle les grands problèmes internationaux ne sauraient être résolus. Notre gouvernement, en exprimant la volonté inébranlable du peuple albanais, défendra de toutes ses forces l'admission de la République Populaire de Chine à l'Organisation des Nations Unies. **(Applaudissements. Ovations).**

Le peuple albanais a salué la conférence historique de Bandoeng et sympathise, de tout son cœur, avec tous les peuples d'Asie et d'Afrique qui souffrent encore sous l'esclavage et qui luttent pour secouer à jamais le joug abhorré du colonialisme. Le peuple albanais et son gouvernement ont déclaré leur adhésion aux cinq principes bien connus de la coexistence pacifique entre les Etats à systèmes sociaux différents, proclamés par les gouvernements de la République Populaire de Chine et de la République de l'Inde, principes auxquels ont adhéré l'Union Soviétique et plusieurs autres Etats pacifiques, qui luttent pour le renforcement de la paix dans le monde.

Nos relations amicales avec les peuples frères de Yougoslavie non seulement sont entrées dans la voie normale, mais elles se renforcent chaque jour dans un esprit de bonne compréhension et d'amitié. La déclaration de Belgrade a été également un tournant radical pour les relations de notre Etat avec la Yougoslavie. Les relations entre le Parti Communiste Albanais et le Parti Communiste Yougoslave, comme on sait, ont été très cordiales dès avant la libération. Après la libération se sont établies entre nos Etats des relations plus larges. Durant cette pé-

riode, dans ces relations se sont vérifiées des erreurs et des déformations de principe qui devaient être corrigées par la voie normale; mais, malheureusement, elles n'ont pas été corrigées. Il faut souligner que, malgré tout cela, notre Parti, non seulement n'a pas mis en doute l'amitié avec la Yougoslavie, mais il a fait tous les efforts, jusqu'au dernier moment, pour que l'amitié et les relations établies ne fussent atteintes.

Notre Parti s'est solidarisé avec les résolutions du Bureau d'Information. Nous avons reconnu et nous reconnaissons que nous avons été trompés, comme ont été trompés les autres partis communistes et ouvriers, par la provocation ourdie contre la Yougoslavie par le vil agent de l'impérialisme, Béria. Dans les circonstances difficiles ainsi créées, nous avons, de notre part, lié toutes les questions ensemble: les fautes et les différends qui existaient entre le Parti Communiste Albanais et le Parti Communiste Yougoslave, ainsi qu'entre nos deux Etats, les délits et les crimes de Kotchi Dzodzé commis contre le Parti et l'Etat, pour lesquels il a été condamné comme il le méritait, ainsi que la grande provocation montée par l'agent Béria.

Dans ces circonstances-là, il était difficile pour nous de ne pas lier ensemble ces trois questions, au lieu de les apprécier, comme il fallait, séparément. C'est là une erreur de notre part. Plus tard, la logique de la lutte qui nous opposait, l'un contre l'autre, nous a amenés à des erreurs consistant à nous servir d'accusations infondées, montées par l'agent Béria, contre le Parti Communiste Yougoslave et l'Etat yougoslave, à accuser la Yougoslavie comme un pays ennemi et comme un instrument de l'impérialisme, le Parti Communiste Yougoslave comme un parti fasciste, et les dirigeants yougoslaves comme des antimarxistes, etc. Ces accusations étaient injustes; nous avons, de notre part, eu tort dans ces questions. Maintenant tout est clair, notre Parti a reconnu les erreurs qui le concernent, parce qu'il les a analysées objectivement et il est résolu à ce que le passé amer soit enterré et il n'existe plus aucun obstacle pour le renforcement de l'amitié sincère entre nos deux Etats et nos deux partis. Nous sommes sûrs qu'une telle amitié dans l'esprit du marxisme-léninisme et sur la base de la déclaration de Belgrade s'élargira et se renforcera.

continuellement. Nous sommes unis par la lutte héroïque de libération que nous avons faite ensemble, nous sommes unis par le but commun de l'édification du socialisme dans nos pays, nous sommes unis par les idées immortelles du marxisme-léninisme qui inspirent nos partis, nous sommes unis par la lutte commune contre les convoitises des impérialistes et des ennemis de nos peuples, qui tentent de semer la discorde entre nous et de nous diviser. Avec la République Populaire Fédérative de Yougoslavie nous avons conclu et mis en oeuvre plusieurs accords dans l'intérêt commun. Nous avons établi des relations commerciales et nous ferons tout notre possible pour les élargir chaque année. De concert avec les Yougoslaves, nous avons décidé d'étudier les possibilités de la construction de certaines oeuvres de grande importance économique pour nos deux pays. Dans notre pays sont venus des artistes yougoslaves; nous enverrons en Yougoslavie les nôtres. Nous attendons avec plaisir que les frères yougoslaves viennent visiter notre Patrie, que des troupes de théâtre, des groupes de sportifs, des touristes viennent chez nous. Nous aussi, nous enverrons en Yougoslavie les nôtres.

Nous voudrions et demandons de projeter sur les écrans de notre pays des films yougoslaves, d'échanger de la littérature etc. Tout sera fait, de notre part, dans ce sens et nous sommes persuadés que la même volonté existe aussi chez les camarades yougoslaves pour renforcer notre amitié dans l'esprit nouveau de l'intérêt commun et de la non ingérence dans les affaires intérieures.

Avec l'Italie et la France nous avons, depuis longtemps déjà, des relations diplomatiques et nous désirons que ces relations ne soient pas purement diplomatiques, mais qu'elles s'élargissent en direction des échanges commerciaux et culturels. Le peuple albanais considère comme des amis les peuples français et italien. Dans ces pays, des démocrates, des hommes progressistes de différentes opinions politiques, ont aimé et aiment le peuple albanais et la République Populaire d'Albanie. En France et en Italie existent les associations d'amitié France-Albanie et Italie-Albanie, qui travaillent sans relâche et avec un grand succès pour faire connaître notre pays et pour renforcer l'amitié entre nos peuples. Les grands écrivains

classiques français et la littérature progressiste française sont connus de l'intelligentsia albanaise. Un assez grand nombre de touristes français visiteront cette année notre pays. Certains milieux réactionnaires italiens prétendent que notre gouvernement ne se montre pas soi-disant disposé à élargir les relations entre les deux pays. Evidemment, ceci n'est point vrai. Nous nourrissons une grande sympathie envers le peuple italien et nous sommes intéressés d'avoir de bonnes relations amicales, commerciales et culturelles avec lui. Avec l'Italie nous désirons faire du commerce. Cela est dans l'intérêt commun. Qui empêche le développement normal des accords commerciaux que nous avons signés depuis longtemps? Evidemment, ce n'est pas nous. Nos marchandises destinées aux échanges avec l'Italie sur la base de l'accord attendent dans nos dépôts. Qui entrave les conclusions de l'accord concernant la question du Traité de Paix? Ce n'est pas nous. Nous avons même fait des concessions au gouvernement italien en ce qui concerne les réparations que l'Italie doit au peuple albanais, nous sommes tombés d'accord et, maintenant qu'on doit signer l'accord, on soulève des prétextes futiles et infondés, qui empêchent la conclusion de cette affaire. Nous avons libéré et rapatrié tous les criminels de guerre italiens qui se trouvaient dans nos prisons. Chez nous on projette sur les écrans des films italiens, on fait venir des journaux progressistes italiens. Dans les programmes de notre radiodiffusion et de nos concerts figure beaucoup de musique italienne et nous élargirons les mesures en ce sens, pour faire connaître encore davantage au public albanais les oeuvres remarquables des grands hommes d'Italie.

Il paraît que certains milieux réactionnaires en Italie, qui dans le passé ont agi contre notre peuple et n'ont pas tiré des leçons de l'histoire récente, désireraient empêcher un développement positif des relations entre nos deux pays voisins. Il paraît qu'ils nourrissent encore des visées diaboliques envers notre pays, mais l'Albanie est aujourd'hui un pays auquel personne ne peut porter atteinte et le développement des relations de bon voisinage est tant dans l'intérêt de l'Albanie que dans celui de l'Italie. Nous désirons et espérons que dans l'avenir le gouvernement italien répondra plus activement à la bonne volonté mon-

trée par notre gouvernement dans l'établissement des bonnes relations et de la collaboration économique et culturelle entre nos deux pays.

Le peuple albanais nourrit une grande sympathie pour le peuple héroïque grec, qui, pendant des siècles, a lutté pour sa liberté et son indépendance. La Grèce a été le berceau de la civilisation. Nos deux peuples ont souffert sous l'esclavage des occupants impérialistes, ont lutté ensemble et se sont aidés mutuellement pour se libérer du joug des oppresseurs. Le peuple albanais considère le peuple grec comme un peuple cultivé, simple, laborieux et épris de liberté et s'afflige profondément de constater que les relations de bon voisinage sont entravées par certains milieux chauvins grecs, qui prétendent que l'Albanie et la Grèce se trouvent soi-disant «en état de guerre». Une prétention tellement absurde entrave la normalisation de la situation entre nos deux pays. Mais qui a attaqué la Grèce, — le peuple albanais ou l'Italie fasciste? On sait très bien que le peuple albanais a lutté côte à côte avec le peuple grec contre les agresseurs fascistes italiens et les agresseurs nazis allemands. Le peuple albanais a versé beaucoup de sang contre les fascistes italiens et les traîtres albanais jusqu'au moment où il les a battus et chassés de son pays. La prétention des milieux réactionnaires grecs est aussi ridicule que «le casus belli» de l'Italie fasciste au moment d'attaquer la Grèce, parce que, à Konispol, avait été tué, soi-disant par les Grecs, un certain Daut Hodja. (Hilarité dans la salle). Mais, malheureusement, voilà qu'un tel argument ridicule sert de prétexte pour entraver encore l'établissement des relations de bon voisinage entre nos deux peuples. L'autre raison, qui entrave les relations normales entre nos pays, est la prétention des milieux chauvins réactionnaires grecs sur l'Albanie du Sud. Est-il possible qu'au XXe siècle on puisse soulever de pareilles prétentions fantastiques, dénuées de fondements et rapaces, contre un pays dont le peuple, durant toute sa vie, a lutté pour la terre, pour sa liberté et son indépendance. Mais, voilà qu'en Grèce il existe un groupe de chauvins réactionnaires, qui, dans des buts tout à fait étrangers au peuple grec, ont des prétentions sur la terre purement albanaise, sur la Patrie des Albanais. Certainement, de telles prétentions resteront

seulement des désirs qui ne seront jamais réalisés, parce que les frontières de l'Albanie sont et resteront inviolables. (Tempête d'applaudissements). Mais nous espérons et nous désirons que les hommes de bonne volonté en Grèce, les démocrates et les hommes progressistes, ainsi que le gouvernement grec lui-même considèrent les questions d'une manière plus réaliste et plus juste, parce que les relations d'amitié et de bon voisinage entre l'Albanie et la Grèce sont dans l'intérêt commun et dans celui de la paix dans les Balkans. Les intrigues des impérialistes qui ne veulent du bien ni au peuple grec ni au peuple albanais, et les intrigues de ceux qui visent à créer et à entretenir une situation tendue entre nos deux pays doivent prendre fin. Nous avons beaucoup souffert du joug et des intrigues des impérialistes; autant a souffert et souffre, à présent, le peuple grec des impérialistes. Le peuple albanais et le gouvernement albanais estiment qu'il est temps de rejeter ces obstacles, inventés de toutes pièces, qui entravent les relations de bon voisinage entre nos deux pays. Nous désirons avoir avec la Grèce des relations diplomatiques normales, développer le commerce selon nos possibilités, connaître au mieux l'un l'autre et établir la confiance réciproque, qui a une grande importance.

Nous espérons d'y arriver, parce que nous avons confiance et une grande sympathie envers le peuple grec.

Dans les derniers mois, la République Populaire d'Albanie a établi des relations diplomatiques avec l'Autriche, la République de l'Inde et avec l'Egypte. Notre gouvernement a reconnu aussi la République du Soudan et son gouvernement, ainsi que les Etats de la Tunisie et du Maroc. Avec tous ces Etats nous échangerons aussi des représentants diplomatiques. Bien que nous n'ayons pas encore des relations diplomatiques avec la Suisse, nous développons avec ce pays des échanges commerciaux que nous nous efforcerons d'élargir.

Nous développerons et nous élargirons nos relations avec les peuples amis d'Asie et d'Afrique, ainsi qu'avec les autres Etats du Proche Orient, comme la Syrie, le Liban, l'Arabie Saoudite etc. Nous désirons échanger des délégations entre nos pays pour mieux connaître l'un l'autre. Le gouvernement de la République Populaire

d'Albanie, qui poursuit une politique de paix et d'amitié entre les peuples, est prêt à entretenir des relations normales et bonnes sur la base de la réciprocité avec tous les Etats. Notre gouvernement a répondu d'une manière positive au désir du gouvernement anglais sur la possibilité d'établir des relations diplomatiques. Le gouvernement de notre République a été toujours disposé pour que entre la Grande Bretagne et la République Populaire d'Albanie existent des relations normales. Mais, malheureusement, cela ne dépendait pas uniquement de notre bonne volonté. Dès les premières années après la libération, le gouvernement anglais d'alors a posé des conditions injustifiées et inacceptables pour l'établissement des relations diplomatiques entre nos pays et a tenu continuellement, sans aucune raison, une attitude négative et non amicale envers la République Populaire d'Albanie. L'incident du Canal de Corfou, incident déplorable, où ont trouvé la mort quelques marins anglais, dont le peuple albanais et les autorités albanaises ont été profondément affligés, a servi aux cercles dirigeants anglais d'alors comme une arme contre notre pays. Mais tout le monde sait que l'Albanie et les autorités albanaises ne sont pas responsables de cet incident. Donc, il n'a existé et n'existe aucune raison pour ne pas établir des relations diplomatiques et amicales entre la République Populaire d'Albanie et la Grande Bretagne. De notre part, nous saluerons avec plaisir l'établissement de telles relations, tout comme nous avons salué et remercié le gouvernement anglais pour son vote positif à l'admission de l'Albanie à l'Organisation des Nations Unies.

Le peuple albanais a désiré et désire avoir des relations normales avec les Etats-Unis d'Amérique, mais cela n'a pas été obtenu jusqu'à présent et ce n'est pas de notre faute. Malheureusement, le gouvernement des Etats-Unis a gardé continuellement une attitude inamicale envers la République Populaire d'Albanie. Depuis les premiers jours après la libération de l'Albanie, la mission américaine à Tirana, à l'égard de l'attitude bienveillante et amicale du gouvernement albanais, non seulement a gardé une attitude inamicale, mais s'est ingéré dans les affaires intérieures de notre pays. Naturellement, c'étaient des agissements condamnables et tout à fait intolérables. Pour

la reconnaissance du gouvernement du peuple albanais et de son régime populaire, le gouvernement américain a posé des conditions inacceptables, qui auraient porté atteinte aux droits souverains de notre peuple. C'est un fait que ce n'étaient là que des prétextes pour combattre le peuple albanais et pour lui porter préjudice dans sa vie libre et pacifique. Les milieux dirigeants américains ont pris ouvertement sous leur protection une poignée de traîtres albanais qui ont sans cesse collaboré ouvertement avec les fascistes italiens et allemands, qui en commun avec ceux-ci ont massacré le peuple albanais et ont incendié ses biens, qui ont calomnié et agi par tous les moyens contre les Etats-Unis eux-mêmes, alliés de notre peuple dans la lutte commune contre le fascisme. Et ce qui est tragique c'est que les milieux dirigeants américains confondent ces pourritures avec le peuple albanais. Cela ne fait point honneur aux Etats-Unis et ne correspond pas aux traditions démocratiques des présidents Washington, Abraham Lincoln, etc.

Le peuple albanais a une grande sympathie pour le peuple américain, noble et laborieux, mais il est très indigné de ces attitudes injustes et hostiles des responsables de la politique extérieure américaine. Monsieur Eisenhower a proposé au peuple albanais une aide, mais cette aide ne pouvait pas être acceptée par notre peuple, alors que le gouvernement américain nie la lutte héroïque, le sang et les sacrifices innombrables du peuple albanais, lorsqu'on foule aux pieds ses droits légitimes dans l'arène internationale, quand on porte atteinte à l'intégrité territoriale de la patrie, quand on parachute des agents de diversion pour troubler la paix du pays et pour saboter et détruire les biens du peuple, accumulés au prix de tant de peine et de labeur, quand la «Voix de l'Amérique» déverse des flots de calomnies, quand le secrétaire d'Etat des Etats-Unis, Monsieur Dulles, en personne s'ingère dans les affaires intérieures de notre pays indépendant et souverain et prêche et «scuhait» au peuple albanais le joug et l'esclavage des beys et des agas contre lesquels il a lutté et versé son sang de génération en génération. Les Américains savent très bien que pour les Albanais il n'y a rien

de plus sacré que la liberté et l'indépendance. Le peuple albanais ne souffre pas de la faim et des maladies comme il était prétendu dans le message d'aide de Monsieur le président Eisenhower. On l'a mal renseigné. Le peuple albanais vit heureux et joyeux sous le régime qu'il a lui-même instauré par la lutte. Le peuple albanais est pour l'amitié sincère et désire que les amis respectent ses droits, sa liberté, son indépendance et sa souveraineté. Les Américains savent bien que les Albanais n'ont pas l'habitude de chercher l'amitié de ceux qui ne désirent pas être leurs amis. L'Albanie vit nonobstant le manque des relations avec les Etats-Unis d'Amérique, mais nous sommes d'avis que ce n'est là ni la volonté ni le désir du peuple américain, ni même la volonté et le désir du peuple et du gouvernement albanais. Il ne manque ici que le désir et la volonté des milieux dirigeants des Etats-Unis.

Aux Etats-Unis d'Amérique vit une émigration économique albanaise, à laquelle on raconte que le gouvernement albanais ne désire pas avoir des relations amicales avec les Etats-Unis d'Amérique. C'est là, bien entendu, un mensonge grossier. Jamais le peuple albanais et son gouvernement ne rejettent l'amitié du peuple américain, mais ce sont les autres et non pas les Albanais qui entravent le développement de cette amitié dans la juste voie. Par ci, par là, quelque Albanais, résidant aux Etats-Unis et ayant obtenu la nationalité américaine, crie à s'enrouer: pourquoi le gouvernement albanais ne permet pas aux Albanais des Etats-Unis de se rapatrier? Aucune loi de la République Populaire d'Albanie n'interdit aux ressortissants albanais en émigration de retourner dans leur Patrie. Au contraire, le gouvernement albanais désire que tous, si cela est possible, rentrent au plus tôt des pays où ils se trouvent, car la Patrie a besoin de ses fils et de ses filles, éloignés de leur pays à cause des conditions misérables créées par les régimes oppresseurs antipopulaires du passé. A présent notre Patrie s'épanouit et elle a besoin de ses honnêtes fils et la place ne manque pas pour qu'ils puissent y travailler et vivre heureux.

Beaucoup d'émigrés ont rapatrié des Etats-Unis et d'autres pays, et ils continuent à rapatrier. Nous accueill-

lons à bras ouverts tous les Albanais qui gardent la nationalité albanaise, nous les défendrons toujours, parce que c'est là le devoir de l'Etat populaire de défendre ses ressortissants, nous les aiderons de toutes nos forces, tant à l'étranger que lorsqu'ils seront rentrés dans leur Patrie. En ce qui concerne les ressortissants américains, il est évident que la question se pose différemment et nos frères albanais eux-mêmes, qui ont été obligés d'accepter la nationalité américaine, se rendent compte que nous ne pouvons pas admettre un état de choses unilatéral, c'est à dire que nous, de notre part, permettions aux ressortissants américains de venir librement en Albanie, tandis qu' il ne serait pas permis à nos citoyens d'entrer aux Etats-Unis. Les droits doivent être réciproques. Plusieurs fois de suite ou, plus précisément, de façon continue, le gouvernement américain a refusé aux ressortissants albanais d'entrer aux Etats-Unis; il est même allé plus loin, il a violé l'accord conclu avec l'Organisation des Nations Unies en niant à notre délégué auprès de cette Organisation le visa diplomatique qui lui revenait et a voulu traiter comme une personne sans nationalité le représentant d'un Etat souverain et indépendant, membre de l'Organisation des Nations Unies, qui se rendait pour représenter son pays auprès de cette Organisation. C'est là une offense au peuple albanais et aux Nations Unies. Et après une telle attitude du gouvernement américain ne ressort-il pas clairement combien sont infondées les critiques que certains hommes aux Etats-Unis adressent au gouvernement albanais qui n'accorde pas des visas d'entrée aux ressortissants américains? Nous comprenons la nostalgie pour la Patrie qui fait battre les coeurs des émigrés albanais de nationalité américaine, et nous sommes prêts à les accueillir, eux aussi, en frères, à les laisser venir voir leur Patrie; nous sommes prêts à nous entendre sur cette question aussi; mais il faut que la bonne volonté existe du côté du gouvernement américain et que soient corrigées ses attitudes injustes et non amicales contre notre peuple et notre Patrie. C'est là aussi la voie qui peut mener à la normalisation des relations entre nos deux pays.

00 Camarades,

Dans l'état actuel de nos relations internationales, devant le Parti, le gouvernement et le peuple albanais tout entier se posent des tâches importantes:

Continuer à suivre, comme toujours, avec conséquence une politique de paix et à appuyer continuellement toutes les bonnes initiatives ayant pour but le renforcement de la paix dans le monde.

Renforcer chaque jour davantage l'alliance et l'amitié éternelles entre le peuple albanais et le peuple soviétique, libérateur et soutien du peuple albanais et de la République Populaire d'Albanie. Le peuple albanais considère l'alliance et l'amitié avec l'Union Soviétique comme la pierre angulaire et l'un des principaux facteurs de la liberté, de l'indépendance, de la souveraineté de sa Patrie et de toutes ses victoires. L'amour et la fidélité envers l'Union Soviétique donnent à notre peuple vie et force dans sa voie du progrès, du socialisme.

Renforcer chaque jour davantage l'alliance et l'amitié étroite avec la République Populaire de Chine et le peuple frère chinois, avec les pays amis et les peuples de Pologne, de Tchécoslovaquie, de Hongrie, de Roumanie, de Bulgarie, de la République Démocratique Allemande, de Mongolie, de la République Démocratique Populaire de Corée, de la République Démocratique du Viet-Nam. Renforcer les relations amicales avec la République Populaire Fédérative de Yougoslavie.

Renforcer, dans tous les domaines, les relations avec les pays du camp du socialisme, dans l'intérêt de nos peuples, dans l'intérêt du socialisme et de la paix.

Faire tous les efforts pour améliorer davantage les relations amicales avec l'Italie, la France et d'autres Etats d'Europe dans l'intérêt réciproque de nos peuples et de la paix.

S'efforcer continuellement d'établir des relations normales et de bon voisinage avec la Grèce dans l'intérêt de nos peuples et de la paix dans les Balkans et dans le monde.

Renforcer les relations amicales avec les peuples in-

dien, égyptien, syrien et avec tous les autres peuples du Proche et Moyen Orient, d'Afrique, d'Asie et des autres continents dans l'intérêt de la paix dans le monde.

Nous avons été et nous sommes toujours prêts à établir des relations normales et amicales avec la Grande Bretagne et les Etats-Unis d'Amérique; nous désirons que disparaissent les doutes artificiellement fomentés par les milieux réactionnaires de ces pays contre notre pays, et que les relations entre nos pays se développent sur la base de l'égalité et du respect réciproque des droits, de la liberté, de la souveraineté.

En travaillant résolument pour le renforcement des relations et de la position internationale de notre République Populaire, nous n'affaiblirons pour aucun moment, mais nous aiguïserons la vigilance révolutionnaire de notre peuple, nous consacrerons une attention particulière au renforcement des capacités défensives de notre chère Patrie, nous renforcerons encore davantage l'unité de fer de notre vaillant et indomptable peuple autour du Parti du Travail et du gouvernement de la République Populaire d'Albanie. **(Applaudissements chaleureux).**

Le peuple albanais tout entier soutient de toutes ses forces la politique pacifique du Parti et de notre gouvernement, parce qu'elle exprime ses aspirations et ses ardents désirs de vivre en paix et d'édifier le socialisme. **(Applaudissement chaleureux).**

II.

LA SITUATION INTERIEURE DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE D'ALBANIE

**Les résultats obtenus dans le domaine économique durant
le premier quinquennat et les tâches pour le dévelop-
pement de l'économie populaire durant le deuxième
quinquennat**

A. — LE DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE ET DES TRANSPORTS

Notre Parti du Travail, basé sur la glorieuse théorie du marxisme-léninisme, a suivi sans relâche la ligne de l'accroissement de la production dans toutes les branches de l'économie populaire. Les importantes mesures prises dans le cadre des tâches posées par le IIe Congrès du Parti pour l'augmentation ultérieure de la production et le développement des différentes branches de l'économie, ont témoigné de la justesse de la ligne du Parti, du caractère indispensable de ces mesures. Dans ce sens, nous avons obtenu des résultats satisfaisants. La principale tâche économique du premier plan quinquennal pour la transformation de notre pays d'un pays agraire arriéré en un pays agraire-industriel, en général, a été accomplie. Notre Parti considère l'industrie comme la base principale pour le développement ultérieur de notre économie populaire, pour le progrès de l'agriculture et l'élévation continuelle du bien-être matériel et du niveau culturel de notre peuple.

Grâce au développement impétueux de notre industrie, on a vu s'accroître, d'une année à l'autre, le poids spécifique de la production industrielle dans la production globale de l'économie populaire.

Le poids spécifique de la production industrielle et agricole dans le volume global de l'économie populaire pour le premier quinquennat.

En millions de leks

	Dénomination	Réalisation		
		1938	1950	1955
a	b	1	2	3
	La production globale industrielle et agricole	14.213	21.072	37.102
	Dont :			
	1. La production globale industrielle	1.387	5.793	16.152
	2. La production globale agricole.	12.826	15.279	20.950
	Poids spécifique (en %)			
	1. La production globale industrielle	9,8	27,5	43,5
	2. La production globale agricole.	90,2	72,5	56,5
		100%	100%	100%

La réalisation du premier plan quinquennal prouve que les tâches principales pour la production industrielle ont été accomplies. Le premier quinquennat peut être considéré comme le quinquennat de la création de la nouvelle industrie moderne, qui est à la base du développement de l'économie populaire et du renforcement des capacités défensives de notre Patrie, ainsi que de l'amélioration continue du bien-être du peuple. Le processus rapide et satisfaisant de l'industrialisation du pays a été rendu possible grâce à la juste direction du Parti, grâce à l'élan et à l'héroïsme de notre classe ouvrière, ainsi qu'à l'aide désintéressée accordée dans tous les domaines par

la grande Union Soviétique et les pays de démocratie populaire. La mise en exploitation des nouveaux ouvrages industriels, ainsi que la reconstruction et une meilleure exploitation de l'industrie existante ont créé les conditions pour une plus grande production, pour un accroissement incessant de la production industrielle.

1. — Les succès dans l'industrialisation socialiste du pays

Dans la période entre les deux congrès le Parti a assuré un développement ultérieur de toutes les branches de la production industrielle. En 1955, le volume global de la production industrielle (sur la base des prix comparables de 1956) s'est élevé à 16 milliards 152 millions de leks, soit 179% de plus qu'en 1950 et environ 10,5 fois de plus qu'en 1938, le rythme moyen annuel étant de 22,8%.

De grands succès ont été obtenus dans quelques branches de la production industrielle, comme dans l'industrie du charbon, où le volume de la production réalisée en 1955 s'est élevé d'environ 54 fois par rapport à 1938 et d'environ 5 fois par rapport à 1950. La production du minerai de chrome réalisée en 1955 a été d'environ 11 fois par rapport à 1938 et 234% par rapport à 1950; la production de l'industrie mécanique en 1955 a augmenté 5 fois environ par rapport à 1950. L'industrie électrique en 1955, par rapport à 1938, a augmenté environ 10 fois, et plus de 5 fois par rapport à 1950. En 1955 la production dans l'industrie du bois s'est accrue 3,5 fois par rapport à 1950 etc.

Parallèlement à l'accroissement de la production des moyens de production, s'est accrue aussi la production des biens de consommation. Le volume de la production réalisée dans l'industrie légère en 1955 a augmenté 26 fois par rapport à 1938 et environ 7 fois par rapport à 1950. La production dans l'industrie locale en 1955 s'est accrue plus de 2 fois par rapport à 1950 et dans l'artisanat coopératif plus de 8 fois.

Beaucoup de branches de l'industrie comme l'industrie du chrome, l'industrie mécanique, l'industrie du bois de construction, l'industrie locale, l'artisanat coopératif etc., ont réalisé et dépassé avec succès le premier plan quinquennal.

Cependant, il faut souligner que les branches de la production industrielle n'ont pas avancé, toutes sans exception, selon le rythme prévu par le plan. Les industries du naphthé, du cuivre, des matériaux de construction et l'industrie alimentaire ont été plus faibles.

Les principales causes de la non réalisation de certaines tâches posées par le deuxième Congrès du Parti, en ce qui concerne le premier plan quinquennal, peuvent être résumées comme suit:

Premièrement, l'élaboration du premier plan quinquennal pour certaines branches de l'économie et de la production n'a pas été fondée entièrement sur des études suffisantes, ce qui a donné lieu à des erreurs dans la planification des tâches pour le développement proportionné et harmonieux des différentes branches de l'économie et de la production. Ces erreurs doivent servir de leçon à la Commission du Plan d'Etat, qui doit améliorer son travail, doit se lier plus étroitement à la base et travailler pour l'élaboration de quelques plans perspectifs, à longue échéance, pour certaines branches importantes de l'économie.

Deuxièmement, dans la direction de l'économie par les organismes économiques d'Etat et du Parti, ont existé des insuffisances et des faiblesses. On a toléré de graves violations de la discipline du plan, et on n'a pas fait d'efforts suffisants pour l'exploitation des capacités existantes et des autres réserves intérieures. En relation avec ces questions le Ministère de l'Industrie et des Mines, le Ministère des Communications et spécialement le Ministère du Bâtiment, doivent prendre des mesures sérieuses pour l'élimination des erreurs et des faiblesses et améliorer le travail de direction.

Le grand volume des investissements prévu par le premier plan quinquennal, pour la création et l'extension des différentes branches de l'économie, exigeait sans doute le développement, sur une grande échelle, des tra-

vaux de construction, qui ont pris des proportions jamais vues dans notre pays.

La réalisation du volume global des investissements durant le premier quinquennat s'est élevée à 17 milliards 246 millions de leks (aux prix de 1955).

Le Comité Central du Parti du Travail d'Albanie a toujours eu en vue que la répartition des investissements soit orientée en premier lieu vers le secteur productif, dans lequel ont été investis 14 milliards de leks, tandis que dans le secteur improductif 3 milliards 246 millions seulement, le poids spécifique étant respectivement de 81,2% et de 18,8%. Les grands investissements qui ont été utilisés pour les travaux de construction ont permis de commencer l'édification de 50 ouvrages importants. Pendant le premier quinquennat ont été achevés et mis en fonctionnement 31 grands ouvrages, dont 11 combinats, fabriques et hydrocentrales, 11 ouvrages de bonification etc. Cela veut dire, par conséquent, que les entreprises nationales de construction ont achevé, à elles seules, à peu près tous les deux mois, une grande oeuvre et, par journée de travail, ont construit 2,5 appartements.

Parallèlement à la mise en exploitation des nouvelles oeuvres industrielles, les grands investissements, qui ont été faits dans l'économie populaire, et spécialement dans l'industrie, ont créé des possibilités pour l'équipement de la nouvelle industrie et de l'industrie existante avec des moyens de production de la technique moderne, qui ont encore perfectionné les formes et les méthodes d'organisation du travail et de la production, amélioré la technologie et élargi la base matérielle de la production.

Le Comité Central du Parti du Travail d'Albanie a toujours suivi attentivement le développement des mines et a pris des mesures sérieuses pour leur extension comme une base importante pour l'essor ultérieur des autres branches de l'économie. Pendant le premier quinquennat, et particulièrement durant les deux ou trois dernières années, grâce aux grands investissements qui ont été faits dans ce secteur et dont le poids spécifique s'est élevé à 24% du volume global des investissements, ainsi qu'à la préparation des cadres, on a obtenu des succès importants dans l'accroissement de la production et, en général, dans

la découverte des réserves minérales, en assurant ainsi la base matérielle pour la production dans les années futures. L'industrie du naphthe et les mines ont été équipées de machineries modernes et leur base électromécanique a été assurée. D'autre part, le renforcement du service géologique ainsi que l'extension des études et des recherches ont ouvert des perspectives ultérieures aux mines et les ont placées dans des conditions de travail plus normales, créant ainsi les conditions pour une production plus rentable.

Le danger qui menaçait l'industrie par le manque de combustible et d'énergie électrique a été liquidé à temps et des conditions favorables ont été créées pour la mise en exploitation des capacités productives, ainsi que des possibilités pour l'extension, le renouvellement, la mécanisation et l'électrification ultérieure de l'industrie et des autres branches de l'économie.

Les résultats obtenus durant le premier plan quinquennal sont étroitement liés aux efforts héroïques de notre classe ouvrière, à son enthousiasme et à sa mobilisation pour surmonter tout obstacle et toute difficulté. Dans la lutte pour la réalisation des tâches du plan se sont formés des milliers de nouveaux combattants, trempés et éduqués par le Parti avec les traits caractéristiques de l'homme socialiste.

Le Parti a attaché une importance particulière à l'éducation politique, culturelle et professionnelle de la classe ouvrière, afin d'accroître sa participation à la production et d'élever davantage sa conscience de classe.

Le grand travail accompli par le Parti durant la période entre les deux congrès prouve que les organisations du Parti ont mieux lutté pour l'application des directives et des tâches, qui ont surgi devant elles. Aidées par le Comité Central du Parti du Travail d'Albanie, elles ont élargi davantage l'activité avec les travailleurs et se sont appuyées plus largement sur les masses. Les organisations du Parti, grâce à l'expérience acquise et à l'élévation du niveau politique et professionnel des communistes, en s'approfondissant davantage dans la direction pratique de l'économie et en combinant mieux le travail politique

avec le travail économique, ont influé avec plus de compétence sur la production.

Les grands succès obtenus par le Parti et notre peuple dans l'accomplissement des principales tâches du premier plan quinquennal ont assuré un développement ultérieur de la production industrielle et ont élevé à un niveau supérieur l'économie et la culture. Notre pays a fait de grands pas dans l'édification du socialisme et nous abordons le deuxième quinquennat dans des conditions beaucoup plus favorables et avec un potentiel beaucoup plus puissant que celui du premier quinquennat. En réalisant la principale tâche économique posée par le deuxième Congrès du Parti pour la transformation de l'Albanie d'un pays agraire arriéré en un pays agraire industriel, nous nous préparons pour de nouvelles tâches en vue du développement ultérieur de l'industrie, et particulièrement de l'industrie minière, principalement sur la base de l'utilisation totale des capacités productives existantes et de la mobilisation des réserves intérieures. Actuellement, nous avons les possibilités et nous pouvons poser à l'industrie et à toutes les branches de la production industrielle de nouvelles et grandes tâches, dont la réalisation assurera une élévation encore plus grande de la puissance économique et du bien-être du peuple.

Les principales tâches du deuxième plan quinquennal pour le développement de l'économie populaire de la République populaire d'Albanie sont: le développement ultérieur de l'industrie, particulièrement de l'industrie minière, principalement sur la base de l'entière utilisation des capacités productives existantes et de la mobilisation des réserves intérieures, ainsi que le développement rapide de l'agriculture, principalement sur la base de la réorganisation de la production agricole sur des bases socialistes et, en s'appuyant sur tout cela, obtenir l'amélioration ultérieure de la situation matérielle et l'élévation du niveau culturel du peuple albanais.

Le Comité Central du Parti du Travail d'Albanie a pris d'importantes mesures pour améliorer davantage le travail dans l'industrie, ainsi que dans les autres branches de l'économie, et en premier lieu pour la découverte et l'exploitation ultérieure des réserves intérieures, car

durant ce temps, avec le développement de l'industrie en largeur, développement où l'on a obtenu des succès, quelques dirigeants se sont contentés de ces résultats et ont laissé de côté l'exploitation de l'industrie en profondeur par une utilisation plus intensive des capacités existantes, par une plus large application de la technique et de la nouvelle technologie, par la mécanisation ultérieure des processus du travail, par l'établissement d'un régime rigoureux d'économies, par l'élévation à un niveau supérieur de la direction technique économique de la production, par l'amélioration de l'approvisionnement et de la planification, par l'amélioration incessante de la qualité et l'extension des assortiments de la production.

Le développement ultérieur des produits miniers, qui sont une des richesses de notre pays, est entravé par le grand retard que nous avons hérité dans le domaine des études géologiques du sous-sol. Ces dernières années on a attaché une plus grande attention au renforcement et à l'extension de ce secteur, mais malgré cela le rythme des études et des recherches a été insuffisant et n'a pas répondu partout à l'accroissement de la production. D'autre part, par suite du manque de cadres et d'une bonne organisation de la production, quelques exploitations minières n'ont pas accompli les tâches posées par le premier plan quinquennal.

Dans le secteur de l'industrie, l'accroissement ultérieur des produits miniers par l'extension des études et des recherches géologiques, doit être la tâche la plus importante durant le deuxième quinquennat. Il faut accroître les réserves utilisables des minerais dans les mines existantes et faire des travaux de prospection pour découvrir de nouveaux gisements. Il faut intensifier la production du naphte et particulièrement sa transformation, accroître à des rythmes plus rapides la production des minerais: charbon, cuivre, bitume et spécialement la production du minerai de chrome, en exploitant les mines existantes et en mettant en exploitation des mines nouvelles. La production du minerai de fer-nickel doit commencer pour la première fois durant le deuxième quinquennat et s'élever, en 1960, à 200.000 tonnes.

On doit élever à un niveau supérieur la mécanisation

de la production et des transports, exploiter plus rationnellement les mines, diminuer les tares et améliorer la qualité en appliquant des méthodes de travail plus avancées. Il faut attacher une plus grande attention à l'élévation du coefficient de l'exploitation des puits et du débit dans l'industrie du naphte.

En général, l'industrie des matériaux de construction poursuit encore la production saisonnière et le niveau de la mécanisation est encore bas. Il est indispensable de mettre fin aux lacunes injustifiables que l'on a toléré dans le secteur des scieries, de créer à temps les réserves de troncs et de respecter les barèmes des dépenses. Il faut consacrer une plus grande attention à l'exploitation rationnelle des forêts; l'utilisation rationnelle du bois de construction doit être considérée comme une tâche concernant aussi bien les consommateurs que les organes de la planification. Il faut assurer un essor impétueux dans la production du ciment en élargissant les fabriques existantes et augmenter la production des briques et des tuiles pour satisfaire les besoins des travaux de construction et les exigences des masses travailleuses.

Dans l'industrie alimentaire et de l'habillement, dans l'industrie locale et dans l'artisanat coopératif, l'accroissement incessant de la production n'est pas accompagné par l'amélioration continue de la qualité, par l'élargissement des assortiments pour mieux satisfaire les exigences toujours plus grandes des consommateurs. Des efforts insuffisants ont été faits pour le remplacement des matières déficitaires, pour l'abaissement des normes de consommation, ainsi que pour l'exploitation plus rationnelle des ressources locales de matières premières.

Dans le projet des directives pour le deuxième plan quinquennal, la tâche majeure pour les entreprises de l'industrie alimentaire et de l'industrie de l'habillement, ainsi que pour tous les secteurs produisant des marchandises de consommation courante, doit consister à assurer un tournant radical dans le sens de l'augmentation et de l'extension des assortiments, de l'amélioration de la qualité de la production par le renforcement de la direction technique, l'application de nouveaux processus technologiques, le respect des standards d'Etat et l'amélioration radicale

de l'hygiène et des conditions sanitaires dans la production. Dans l'industrie locale et dans l'artisanat coopératif, il est indispensable de renforcer la direction technique, aussi bien au centre qu'à la base, et les comités exécutifs doivent diriger ces secteurs, d'une manière plus expéditive et en les envisageant davantage en perspective, pour mieux servir le peuple et mieux satisfaire ses exigences.

Il faut souligner que le travail dans le secteur des travaux de construction n'est pas satisfaisant. Les ouvrages sont construits à des prix élevés et les délais de leur achèvement traînent beaucoup; la lutte pour obtenir une haute qualité est insuffisante.

On doit mettre fin aux lenteurs qui existent dans le secteur des travaux de construction en ce qui concerne l'utilisation sur une large échelle de la nouvelle technique. La mécanisation des processus de travail doit être considérée comme une des tâches principales, car elle facilite le travail de la main d'oeuvre, remplace celle-ci et élève le rendement. Il est indispensable de renforcer la gestion des entreprises de construction et d'avancer selon le projet d'organisation des chantiers, car c'est ainsi qu'on peut rendre possible la répartition plus juste et plus rationnelle de la force de travail, des matériaux et des mécanismes. Produire et utiliser des matériaux selon les standards et à un prix de revient réduit et renforcer le contrôle technique.

Combattre avec plus de persévérance pour la diminution du prix de revient. Attacher plus d'attention à l'élaboration des projets et des devis sur des bases scientifiques et sur la base de l'expérience acquise, en utilisant les laboratoires et en étudiant à fond la géologie et la topographie du terrain. Ils doivent être étudiés dans leur complexité de façon qu'ils soient plus rationnels, afin que les ressources locales soient mieux exploitées. Il nous faut faire des projets permettant de construire de bons ouvrages et qui coûtent peu. Nos architectes et ingénieurs doivent également devenir de bons économistes, se débarrasser du formalisme et de la tendance des choses superflues et inutiles, sans nuire au confort et aux conditions techniques.

Durant le deuxième quinquennat doit commencer

l'industrialisation des travaux de construction et à cette fin il faut établir davantage des projets type et standardiser les pièces de construction.

Dans les travaux de construction, il faut faire preuve d'un plus grand soin et d'une plus haute responsabilité pour l'approvisionnement incessant du chantier en matériaux et consacrer plus d'attention au traitement et à la vie des ouvriers.

Durant le deuxième quinquennat devant nous se pose la tâche de mettre en valeur les capacités industrielles existantes pour une exploitation plus rationnelle. Tandis que durant le premier quinquennat nous avons eu une extension de l'industrie, c'est-à-dire un développement en largeur, dans le deuxième plan quinquennal, selon les projets de directives, nous viserons en premier lieu à un développement de l'industrie en profondeur.

Il est prévu que le volume des principaux produits industriels pendant le deuxième quinquennat atteindra le niveau ci-dessous:

En 1960 par rapport à 1955
(en pourcentage)

Ciment	292
Bois de construction scié	182
Energie électrique	186
Cotonnades	113
Lainages	180
Chaussures et sandales	161
Sucre	207
Pâtes alimentaires	122
Beurre	553
Fromages	386
Huile d'olive	132
Poisson	232
Meubles	238
Verreries	653
Articles de poterie	586
Etc.	

Dans la fixation des tâches pour le développement ultérieur des différentes branches de l'économie et de la production on a tenu compte aussi du grand volume des

investissements qui ont été faits et qui seront faits pendant ce quinquennat ainsi que des grandes réserves qui existent dans notre économie.

Le projet des directives pour le deuxième plan quinquennal prévoit des investissements pour un montant de 21 milliards 900 millions de leks (aux prix de 1955), soit 27% de plus qu'au premier quinquennat; sur cette somme, 13 milliards seront investis pour les travaux de construction avec un poids spécifique de 59,4%, soit 16% de plus qu'au premier quinquennat. En premier lieu et dans une très vaste proportion, il est prévu que les investissements seront effectués dans les secteurs productifs et dans les secteurs où l'effet est rapide, en gardant la proportion du poids spécifique à 80,4%, soit 126% par rapport au premier quinquennat dans le secteur productif et 19,6%, soit 132% dans le secteur non productif.

Les tâches que nous pose le projet des directives pour le deuxième plan quinquennal sont grandes, mais réalisables. Pour accomplir avec succès ces tâches nous devons résoudre une série de problèmes concernant le travail de l'industrie, et auxquels le Parti doit consacrer son attention et ses efforts.

2. — Pour une direction qualifiée et une production rentable

La seule voie à suivre par nos entreprises d'Etat et coopératives consiste à produire davantage, mieux et meilleur marché. Nous avons d'éclatants exemples montrant que les travailleurs de nombreuses entreprises ont fait des progrès notables et ont mis au point la production de nombreux articles nouveaux en un temps relativement très court. Mais il y a lieu de souligner qu'à l'élan et à l'initiative créatrice de la classe ouvrière ne correspond pas toujours une direction qualifiée. Nous avons encore beaucoup de dirigeants qui voient avec beaucoup d'étroitesse le travail dans leur secteur. Sans se soucier à quoi ils réduisent la rentabilité de la production, ils présentent toutes sortes de justifications et lorsqu'on se met à énumérer leurs faiblesses ils sont capables d'en rejeter la res-

ponsabilité sur tout le monde et de se tirer d'affaires, quant à eux, par une autocritique générale. Ils glissent dans ces erreurs, bien entendu, non point parce qu'ils le veulent, mais parce qu'ils s'imaginent qu'il suffit de diriger, aujourd'hui, l'économie comme quelques années auparavant, uniquement par une direction générale, en suivant la réalisation du plan d'après les chiffres moyens, et ils ne se rendent pas compte que derrière tout cela se cachent des défauts importants et sérieux. C'est précisément pour cette raison qu'on n'a pas consacré l'attention voulue à l'amélioration des indices qualitatifs du plan. Tolérer encore ces faiblesses c'est porter un grave préjudice à l'économie.

L'amélioration ultérieure de la direction de l'économie est étroitement liée à l'organisation de l'aide systématique et qualifiée accordée par les organismes centraux à la base. Cette aide ne doit pas être couverte par les pape-rasses, par des relations et des réunions fréquentes, comme on a agi pour la solution des questions complexes et importantes technico-économiques. Cela sera obtenu en renforçant encore davantage les liens avec les collectivités de travail, en prêtant attentivement l'oreille à leur voix et en encourageant l'initiative créatrice. Il faut mettre un terme à l'aide «éclair» qui caractérise certains dirigeants qui se rendent par-ci par-là, qui s'enferment dans des bureaux et des réunions, élaborent continuellement des plans et se consultent rarement avec les travailleurs, avec ceux qui exécutent ces plans.

Les organismes centraux doivent élever à un niveau supérieur le travail technique, se débarrasser des lenteurs où ils sont plongés et appliquer avec plus de résolution et de courage la technique et la technologie avancées dans la production. Ils doivent sortir du cadre étroit des formes strictes et, dans bien des cas, formelles et élever à un niveau supérieur le travail des collégiums, en particulier au moment présent où nous avons des cadres qualifiés et des spécialistes pour divers secteurs. Les collégiums doivent être appréciés comme il faut; ils doivent traiter des problèmes importants, en créant davantage de conditions pour les membres, afin que ceux-ci puissent exprimer leurs opinions; ils doivent aider ces derniers à envisager les prob-

lèmes dans leur complexité et dans le cadre général, en combattant ainsi les points de vue sectaires et étroits ministériels, qui ont été souvent observés.

L'amélioration ultérieure de la méthode de direction par les organismes centraux ouvrira beaucoup plus de perspectives au cadre des ingénieurs et techniciens, aux chefs d'équipe, aux ouvriers-maîtres, aux novateurs, accroîtra encore davantage leur activité et leur rôle en tant que commandants et organisateurs directs de la production.

L'expérience accumulée au cours de ces années et la glorieuse expérience du Parti Communiste de l'Union Soviétique ont armé les cadres du Parti pour de nouveaux succès. La réalisation du plan a préoccupé continuellement les organisations du Parti, mais il faut dire que le niveau de la connaissance des indices qualitatifs du plan est encore bas.

Les organisations du Parti doivent comprendre à présent que le centre de gravité de leur travail dans l'économie ne réside plus dans la connaissance et la poursuite en général du plan, mais dans la connaissance approfondie de chaque problème dans son essence. Elles doivent bien comprendre le rôle dirigeant qui leur incombe dans l'économie, exercer entièrement celui-ci, et avoir le sens de la responsabilité.

Les organisations du Parti doivent augmenter davantage leur initiative; elles ne doivent pas se permettre d'attendre tout d'en haut, d'attendre l'arrivée du délégué, mais agir de leur propre initiative. Elles doivent se préoccuper davantage du travail avec les hommes, de leur éducation pour l'élévation de la conscience et le renforcement de la discipline, pour la diffusion de l'expérience, pour la qualification et l'organisation de l'émulation socialiste, ce qui aura pour résultat l'amélioration des indices qualitatifs de la production. La rentabilité économique de l'entreprise où elles agissent doit être le pivot de leur lutte quotidienne. Il faut renoncer à la méthode consistant à se préoccuper de nombreux problèmes; il faut aborder et résoudre les plus importants d'entre eux, ceux dont dépend le succès du travail. Il n'est pas permis aux organisations du Parti de se concilier avec les défauts constatés à leurs lieux du travail.

Les organisations du Parti doivent lutter davantage pour l'application des décisions du Parti et ne pas permettre la violation des règles qui sont établies, elles doivent se montrer plus patientes envers les cadres en ce qui concerne leur formation et l'aide qu'il faut leur accorder, lier toujours le résultat de la réalisation du plan aux hommes, car on observe souvent un certain sectarisme dans la promotion des éléments jeunes et éprouvés.

3. — Pour une étude plus juste des investissements et pour une exploitation plus complète des capacités productives

Au cours des années du premier quinquennat a été effectué un grand travail pour assurer la base technico-matérielle de la production. La meilleure organisation du travail, l'assimilation de la technique et l'élévation de la conscience socialiste sont étroitement liées aux résultats obtenus au cours du présent quinquennat, à la mise rapide en exploitation des nouvelles capacités et à l'utilisation plus complète des capacités existantes.

Mais, malgré les succès, il faut admettre que, par suite de la faible direction et de la connaissance insuffisante de la technique, nous n'avons pas utilisé entièrement les capacités existantes de la production, nous avons eu des défauts dans l'étude des investissements.

a) Des études complexes, coordonnées et à longue échéance.

Au cours des années du premier quinquennat, un certain nombre d'entreprises, en ce qui concerne leur capacité et leur caractère indispensable, ont été prématurément projetées ou construites.

L'absence d'une coordination entre les ministères, et souvent au sein même de ces derniers, a eu pour conséquence que beaucoup de capacités n'ont pas été exploitées à plein rendement et de façon économique. On a créé également un grand nombre de bases mécaniques dispersées, ce qui est le résultat de la tendance qu'ont eue les départements ministériels et les entreprises à avoir

chacun son propre atelier de réparation. Dans le secteur de l'énergétique la coordination a fait défaut.

C'est avec lenteur qu'on atteint les capacités projetées dans certaines entreprises nouvelles, comme au combinat du textile «Staline», au combinat du traitement du bois «Nako Spirou», etc.; bien plus, il existe une tendance à s'en tenir aux capacités projetées et on ne fait pas les études et les efforts nécessaires pour les dépasser, comme cela se passe à la fabrique de ciment «V.I. Lénine» à Vlora.

Les entreprises des transports et le Ministère des Communications, malgré les recommandations faites dans ce sens, ont sous-estimé la question de l'utilisation des remorques et le travail à deux relèves. Rien qu'au cours de la dernière année du quinquennat, on a mis en service un certain nombre de remorques, en accroissant de 5,14% la capacité des transports.

Il est indispensable que les organes d'Etat mettent un terme à une situation semblable lorsqu'il s'agit de dépenser l'argent du peuple, étudient à fond et dans toute leur complexité les investissements et connaissent mieux le développement à longue échéance des diverses branches de l'économie et de la production. Il faut réussir à utiliser entièrement les capacités projetées et lutter en vue de les dépasser, en liquidant continuellement les points faibles.

b) La planification et l'utilisation des capacités productives

Les départements ministériels et les entreprises économiques se servent de formes diverses en ce qui concerne la détermination des capacités productives, fondées sur la réalisation de la production des années précédentes. La planification de l'utilisation des capacités productives, l'appréciation du degré de leur utilisation sont souvent limitées par les points faibles. De pareils plans n'ont pas été mobilisateurs et ont entravé l'accroissement ultérieur de la production.

Les plans de production des entreprises, dans la plupart des cas, n'expriment pas les possibilités maximum de la production, car dans leur élaboration on ne tient

pas compte suffisamment de l'utilisation de toutes les machineries, de l'établissement de normes progressives technico-économiques et de l'assimilation de la technologie et de l'amélioration de l'organisation de la production. En outre, les ateliers auxiliaires, habituellement, n'ont pas fonctionné sur la base d'un plan.

Les normes expérimentales-statistiques, qui ont été établies sur la base du registre statistique des tâches quotidiennes pour les périodes écoulées ou bien sur la base de l'expérience personnelle des ouvriers et des normistes, ont entravé l'utilisation plus complète et plus intensive des capacités productives.

Beaucoup de machineries, surtout les machines de construction, travaillent sur des fronts non organisés et par conséquent ne sont pas exploitées à plein rendement. On observe de grandes pertes de temps pour les véhicules automobiles lors des opérations de chargement et de déchargement. Si l'on considère les véhicules automobiles en efficience, le Ministère des Communications, au cours de 1955, a réalisé 1.534.000 heures, y compris les pertes de temps résultant des attentes, tandis que l'exploitation des véhicules en circulation n'est que de 1.024.000 heures, ce qui signifie que la machine a perdu 34% de son temps en raison de l'organisation défectueuse du travail et de la non-mécanisation du chargement et du déchargement.

Par suite des anomalies dans l'approvisionnement des entreprises en matières premières, etc. ainsi qu'à cause de la non-coordination des plans d'approvisionnement avec les plans de production, on a travaillé par à-coup et par intermittence. Un cas typique dans ce sens, c'est celui du combinat du traitement du bois «Nako Spircu» à Elbasan, qui, depuis des années, n'a pas utilisé complètement sa capacité par suite du manque des transports réguliers pour son ravitaillement en matières premières.

Les organismes économiques, d'Etat et de planification doivent connaître à fond les capacités productives, de manière que celles-ci soient planifiées d'une façon plus juste et que sur cette base soient établies les normes progressives technico-économiques. Il faut mettre un terme aux anomalies dans l'approvisionnement et ne pas permettre que celles-ci portent préjudice à la production et diminuent la rentabilité économique.

c) *L'entretien des machineries*

Malgré les améliorations obtenues, il faut reconnaître que, dans la plupart des cas, le service technique pour la machinerie n'est pas encore à la hauteur voulue. Dans nos entreprises la planification des réparations et son application n'est pas devenue une règle obligatoire de façon que la machinerie soit continuellement en efficience technique.

Nombre d'entreprises présentent des faiblesses dans l'entretien des machineries. En 1955, les réparations fondamentales des véhicules automobiles du Ministère des Communications ont été réalisées à 59%, tandis que le parc des automobiles de Vlora n'a réalisé le plan des réparations qu'à 19%. Souvent la qualité des réparations laisse beaucoup à désirer. Dans le parc des automobiles de Kortcha se sont vérifiés des cas où une réparation a été refaite huit fois. Beaucoup de parcs n'accomplissent pas les services prophylactiques dus aux véhicules automobiles selon le plan. Au cours des quatre dernières années du quinquennat, le service technique No. 1 n'a été réalisé qu'à 50% et le service technique No. 2 à 60%.

Les défauts dans les rythmes de la production des entreprises ont influé négativement sur le service technique des machineries. Habituellement, au cours de la troisième décade du mois, on effectue très peu de services prophylactiques pour les machineries; bien plus, on renvoie ces derniers à la première décade du mois prochain. Ce travail par à-coup force les machineries et rend impossible l'exploitation normale des bases mécaniques.

Les organes économiques, d'Etat et du Parti doivent en finir avec la tendance consistant à envisager d'une façon unilatérale le problème des machineries, et considérer leur entretien et leur utilisation comme une seule et même tâche. Ils doivent veiller davantage en vue de réduire les délais des réparations et le temps improductif dans le fonctionnement des machineries. Les organisations du Parti sont tenues de travailler davantage avec les hommes qui dirigent les machineries, de ne pas tolérer la violation des règles et d'exiger avec insistance l'application rigoureuse des graphiques de réparation.

*d) L'établissement des processus technologiques
et les rythmes de la production.*

Bien que, actuellement, la plupart des entreprises soient équipées de la technique moderne et disposent d'un nombre suffisant de cadres moyens et supérieurs, on travaille peu pour le respect des processus technologiques, pour leur amélioration ultérieure et pour la réduction du cycle de la production, ce qui ralentit sensiblement l'augmentation de la production sur la base de l'utilisation plus complète des capacités productives.

Une grande aide nous est accordée par l'Union Soviétique et les pays de démocratie populaire dans le cadre de la coopération technico-scientifique. Mais les insuffisances qui ont existé dans ce domaine ont réduit l'effet de cette aide importante, car on n'a pas appliqué la technique et la technologie nouvelles dans la production. Le travail avec les spécialistes étrangers, qui viennent dans notre pays, souvent n'est pas bien organisé pour tirer le plus grand profit possible d'eux.

Le Parti a attiré sans cesse l'attention sur l'absolue nécessité de respecter les rythmes de la production et a condamné le travail par à-coup, en tant que méthode non socialiste et nuisible à notre économie. Malgré les améliorations que nous avons enregistrées, il y a encore beaucoup d'entreprises et de branches de la production, qui suivent beaucoup de zigzags dans la réalisation de la production. Habituellement la plupart de ces entreprises réalisent les plans mensuels au cours de la dernière décade du mois et le plan trimestriel au cours du dernier mois, et ainsi de suite. Une telle pratique a porté un grave préjudice à l'économie, a provoqué des anomalies dans l'approvisionnement de la population en marchandises et des entreprises en matières premières, a provoqué l'altération de la qualité des produits, le fonctionnement forcé des machineries et de la force de travail, l'élévation du prix de revient. Enfin, cela montre que ces entreprises et branches de la production disposent de grandes réserves intérieures inutilisées et que les organismes d'Etat et les organisations du Parti ne se sont pas montrés suffisamment attentifs pour les découvrir et les utiliser. Il est indispensable que les organes économiques, d'Etat et du Parti or-

ganisent sur une plus vaste échelle la diffusion de l'expérience d'avant-garde; le cadre des ingénieurs et techniciens doit assumer entièrement la direction technique de la production, instituer de nouveaux processus technologiques et des régimes optima de la production et il faut tirer le plus grand profit possible du développement de la technique dans les autres pays. Il faut mettre un terme au travail par à-coup dans la réalisation de la production et lutter résolument pour le respect des rythmes.

e) L'exploitation de l'industrie mécanique

Les capacités productives les plus mal utilisées sont celles de l'industrie mécanique. La situation créée dans notre industrie mécanique ne peut être considérée comme normale, si l'on tient compte du fait que, malgré le niveau relativement élevé de ses capacités, nous continuons à importer encore des quantités considérables de pièces de rechange, et aussi parce que les réparations de machines, sur la base de ce système d'organisation de l'industrie mécanique, coûtent très cher.

La décentralisation excessive des bases mécaniques a entraîné la répartition irrégulière du cadre mécanique. La qualité des produits de l'industrie mécanique continue à être encore faible. Les entreprises intéressées ont jugé plus facile de passer des commandes aux organes d'importation, même pour des articles qui peuvent être produits dans le pays. On a lutté peu pour améliorer la qualité et pour mieux stimuler la production. Presque toutes les grandes entreprises, tels que le combinat du textile «Staline», le combinat du naphte, le combinat du traitement du bois «Nako Spirou», la raffinerie du naphte à Tserrik, les principales entreprises du bâtiment et des communications, bien qu'elles disposent d'ateliers de réparations relativement bien équipés, n'utilisent pas totalement les capacités de ceux-ci, mais demandent de grandes quantités de pièces de rechange aux organes d'importation.

Il est urgent d'en finir une fois pour toutes avec l'exploitation non satisfaisante de la base mécanique et avec la tendance à passer des commandes pour l'importation de pièces de rechange, qui peuvent être produites dans le

pays. Sans porter atteinte à la base mécanique indispensable pour l'entretien des machineries des entreprises, il faut procéder à la centralisation des équipements de l'industrie mécanique, organiser la production spécialisée et en série dans cette industrie. Les bases mécaniques dispersées dans notre pays, qui ne seront pas soumises à la spécialisation et à l'organisation de la production en série, doivent desservir non seulement l'entreprise auprès de laquelle elles fonctionnent, mais aussi toute la zone économique où elles se trouvent.

4. — Pour une augmentation continuelle du rendement du travail, pour la diminution du prix de revient et un régime rigoureux d'économies

L'un des problèmes les plus importants qui doit attirer notre attention, c'est le rendement du travail, qui assure des rythmes élevés dans l'accumulation socialiste et est l'une des principales sources de l'accroissement du volume de la production industrielle et de la diminution du prix de revient. Malgré les succès que nous avons obtenus dans l'accroissement du rendement, il faut souligner qu'on a insuffisamment travaillé pour la mécanisation des opérations de travail partout et en particulier dans les branches de production et entreprises du bâtiment où la main d'oeuvre occupe une place importante.

La stabilisation de la force de travail et sa qualification sont étroitement liées à l'accroissement ultérieur du rendement du travail. Le Comité Central du Parti du Travail d'Albanie a pris des mesures importantes pour régulariser le système des salaires, pour améliorer les conditions matérielles, techniques et culturelles, etc., mais dans ce domaine il faut faire encore davantage, étant donné que le pourcentage des ouvriers stables continue à être bas.

Malgré les améliorations obtenues, le pourcentage des ouvriers qualifiés par rapport au nombre total des ouvriers est encore bas et cela devient encore plus sérieux si l'on tient compte de ce que notre économie continue d'être équipée toujours avec des machineries et des outillages d'une technique élevée. Il est temps de mettre un

terme à la préoccupation insuffisante pour le traitement réservé aux travailleurs et de prendre des mesures pour en finir avec le travail superficiel, formel et détaché de la pratique, qui est souvent effectué dans les cours de qualification et de perfectionnement des ouvriers.

L'accroissement ultérieur du rendement a été entravé aussi par les insuffisances qui ont existé dans la planification des normes et des salaires. Dans beaucoup d'entreprises et de branches de la production on travaille encore sur la base de normes expérimentales statistiques, qui n'ont pas créé des conditions convenables pour l'augmentation du rendement du travail, pour l'élévation des retardataires au niveau des masses d'avant-garde.

Par suite des défauts ci-dessus mentionnés, dans beaucoup de branches de la production et d'entreprises s'est vérifié un phénomène très nuisible à l'économie, lequel consiste dans l'accroissement non harmonieux du rendement et du salaire moyen. Dans beaucoup d'entreprises et de branches de la production le salaire moyen a augmenté dans les mêmes proportions et parfois dans des proportions plus élevées que le rendement du travail, ce qui a eu une influence nuisible sur la reproduction élargie socialiste.

Notre classe ouvrière et les organismes économiques d'Etat et du Parti ont multiplié sans cesse leurs efforts et ont obtenu de bons résultats lorsqu'il s'est agi d'utiliser et d'épargner l'argent du peuple, de diminuer le prix de revient. Les sommes ainsi économisées ont assuré des ressources matérielles et financières supplémentaires pour le développement ultérieur de notre économie populaire. Cependant, à ce problème très important, qui implique la mobilisation de toutes les réserves pour produire le maximum de produits en dépensant le minimum de moyens de production, on n'a pas consacré l'attention et le soin voulus. Des relâchements intolérables se sont vérifiés dans l'utilisation de manière économique des matières premières, auxiliaires, des carburants, etc. et on a peu fait pour la réduction des frais administratifs.

Par suite de la connaissance insuffisante des éléments constitutifs et de la structure du prix de revient, la lutte pour sa diminution continue n'a pas été bien organisée. On n'a pas saisi et résolu à temps ses principaux maillons, qui ont le plus grand poids spécifique dans

le volume des dépenses. La vigilance pour la sauvegarde de la propriété socialiste n'a pas été continuelle et le résultat, c'est que des dommages, des gaspillages et des abus se sont vérifiés.

Les organes économiques, d'Etat et du Parti, et en particulier la Commission du Plan de l'Etat doivent s'occuper plus à fond de l'étude juste des besoins en cadres qualifiés, conformément aux exigences concrètes et à longue échéance de la production. Assurer mieux la base matérielle des cours, lier mieux la théorie à la pratique et mettre un terme à la non application des tâches fixées par le plan pour la formation des cadres.

Il faut bien comprendre que le régime d'économies n'est pas une campagne temporaire, mais un trait caractéristique de la méthode socialiste de direction de l'économie, une nécessité impérieuse objective de notre marche en avant. C'est pourquoi, il faut combattre implacablement les défauts qui sont observés dans ce domaine. En dépensant l'argent du peuple, il faut économiser jusqu'au dernier centime, pour le développement de l'économie populaire, pour l'amélioration du bien-être matériel et culturel des masses travailleuses. Chaque communiste et travailleur sans-parti doit se rendre clairement compte que la lutte pour l'institution d'un régime sévère d'économies dans la gestion des fonds matériels et monétaires est une grande question d'honneur et de patriotisme. C'est dans l'esprit du régime d'économies qu'il faut éduquer tout le Parti et notre peuple.

5. — Les transports et les communications

L'extension et le renforcement continuels et ultérieurs des transports et des communications sont étroitement liés au développement de toutes les branches de l'économie populaire. Malgré les difficultés, les transports ont pu réaliser le volume, toujours croissant, de la circulation des marchandises et du service du peuple. Au cours du premier quinquennat, les moyens de transport ont augmenté, le réseau routier et ferroviaire s'est amélioré et étendu, et la base mécanique des services techniques s'est renforcée.

Dans tous les genres de transport, le volume du travail au cours du premier quinquennat a augmenté et a marqué un accroissement continu. En 1955, par rapport à 1950, le volume des transports automobiles de marchandises s'est élevé à 263%, le volume des transports ferroviaires à 222% et les transports maritimes à 160%, tandis que le nombre des voyageurs s'est élevé à 802%.

Mais malgré tous ces succès, dans ce secteur bien des défauts continuent encore à se vérifier. Dans les trois genres de transport on a travaillé insuffisamment pour l'exploitation régulière des moyens selon les tâches fixées et, de ce fait, les coefficients n'ont pas été réalisés, et plus précisément dans les transports automobiles de marchandises le coefficient de l'efficiencia a été réalisé à 76,5% et le kilométrage moyen à 86%. Dans les transports maritimes, le coefficient d'exploitation a été réalisé à 68% et le mille moyen à 83%, etc.

Pour faire face à tout le mouvement des marchandises et pour satisfaire dans leur ensemble les besoins de l'économie et du peuple au cours du deuxième quinquennat, il est indispensable que, dans le secteur des transports, on mette rigoureusement de l'ordre dans l'organisation du travail, dans l'utilisation et l'exploitation des moyens, dans l'exécution des services techniques et il faut que les organismes économiques, d'Etat et du Parti fassent preuve d'un plus grand soin pour la découverte et l'utilisation des grandes réserves intérieures existant dans ce secteur.

Le problème de l'efficiencia technique continue à être une question sérieuse pour les transports. Malgré les améliorations qui ont commencé à apparaître, en général on ne fait pas les services techniques nécessaires et les services de réparations fondamentales pour les véhicules automobiles. La situation dans la plupart des parcs n'est pas satisfaisante, la qualité du travail laisse beaucoup à désirer et bien des véhicules automobiles restent inutilisés.

Les organisations du Parti et les organismes économiques et d'Etat doivent accroître encore davantage le travail d'éducation des travailleurs, pour le renforcement de la conscience socialiste dans la meilleure exécution des tâches, dans l'entretien et l'exploitation des moyens, dans l'utilisation des réserves intérieures, dans les économies à réaliser en ce qui concerne les carburants, les pneus, les

pièces de rechange et pour un meilleur service du peuple, ce qui au cours du premier quinquennat a laissé à désirer. Au cours du premier quinquennat, dans le domaine des télécommunications, le travail s'est étendu et s'est amélioré, mais le niveau du service est encore bas. Il faut améliorer encore davantage les télécommunications en les dotant de moyens et en utilisant mieux les moyens existants.

B.— LE DEVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE

Camarades,

Notre économie aurait progressé davantage, si le développement de l'agriculture avait avancé à un rythme plus rapide. Dans l'avenir également, le développement ultérieur de l'économie et l'amélioration des conditions matérielles et culturelles des travailleurs seront liés à l'essor rapide de l'agriculture.

En comprenant de cette façon la question de l'agriculture, on se rend compte clairement de l'ampleur et de l'urgence de la tâche, qui se pose devant nous au cours du deuxième quinquennat pour le développement à un rythme plus rapide de ce secteur, si important pour notre économie populaire.

Le Comité Central, au cours de la période qui nous sépare du IIe Congrès, s'est sérieusement préoccupé de l'exécution des tâches posées par le IIe Congrès devant l'agriculture; il a découvert courageusement les défauts et les erreurs qui ont été remarqués dans le domaine de l'agriculture et il a pris des mesures pour les corriger. Le fait est que, au cours des trois dernières années du premier quinquennat, on a observé un tournant dans le domaine de l'agriculture, en ce qui concerne l'accroissement de la production agricole et la liaison étroite de la paysannerie avec l'économie agricole. Pour venir en aide à l'agriculture, dès l'année 1953, le Comité Central a décidé de diminuer les investissements dans les autres secteurs de l'économie et a augmenté les investissements en agriculture. Les mesures adoptées par le Comité Central et le gouvernement pour le développement de l'agriculture et de l'élevage, l'approbation des plans à longue échéance

pour le développement de l'oliviculture, de l'apiculture, de la fructiculture, pour les aménagements agraires, etc., ont une grande importance pour l'avenir de l'agriculture dans notre pays.

Le Comité Central et le gouvernement, afin de stimuler davantage la production agricole et pour venir en aide à la paysannerie, dès l'année 1953 ont décidé la réduction des livraisons obligatoires en nature de la paysannerie, la diminution de l'impôt sur l'économie agricole, et ont prévu des stimulations et des prix favorables pour les plantes industrielles. Un soin particulier a été consacré au cours de cette période au renforcement et à l'extension des entreprises agricoles d'Etat, ainsi qu'à la mécanisation de l'agriculture. La paysannerie a été approvisionnée avec de plus grandes quantités d'instruments agricoles, de semences, de reproducteurs de race, de matériel agricole, de crédit agraire et avec de plus grandes quantités d'articles industriels, de matériaux de construction, etc.

Au cours de ces années en agriculture on a fait beaucoup de travail dans le domaine des aménagements agraires, dans l'introduction de l'agrotechnique et des méthodes avancées en agriculture, dans l'organisation de la production, des services et du contrôle des semences; on a jeté les bases du travail pour la protection des plantes; on a accéléré le rythme de formation des cadres supérieurs et moyens, aussi bien dans le pays qu'à l'étranger. On a établi un système plus juste de planification en agriculture laissant de l'initiative aux exploitations agricoles. Les coopératives agricoles ont été renforcées économiquement et, du point de vue de l'organisation, elles ont donné l'exemple aux exploitations paysannes individuelles.

Dans notre campagne on accomplit un tournant radical. La politique du Parti pour la collectivisation de l'agriculture est adoptée avec enthousiasme par les masses travailleuses de la paysannerie.

Les résultats obtenus dans le domaine de l'agriculture au cours du premier quinquennat, on peut les constater dans l'accroissement de la production agricole.

Production globale des céréales panifiables, des plantes industrielles, des légumes et des pommes de terre au cours du premier quinquennat:

	en pourcentage par rapport à 1950					
	1950	1951	1952	1953	1954	1955
Céréales panifiables (blé, seigle, maïs, riz)	100	103	93	146	123	153
Coton	100	142	135	173	113	177
Betterave à sucre	100	1137	777	1189	665	1779
Tabac	100	149	121	273	238	432
Légumes, pommes de terre	100	78	66	121	142	164

Les chiffres précédents montrent que, durant le premier quinquennat, à l'exception des années 1951 et 1952, caractérisées par une grande sécheresse, au cours des autres années il y a eu une augmentation continue des produits agricoles, bien que le rythme d'accroissement ait été marqué par des oscillations d'une année à l'autre.

Mais, les résultats obtenus en agriculture en général ne sont pas satisfaisants. Dans le secteur de l'agriculture, certaines des tâches importantes fixées par le IIe Congrès du Parti n'ont pas été entièrement réalisées. L'Etat a été obligé d'importer de grandes quantités de céréales, des déficits se sont faits remarquer dans l'approvisionnement de la population en produits agricoles et d'élevage. Le deuxième quinquennat sera le quinquennat du développement de l'agriculture, le quinquennat de la transformation socialiste de l'agriculture, de sa collectivisation en passant de la petite production individuelle à la reproduction socialiste élargie, le quinquennat des grands travaux de bonification et des aménagements agraires de grande envergure, de l'extension de la mécanisation de l'agriculture, de l'introduction de l'agrotechnique d'avant-garde dans notre agriculture.

1. — La production des céréales est la base de la production agricole

Durant le deuxième quinquennat, nous devons accroître d'une manière notable les produits agricoles et d'élevage, assurer dans le pays le pain nécessaire, fournir à l'industrie les matières premières, assurer les produits

agricoles et d'élevage pour approvisionner régulièrement la population.

L'exécution de ces tâches exige l'adoption de mesures radicales pour le développement de toutes les branches de l'économie agricole. Mais le développement de toutes les branches de l'agriculture et de l'élevage est lié étroitement à l'augmentation de la production des céréales. Sans assurer une production abondante de céréales, sans assurer le pain, il n'est possible de développer comme il faut ni l'élevage, ni la culture des plantes industrielles, ni la fructiculture, ni l'oliviculture, ni aucune branche de l'agriculture ou de l'élevage, bien que ces branches trouvent dans notre pays des conditions climatiques très favorables.

C'est pourquoi, la production du pain dans le pays pour satisfaire les besoins du peuple est la tâche la plus importante de l'agriculture pendant le deuxième quinquennat. Existe-t-il des possibilités pour résoudre avec succès la tâche d'assurer le pain dans le pays pendant le deuxième quinquennat? Sans doute, il en existe. Les grands investissements que prévoit le deuxième plan quinquennal pour les bonifications, les irrigations et les aménagements agraires, le défrichement des terres nouvelles et la construction de grands ouvrages agricoles, comme l'assèchement du marais de Terboufi, la bonification de la plaine de Krouya et de celle du district de Delvina, l'assèchement du marais de Roskovetsi, etc., pour l'extension de la mécanisation de l'agriculture pendant les 5 années à venir, pour l'extension de la collectivisation en agriculture, pour la mise en pratique de la science et de l'agrotechnique d'avant-garde, pour l'aide en semences, en instruments et machines agricoles, ainsi que le crédit agraire, que prévoit le deuxième plan quinquennal sont un puissant appui qui nous permet d'affirmer avec conviction que les tâches qui se posent pour assurer le pain dans le pays et pour le développement de l'agriculture, en général, sont réalisables.

Pour assurer les besoins du pays en céréales et pour l'accroissement des produits agricoles et d'élevage dans la mesure que prévoit le plan quinquennal, il faut lutter dans deux sens:

a) Accroître les surfacesensemencées en cultivant

les terres défrichées. Dans ce sens il y a de grandes réserves. Sur les 2.558.250 ha que possède aujourd'hui la République, 380.000 ha seulement sont cultivés, tandis que, selon les données cadastrales, il résulte que 371.600 ha sont arables au tracteur, à part environ 180.000 ha de terres des régions de collines et de montagnes qui ne sont pas arables au tracteur et qui sont très peu exploitées.

Le deuxième plan quinquennal prévoit que la surface cultivée en 1960 doit s'élever à 445.000 ha, c'est-à-dire on cultivera 70.000 ha de terres défrichées. Comme on voit, les possibilités existent non seulement pour réaliser la tâche de défrichement des terres nouvelles, mais aussi pour la dépasser.

Nous devons convertir en terres cultivées de céréales panifiables les pâturages, les prairies, les buissons et les forêts dégradées, lesquels jusqu'à hier étaient utilisés pour l'entretien de l'élevage, mais en même temps il faut prendre des mesures afin d'obtenir, là où il est possible, par une utilisation plus rationnelle de la terre, deux récoltes annuelles, afin de pratiquer sur une large échelle l'ensemencement du fourrage vert pour le bétail, comme l'avoine et l'orge d'automne, le maïs fourrager, etc. Nous devons prendre des mesures pour l'amélioration des pâturages existants. Ce n'est qu'en faisant comme il faut ce travail, que nous compenserons les pâturages convertis en terres cultivées de céréales panifiables et accroîtrons beaucoup la base alimentaire de l'élevage.

La mise en valeur des terres défrichées est une des actions les plus importantes qu'il faut entreprendre avec courage et accomplir pendant le deuxième quinquennat.

b) L'accroissement des rendements en agriculture est l'une des principales tâches, sur laquelle nous devons concentrer notre attention pour augmenter la production agricole globale. Incalculables sont les possibilités pour l'accroissement du rendement des céréales et des autres cultures agricoles dans notre pays. L'expérience de milliers de travailleurs d'avant-garde de l'agriculture de notre pays nous convainc sur les grandes possibilités qui existent pour obtenir des rendements élevés en agriculture. En 1955 l'Entreprise Agricole d'Etat de Maliq a récolté 15,2 ql par ha de maïs sur 123 ha, ou 16 ql par ha de blé sur 1320 ha, la coopérative agricole de Libonik (Maliq) a

obtenu 23,6 ql par ha de blé, la coopérative agricole de Morava (Bérat) a obtenu 35 ql par ha de maïs, le district de Peshkopia a obtenu 22 ql par ha de maïs, tandis que la région de Kortcha a obtenu 12,75 ql par ha de blé. Si toutes les entreprises agricoles d'Etat, les coopératives agricoles et les exploitations individuelles pouvaient s'approcher aux rendements obtenus par les travailleurs d'élite des entreprises agricoles d'Etat, des coopératives agricoles et des exploitations individuelles, nous aurions résolu depuis longtemps le problème du pain, grâce à la production dans le pays.

Pour résoudre avec succès la tâche posée par le deuxième plan quinquennal afin d'assurer le pain dans le pays, il faut attribuer une attention particulière à la culture du maïs. Notre pays a la tradition de la culture du maïs, il aime cette culture, connaît bien sa technique et s'est rendu compte de ses avantages. C'était une erreur de planifier, en s'enfermant dans les bureaux, la structure des cultures agricoles, en voulant corriger la proportion des cultures sarclées et non sarclées aux dépens de la culture du maïs. Cette manière de planification a eu pour effet de détourner l'attention de la culture du maïs, de la limiter même dans les régions où l'expérience centenaire des paysans a démontré que le maïs a donné des rendements élevés. La répartition des cultures agricoles d'une manière mécanique d'en haut, sans avoir en vue l'expérience de la base et les conditions terrestres et climatiques de chaque zone, conduit à des erreurs qui nuisent à l'économie populaire. Cette erreur a été corrigée ces derniers temps, mais malgré cela on doit dire qu'on ne concentre pas encore suffisamment l'attention sur le maïs.

Le maïs doit occuper la place la plus importante parmi les cultures céréalières dans notre pays, parce qu'il est une culture de grande valeur non seulement pour l'alimentation du peuple, mais aussi pour l'alimentation du bétail, ainsi que pour les besoins de l'industrie. Ce n'est pas un fait du hasard si, malgré l'orientation erronée de la limitation de cette culture, notre paysannerie travailleuse n'a pas abandonné le maïs. Les faits démontrent que le maïs donne des rendements plus élevés que toute autre culture céréalière. Chez nous existent des zones entières où durant des années on a obtenu en moyenne des rendements

ments élevés en maïs; par exemple le district de Peshkopia a obtenu 22 ql par ha, le district de Puka 18,3 ql par ha, ainsi que des centaines d'exploitations coopératives et individuelles qui ont obtenu de 40 à 100 ql par ha.

Le Parti doit s'occuper plus sérieusement de la culture sur une vaste échelle du maïs dans les zones les plus appropriées, assurer les semailles du maïs en poquets (nids) et avec des semences hybrides, généraliser l'expérience avancée, pratiquer largement la culture du maïs, sous forme de culture dérobée, sur les terres déchaumées pour obtenir des grains et du maïs fourrager. Ce n'est que de cette manière que nous résoudrons plus vite le problème du pain chez nous, que nous augmenterons beaucoup la quantité de l'alimentation pour le bétail. Le maïs nous assurera plus de pain, de viande, de lait et de beurre.

La tâche essentielle dans le secteur agricole, pendant le deuxième quinquennat, consiste à assurer jusqu'en 1960, — en s'appuyant sur l'élargissement de la collectivisation de l'agriculture, sur l'extension de la mécanisation, sur l'augmentation des rendements, ainsi que sur l'élargissement de la superficie ensemencée, en défrichant non moins de 75.000 ha de terres nouvelles, — non moins de 450.000 tonnes de céréales panifiables. Il faut augmenter les rendements et élargir les superficies ensemencées de plantes industrielles pendant le deuxième quinquennat, en particulier les superficies ensemencées de tabac, de coton, ainsi que de betteraves à sucre. A part le problème du pain, qui est la tâche fondamentale en agriculture, nous devons absolument assurer aussi les matières premières à notre industrie, pour l'exploitation au maximum de nos combinats et fabriques. Nous devons assurer du coton, de la betterave à sucre, ainsi que plus de tabac pour nos besoins et pour l'exportation.

L'augmentation de la production de ces cultures pendant le deuxième quinquennat, suivant les chiffres fixés par le projet, montre que les plus grands efforts et la plus grande lutte doivent être déployés en vue d'augmenter les rendements. Pour obtenir ces résultats, il faut, entre autres mesures, pratiquer ces cultures sur les terres les plus appropriées, mécaniser sur une grande échelle les labours et les soins dus aux cultures, employer dans une plus grande quantité et d'une manière plus rationnelle

les engrais chimiques, et utiliser plus rationnellement l'eau d'irrigation. Pour cela, ainsi que pour fixer d'une façon plus juste les mesures en vue d'un développement ultérieur de la culture du coton, il est nécessaire de faire des études sur une base scientifique plus solide pour cette culture. En ce qui concerne le tabac, les études faites sont valables, mais il faut insister davantage pour les mettre en pratique, naturellement en les perfectionnant et en les corrigeant au cours du travail. En même temps, il est nécessaire de faire continuellement le sélectionnement des semences de la betterave à sucre et d'arriver à assurer dans le pays les semences nécessaires pour ne plus importer des semences sélectionnées comme on fait à présent. Il faut augmenter d'une manière sensible le rendement des cultures maraichères, des pommes de terre ainsi que des autres cultures agricoles pour satisfaire au mieux les besoins du peuple. Il faut consacrer un soin particulier au développement de la fructiculture, de la viticulture, de l'oliviculture, ainsi que des plantations d'agrumes, en exploitant au maximum tous les terrains inclinés et les autres terrains qui ne sont pas destinés aux cultures des céréales. Dans chaque coopérative, dans chaque village, il faut faire un travail organisé pour exécuter les services d'entretien des arbres fruitiers et pour créer de nouveaux vergers, vignobles, de nouvelles plantations d'olives, d'agrumes, etc. Notre paysannerie doit se préoccuper davantage des vergers et ne pas considérer cela comme une question de dernière importance. Les fruits sont une très bonne nourriture pour l'homme et quand les conditions terrestres et climatiques sont aussi favorables que chez nous, c'est une grande perte de négliger leur culture. La paysannerie doit planter le maximum d'arbres fruitiers et les entretenir comme il faut. Le gouvernement doit étudier la diminution de l'impôt pour une catégorie d'arbres fruitiers de façon à stimuler leur culture.

La paysannerie et l'Etat doivent consacrer un soin particulier à la culture de l'olive, des oranges, des citrons et des mandarines. Ceux-ci représentent une base alimentaire très importante pour le peuple. La question des soins agrotechniques aux oliviers et aux agrumes est d'une grande importance. A part les autres mesures prises dans

ce sens, il faut créer des cadres spécialisés pour ces cultures.

L'apiculture n'est pas dans un état satisfaisant. Le peuple doit lui attribuer une grande importance, parce que elle fournit le miel, aliment excellent pour tous, et particulièrement pour les enfants, les jeunes et les vieux. Chez nous existent toutes les conditions pour le développement de l'apiculture.

Notre jeunesse doit prendre une part active à la réalisation avec succès du plan de la fructiculture, ainsi qu'à la protection, à l'amélioration et à l'extension des forêts de notre pays.

Pour résoudre avec succès les tâches assignées par le Congrès dans le domaine de l'agriculture pendant le deuxième plan quinquennal, il est indispensable d'exploiter au mieux les possibilités et les grandes réserves qui existent en agriculture. Il faut exploiter au maximum les engrais organiques, lesquels se perdent en quantités considérables, organiser la lutte contre les insectes nuisibles des plantes, ainsi que contre les mauvaises herbes, utiliser au mieux l'eau pour l'irrigation des terres, achever en temps voulu l'aménagement agraire dans les plaines de la République, introduire en agriculture l'agrotechnique avancée et propager largement les méthodes avancées de l'agriculture soviétique, ainsi que l'expérience des travailleurs avancés de notre pays. Étendre la mécanisation complexe des travaux agricoles, afin d'accélérer aussi bien les travaux agricoles que la récolte des produits.

Organiser la production et les semailles des grains sélectionnés qui sont appropriés aux conditions de notre pays, et qui donnent de hauts rendements. La mise en pratique de toutes ces mesures assurera l'augmentation des rendements des céréales, ainsi que de toutes les autres cultures agricoles.

2. — La tâche du développement ultérieur de l'élevage.

Camarades,

L'élevage est l'une des branches les plus importantes de l'économie agricole, sans laquelle le développement de l'agriculture et la satisfaction au mieux des besoins du

peuple seraient sérieusement entravés. Ce secteur si important a préoccupé le Comité Central, qui a insisté continuellement que la question de l'élevage doit être l'objet du soin des organisations du Parti et des organismes du pouvoir. A la suite du travail du Parti et des mesures de faveur qui ont été prises pour l'élevage, malgré les grands dommages durant les années de sécheresse et l'hiver des années 1953 et 1955, aujourd'hui nous avons dépassé d'une manière notable le niveau d'avant-guerre dans tous les secteurs de l'élevage. Mais on doit dire que la tâche posée par le premier plan quinquennal pour l'augmentation des produits d'élevage, ainsi que pour l'augmentation numérique du bétail, n'a pas été réalisée pour toutes les espèces.

Jusqu'à présent, le tournant n'a pas été encore réalisé dans notre élevage. Notre bétail, en général, se trouve dans un état primitif, il manque d'abris, on ne lui assure pas le fourrage pour l'hiver, et on le laisse paître en nature. On ne lutte pas suffisamment contre les maladies et on consacre très peu de soin à l'amélioration de la race.

Notre pays a de grandes possibilités non seulement pour l'augmentation du nombre du bétail, mais aussi pour l'augmentation de sa productivité. En partant de ces possibilités, le deuxième plan quinquennal prévoit un grand accroissement du bétail et une augmentation de la production de l'élevage. Si toutes les possibilités qui existent dans l'élevage sont bien utilisées, certainement dans les années suivantes, celui-ci fournira des produits abondants, pour la satisfaction des besoins du peuple. Prenons par exemple l'élevage du porc. Par rapport à 1950, en 1955 on a eu un accroissement de 84%; c'est un accroissement satisfaisant, mais si on considère la répartition de l'élevage du porc dans toute la République, il résulte que 58% du nombre global des porcs sont élevés dans le secteur d'Etat, lequel occupe 7% de la superficie cultivée de la République, tandis que 42% seulement sont élevés dans les secteurs coopératif et privé. Vous pouvez vous imaginer à quel point on pourrait augmenter le nombre des porcs chez nous, si ces deux secteurs aussi s'occupaient sérieusement de l'élevage du porc comme le secteur d'Etat. Un tel accroissement assurerait de grandes quantités de viande pour l'alimentation du peuple. Il en est de

même des autres espèces de bétail. Chez nous existent toutes les possibilités pour un plus grand accroissement du nombre des bovins, des ovins ou bien des chèvres et d'une manière particulière des porcs, des volailles et des abeilles, particulièrement dans les plaines. Mais l'attention pour l'élevage ne doit pas se concentrer seulement sur l'accroissement numérique du cheptel; ce qui est important pour l'économie, c'est l'augmentation de la productivité de l'élevage.

Aujourd'hui la productivité de l'élevage est trop basse, non seulement dans le secteur privé, mais aussi dans le secteur d'Etat et coopératif.

En 1955, les coopératives agricoles ont produit en moyenne 35 ql de viande par 100 hectares de terres arables, pâturages et prairies, 6.378 litres de lait, 219 kg. de laine et 2.278 oeufs par 100 ha de terres cultivées de céréales. Ces données montrent que dans le secteur des coopératives, non plus, on n'utilise pas comme il faut les possibilités existantes pour l'augmentation des produits d'élevage, tandis que dans le secteur privé les défauts sont encore plus grands.

Il faut augmenter les produits d'élevage pendant le deuxième quinquennat, produire le maximum de lait, de viande, de laine, d'oeufs par 100 ha de terres.

La condition **sine qua non** pour l'accroissement numérique du cheptel et des produits d'élevage durant le deuxième quinquennat, c'est d'assurer une solide base alimentaire. Il faut opérer un tournant dans ce sens. Prendre toutes les mesures pour le nettoyage des pâturages, pour leur amélioration, pour la culture des fourrages verts, surtout pour la culture du maïs et de l'avoine et de l'orge fourragers d'automne, pour le ramassage et la bonne manipulation du foin, ainsi que de la paille des céréales et du maïs. Attacher de l'importance à l'ensilage des fourrages, propager la culture des plantes vivaces et annuelles, comme par exemple la luzerne, le trèfle, le soudan grass, le sorgho, etc. Consacrer du soin à la culture des céréales fourragers, au ramassage des sous-produits et des déchets de l'industrie, qui ont une grande valeur pour l'alimentation du bétail.

L'amélioration de la race du bétail doit être considérée comme l'une des tâches les plus importantes qui

se posent pour l'élevage durant le deuxième quinquennat. Nous devons arriver à améliorer la race du bétail en pratiquant le croisement avec les meilleures races, qui s'adaptent aux conditions de notre pays. Une attention particulière doit être consacrée au croisement des ovins avec les races «Roudé», «Cigaya», dont la laine a une grande valeur pour notre industrie. Expérimenter la race «Karakoul», qui fournit beaucoup de viande, de laine, de lait et de peaux d'une grande valeur. Jusqu'en 1960, nous devons avoir non moins de 36% des ovins de la République croisés avec les races «Roudé» et «Cigaya». Prendre des mesures pour l'amélioration de la structure de l'élevage, en augmentant le nombre des laitières, avancer vers une meilleure répartition de l'élevage et attacher une importance particulière au développement de la vache dans les coopératives agricoles des zones plates.

Une particulière importance doit être attribuée au développement de l'élevage de la chèvre dans les régions montagneuses, à l'élevage du porc comme un animal de grande rentabilité, à l'accroissement des volailles en général, en particulier des volailles aquatiques et des dindons, s'occuper sérieusement de l'apiculture et de la sériciculture, qui chez nous trouvent des conditions très favorables. Consacrer du soin à la protection de la santé des bestiaux, à leurs abris et à la lutte contre les maladies. Il faut que tous les travailleurs de l'élevage, y compris les techniciens et les spécialistes, concentrent toutes leurs forces pour porter l'élevage à un niveau susceptible de remplir d'une manière satisfaisante les besoins du peuple.

3. — La collectivisation de l'agriculture.

La collectivisation de l'agriculture est la seule voie pour sortir notre agriculture de son état arriéré. C'est sur cette glorieuse voie, indiquée par le léninisme, que notre Parti conduit la paysannerie travailleuse.

En appréciant les conditions objectives du pays, sur la base de la ligne tracée par le deuxième Congrès, notre Parti a avancé à pas prudents en ce qui concerne la question de la collectivisation de l'agriculture. Comme ré-

sultat de la juste application de cette ligne, du travail éducatif soigneux qu'a effectué le Parti parmi les masses travailleuses de la campagne pour la collectivisation, et du travail fait pour le renforcement des coopératives existantes, sur le plan économique et d'organisation, ainsi que des mesures favorables prises par le pouvoir pour les coopératives agricoles, celles-ci se sont renforcées du point de vue économique et d'organisation; de nouvelles coopératives agricoles ont été créées et leur nombre s'est accru d'une année à l'autre; maintenant les conditions favorables sont créées pour avancer à un rythme plus rapide.

Voici à quel rythme a eu lieu la collectivisation de l'agriculture:

Année	Nombre des coopératives agricoles	Nombre des familles des coopérateurs	% par rapport aux exploitations paysannes de la République	Superficies des terres ensemencées (champs) des coopératives agricoles en ha	% par rapport aux terres ensemencées (champs) des paysans de la République
1950	90	4.517	3,00	20.236	5,55
1951	94	4.668	3,08	20.744	5,69
1952	103	5.824	3,80	24.277	6,74
1953	129	7.972	5,16	29.702	8,30
1954	150	8.902	5,71	33.898	9,62
1955	318	15.313	9,84	51.118	14,48
Jusqu'au 15 mai 1956	694	29.478	18,94	93.616	26,16

De ces données il résulte clairement que la ligne politique tracée par le deuxième Congrès au sujet de la collectivisation a trouvé une juste application. Comme on voit, dans les trois premières années, le rythme de la collectivisation a été lent; cela a eu lieu du fait qu'on a attribué un soin particulier au renforcement des coopératives existantes, tandis que dans les deux dernières années, avec la stabilisation de l'état des coopératives, a été accéléré le rythme de la création des coopératives nouvelles. Le nombre des coopératives agricoles créées rien que du-

rant l'année 1955 a été de 87% supérieur au nombre des coopératives agricoles qui existaient en 1950.

Il ressort encore du tableau ci-dessus que le pourcentage des terres collectivisées est plus élevé que le pourcentage des exploitations coopératives. Cela montre que la collectivisation a été faite dans les zones de campagne qui ont beaucoup de terres et qui ont une grande importance pour l'agriculture.

Il faut mentionner que durant cette période non seulement il n'y a pas eu de cas de dissolution d'aucune coopérative, mais, au contraire, beaucoup de familles, qui restaient à l'écart au temps de leur formation, y ont adhéré et les coopératives retardataires ont généralement progressé.

La décision de la session plénière du Comité Central tenue au mois de décembre de l'année passée a été chaleureusement accueillie par notre paysannerie travailleuse. Celle-ci s'engage de son propre gré sur la voie de la collectivisation; depuis la publication de la décision jusqu'au 15 mai ont été créées 376 coopératives nouvelles, à part les 235 collectivités agricoles. Aux coopératives et aux collectivités agricoles ont adhéré au total 35.440 exploitations paysannes, la superficie des champs collectivisés, en calculant les deux types, s'élève à 27,91% et comme exploitations organisées en vue de travailler collectivement 22,8% par rapport aux exploitations paysannes de la République. C'est là un grand succès. La juste politique de notre Parti pour l'édification du socialisme à la campagne trouve un plein appui parmi notre paysannerie travailleuse. Il convient de souligner le fait qu'aux coopératives adhère non seulement la paysannerie pauvre, mais aussi la paysannerie moyenne. Sur les 15.587 exploitations agricoles collectivisées dans les 565 coopératives, près de 42,4% étaient des exploitations appartenant à des paysans moyens. Le développement de la vie dans nos villages témoigne combien juste et actuelle est la politique du Parti en relation avec la collectivisation de la campagne, combien juste est la politique que notre Parti a suivie envers la paysannerie moyenne, comment se réalisent, chez nous aussi, les enseignements du grand Lénine, qui disait: «Nous devons savoir nous entendre avec les paysans moyens — sans renoncer en aucun cas

à la lutte contre le koulak et en nous appuyant solidement sur la paysannerie pauvre seulement». (Lénine, Oeuvres, vol. 28, p. 171, IV^e édition en russe). En suivant une sage politique envers la paysannerie moyenne, notre Parti l'entraîne d'une manière graduelle et systématique dans l'oeuvre de l'édification socialiste dans notre pays, avec la paysannerie pauvre, sous la direction de la classe ouvrière.

Désormais, les coopératives agricoles dans notre pays ont montré que, par l'organisation des exploitations individuelles sous la forme de grandes exploitations collectives, sont créées les conditions favorables pour assurer d'abondants produits agricoles, pour accroître le rendement du travail, sont créées les possibilités pour l'introduction sur une large échelle de la mécanisation en agriculture, ainsi que pour l'application de la science agrotechnique et de l'expérience technique avancée.

D'une année à l'autre s'est accrue la propriété collective des coopératives agricoles, s'est accru le fonds des terres et on a obtenu des rendements élevés par hectare par rapport aux exploitations paysannes individuelles. En comparant les rendements obtenus par les coopératives agricoles dans les trois dernières années avec ceux du secteur privé, il résulte que chaque année les coopératives agricoles ont obtenu en moyenne plus que le secteur privé: 2,8 ql par ha de blé, 2,2 ql par ha de maïs, 3,40 ql par ha de coton, 110,3 ql par ha de betterave à sucre. Bien que la terre cultivée collectivisée dans la République ait représenté 14,48%, les coopératives agricoles durant l'année 1955 ont assuré 13% de la production de blé, 26% du coton, 73% de la betterave que produit toute la paysannerie de la République.

Les coopératives agricoles se montrent supérieures aux exploitations individuelles, même en ce qui concerne l'élevage; tandis que, en 1955, en comparaison avec l'année 1954, l'élevage dans les coopératives a eu un accroissement de 65% pour les bovins, de 48% pour les solipèdes, de 44% pour les ovins et les caprins et de 13% pour les porcins, tandis que dans le secteur privé l'accroissement a été respectivement de 3%, 3%, 8% et 2%. Même dans l'accroissement des produits de l'élevage par tête, dans le développement de la fructiculture et des autres

activités agricoles, les coopératives agricoles se distinguent du fait qu'elles font preuve d'un plus grand soin que les exploitations individuelles pour l'utilisation des réserves en agriculture. Chaque année elles ont accru leurs revenus par 100 ha de terres agricoles. En 1955, par 100 ha elles ont obtenu 86.200 leks de revenus de plus que en 1954. Parmi les coopératives d'élite, celle de Rembets à Kortcha, par 100 hectares de terres agricoles, a obtenu 1.771.200 leks de revenus, celle de Bulgarets a obtenu 1.676.900 leks et celle de Tsakrani 1.440.818 leks de revenus par 100 ha. De tels revenus obtenus par l'économie coopérative, notre paysannerie ne les a même pas rêvés dans le passé. En 1955 plus de 90 coopératives ont assuré un revenu annuel de 1 à 5 millions de leks et 11 coopératives de 5 à 10 millions par an. En 1955, elles ont accru le fonds indivisible de 155 millions de leks par rapport à 1954.

Avec le renforcement continu de l'économie collective, la situation économique et culturelle a changé d'une manière remarquable dans les coopératives agricoles. Prenons par exemple le village de Verria, lequel était auparavant un domaine des beys de Vrioni. Là le peuple souffrait pour le pain quotidien et vivait misérablement dans les huttes et dans l'ignorance. Le pouvoir populaire a donné la terre aux paysans de Verria, le Parti les a éduqués et leur a indiqué la voie de la collectivisation. 107 familles de ce village ont collectivisé, en 1947, leurs exploitations, en organisant la coopérative. Aujourd'hui dans la coopérative agricole de Verria, qui porte le nom de Lénine, la vie a complètement changé. Plus de 121 membres de la coopérative ont construit des habitations nouvelles, ils ont construit deux crèches, leur école, la salle de lecture, 15 bâtiments d'exploitation agricole, ils ont augmenté l'outillage agricole, ils emploient plus de 80 machines agricoles, sans compter l'aide que leur accorde l'Etat par la station de machines et de tracteurs; ils ont élargi le fonds des terres, ont fait l'aménagement agraire et appliquent avec soin l'agrotechnique d'avant-garde. La coopérative «Lénine» de Verria se distingue des exploitations individuelles par ses hauts rendements en agriculture; en 1955 elle a obtenu 13,2 ql par ha de blé, 15 ql par ha de coton,

elle a distribué par journée de travail 3,23 kg. de céréales et 35 leks et a élevé le fonds indivisible à 1.598.230 leks.

Les succès obtenus jusqu'à présent par les coopératives doivent servir de stimulant pour porter toujours en avant l'économie collective et pour entraîner les masses de la paysannerie travailleuse dans la voie de la collectivisation.

Il faut reconnaître que dans les coopératives agricoles existent aussi des défauts sérieux qui entravent le développement ultérieur de l'économie collective.

Avant tout il faut travailler pour que dans les coopératives les Statuts soient strictement respectés et que le travail y soit dirigé selon les Statuts. Il y a assez de cas où les présidences des coopératives ne respectent pas les Statuts, on agit sans consulter l'assemblée; le partage des revenus se fait non point selon les journées de travail, mais selon les besoins; les fonds indivisibles ne sont pas employés pour les buts fixés, on porte atteinte au fonds des terres collectives, à l'organisation du travail, on procède à des changements continus des terres et à la mutation des gens, des équipes et des groupes. Dans les coopératives, on doit travailler de manière à établir des normes individuelles de travail. Dans certaines coopératives, les Statuts ne sont pas respectés partout en ce qui concerne la participation au travail de tous les membres et l'accomplissement du nombre minimum des journées de travail. Il faut en finir avec ces manifestations nuisibles qu'on constate dans les coopératives. La moindre violation des Statuts affaiblit l'économie collective agricole, permet le relâchement de la discipline et porte préjudice à l'élévation de la conscience socialiste des membres de la coopérative. Les organisations du Parti et les organes d'Etat qui s'occupent de l'agriculture doivent aider les coopératives pour la juste application des Statuts. Toute faiblesse dans ce sens entrave le renforcement des coopératives du point de vue économique et d'organisation.

Un autre grand défaut des coopératives est le développement unilatéral de leur économie. Elles s'occupent plus particulièrement de certains principaux problèmes de l'agriculture, comme par exemple de la production des céréales et des plantes industrielles; tandis qu'elles manifestent peu d'intérêt au développement de l'élevage, de la

fructiculture et des autres activités auxiliaires. On n'étudie pas suffisamment les possibilités dont disposent les coopératives pour le développement à tous points de vue et pour l'harmonisation des diverses branches de l'économie coopérative. Cette lacune a pour effet que la propriété collective n'est pas exploitée comme il faut.

Dans l'avenir, il est indispensable que les organismes du Parti et de l'Etat ainsi que les dirigeants des coopératives concentrent leur attention sur le développement à longue échéance de l'économie collective. Il faut faire des études approfondies pour le développement et l'harmonisation des diverses branches dans les coopératives, surtout de l'agriculture et de l'élevage. Le bétail doit s'accroître davantage dans les coopératives agricoles et sa productivité doit augmenter par 100 ha de terres. On doit étudier les possibilités et les conditions concrètes de chaque coopérative et fixer son orientation principale, ainsi que celle de ses activités auxiliaires.

Les coopératives agricoles retardent encore dans l'application de l'agrotechnique d'avant-garde, dans l'introduction des méthodes nouvelles en agriculture et en élevage, et dans l'introduction de la mécanisation en agriculture. Cela est un grand défaut qui entrave sérieusement le renforcement de l'économie coopérative et l'amélioration de la vie des membres des coopératives. Les techniciens et les spécialistes doivent aider de près les coopérateurs pour que ceux-ci connaissent l'agrotechnique et les problèmes de la zootechnie. Il faut renoncer aux chablon dans l'application de l'agrotechnique et des méthodes d'avant-garde. Chaque région et chaque zone a ses particularités, c'est pourquoi l'application de l'agrotechnique en agriculture doit être adaptée aux conditions locales. Cela est parfaitement possible, surtout dans les coopératives agricoles.

Dans les coopératives, on ne lutte pas comme il faut pour obtenir des récoltes aussi élevées que possible et le maximum de produits en élevage. Nombre de dirigeants de coopératives ont des points de vue erronés en relation avec la planification des produits. Ils planifient de bas rendements pour qu'ils puissent réaliser plus facilement le plan et pour être en règle. Tout cela dans certains cas

se fait à dessein, pour augmenter leur rétribution comme dirigeants ou pour assurer plus d'excédents. Il y a aussi des tendances à abaisser les normes du travail dans le but de réaliser plus de journées de travail. Ces points de vue sont nuisibles et contraires aux intérêts et à la bonne marche des coopératives. Planifier rien que pour être en règle signifie ne pas placer dans des positions combatives les membres des coopératives, permettre la non utilisation des possibilités et des réserves en agriculture, obtenir moins de produits agricoles et d'élevage. Il faut condamner comme un point de vue nuisible à l'Etat et aux coopératives agricoles la tendance à planifier rien que pour être en règle, ainsi que la tendance à diminuer les normes. L'abaissement des normes de travail n'augmente pas la valeur de la journée de travail, au contraire il diminue le rendement du travail, augmente le prix de revient de la production et éduque d'une façon erronée les coopérateurs.

Les coopérateurs doivent prendre des mesures pour créer des conditions favorables pour l'exploitation de la mécanique agricole, pour l'utilisation judicieuse des semences sélectionnées, des engrais chimiques et des autres fournitures d'aide. Il faut combattre le point de vue de certains coopérateurs qui comptent améliorer la situation rien qu'en s'appuyant sur l'aide de l'Etat, sans lier étroitement cela à leur propre travail. La vie des coopérateurs sera améliorée en exploitant comme il faut les biens de la coopérative. Les coopératives agricoles ont de grandes possibilités de remplir d'une manière satisfaisante non seulement leurs besoins mais aussi d'assurer une production abondante de céréales, de cultures maraichères, de fruits et de produits d'élevage pour le ravitaillement des villes et des centres de travail. Il faut mieux organiser la vente des excédents à l'Etat de la part des coopératives agricoles.

Camarades,

La gestion de l'économie collective est difficile; cela exige des cadres préparés, connaissant bien les principes de l'organisation de l'économie collective, les Statuts, sachant bien organiser et diriger le travail dans les coopératives, non par la méthode du commandement mais en

respectant les Statuts, les décisions de la présidence et de l'assemblée. Ils doivent connaître les problèmes de l'agronomie et de la zootechnie. Des cadres avec une telle préparation manquent, pour ainsi dire, dans nos coopératives. La collectivisation de l'agriculture dans la mesure prévue par le plan quinquennal impose d'une manière encore plus urgente la formation des cadres. Le Comité Central et le gouvernement doivent prendre des mesures particulières pour la formation des cadres dirigeants destinés aux coopératives agricoles, pour la formation des techniciens et des spécialistes, des tractoristes et des chefs d'équipe pour les besoins des coopératives agricoles et de l'agriculture en général, dans la mesure prévue par les Directives du deuxième plan quinquennal. Les comités du Parti et les comités exécutifs doivent se préoccuper sérieusement du choix des cadres appropriés destinés à être préparés pour l'agriculture; ils doivent placer à la direction des coopératives des éléments sains présentant de bonnes conditions, capables et consciencieux. Les camarades chargés de la direction de l'économie collective doivent être aidés de près. Ils ne doivent pas être l'objet de changements et de mutations, comme on a fait jusqu'à présent pour les présidents et les dirigeants des coopératives. Si ces camarades ont des faiblesses au travail, il faut les aider patiemment, corriger leurs fautes, mais on ne doit pas procéder à des mutations fréquentes, comme cela s'est vérifié dans bien des cas.

Quelles sont les tâches qui se posent devant nous en ce qui concerne la collectivisation de l'agriculture? Le projet de Directives du deuxième plan quinquennal souligne clairement que jusqu'à la fin du deuxième quinquennat doivent être collectivisées entièrement toutes les régions plates de la République, ainsi qu'une bonne partie des zones de collines sur la base de l'organisation des coopératives agricoles du type de l'artel. Nous devons arriver à collectiviser 70% de la superficie arable de la République et, en organisant des collectivités agricoles des types inférieurs dans les zones montagneuses, la superficie collectivisée doit s'élever à plus de 85%. C'est là toute une révolution qui a commencé à s'ébaucher dans nos villages.

Il n'y a pas de doute que notre paysannerie travail-

leuse et patriote suivra, comme toujours, avec fidélité la voie que lui indique le Parti. Le rythme de la collectivisation du village est plus rapide que nos prévisions et nous sommes convaincus que la tâche qui se pose pour la collectivisation de la campagne peut être réalisée avant terme. Ce sera une grande victoire. (Applaudissements).

Mais faut-il se contenter du travail qui se fait à la campagne pour la collectivisation de l'agriculture? L'aide que prêtent les organismes du Parti et du pouvoir à la collectivisation de l'agriculture est-elle suffisante? Nous ne devons pas nous contenter du travail déjà effectué, pas même de l'aide qui a été accordée jusqu'à présent. Cela a été insuffisant.

Premièrement, le problème de la collectivisation de l'agriculture n'est pas considéré partout et par tous les organismes du Parti dans les régions et les districts comme un problème important. Dans certaines zones comme celles de Chkodra, Elbassan, Krouya, et Tirana, la collectivisation s'effectue lentement. Le problème de la collectivisation n'a pas attiré suffisamment l'attention des organismes d'Etat, et surtout des organismes centraux. Ceux-ci n'ont pas dégagé les tâches et n'ont pas accordé l'aide nécessaire. Ce grand problème est considéré par eux plutôt comme un travail qui doit être effectué par les organismes du Parti et de l'Etat qui s'occupent de l'agriculture. Cette grande tâche doit faire l'objet de l'attention et des soins de tous les organismes du Parti et de l'Etat parce qu'il s'agit ici de l'application de la ligne du Parti.

Deuxièmement, on doit respecter très rigoureusement le principe léniniste du libre consentement, lors de l'adhésion des paysans aux coopératives, sans effectuer aucune pression et par la persuasion. C'est la plus grande garantie pour le triomphe de la ligne du Parti et pour l'avenir de l'économie collective. Certains comités de district du Parti, comme ceux de Krouya, Lège et Koplik, entraînés par le désir d'organiser des coopératives, ont commis de graves erreurs en violant la ligne du Parti; sans avoir fait un travail politique préalable d'explication parmi les paysans et même sans avoir bien éclairé les organisations de base, ils ont employé des méthodes qui ne sont pas justes. Pour faire adhérer les paysans aux coopératives

contre leur volonté, on a fait usage de la pression; sous le prétexte qu'il est nécessaire de créer des blocs de parcelles de la coopérative, on a déplacé d'une façon inopportune les économies des paysans qui n'ont pas encore adhéré à la coopérative. Le Parti considère ces actes comme condamnables, comme contraires à sa juste ligne, et comme portant un grave préjudice à la juste politique de la collectivisation de l'agriculture. Il faut mettre fin, une fois pour toutes, à ces déformations et placer devant leur responsabilité tous ceux qui violent la ligne du Parti relative à la collectivisation de la campagne. Aujourd'hui le secteur privé de l'agriculture occupe une place considérable dans l'économie du pays; c'est pourquoi, parallèlement à la collectivisation, il faut accorder à ce secteur un appui et une aide de façon qu'il accomplisse les tâches visant à assurer des produits agricoles et d'élevage aussi abondants que possible. Cette aide continuelle de l'Etat et du Parti au secteur privé de l'agriculture constitue une aide au renforcement et à l'accélération de la collectivisation. L'aide accordée à ce secteur en crédit agraire, en engrais chimiques, en semences sélectionnées, en instrument agricoles et par l'intermédiaire des S.M.T., doit être utilisée et mise à profit au mieux par la paysannerie individuelle. Les paysans doivent utiliser sur une grande échelle l'agrotechnique nouvelle, assimiler l'expérience des meilleurs travailleurs et avancer courageusement vers la collectivisation, avenir radieux de l'agriculture.

Troisièmement, parallèlement au travail de création des coopératives nouvelles, le Parti doit consacrer une attention particulière au renforcement ultérieur des coopératives existantes du point de vue économique et d'organisation. Il faut étudier à fond la situation économique des coopératives, découvrir les ressources et les possibilités qu'elles ont pour accroître la production de l'agriculture et de l'élevage. Il faut prendre des mesures non seulement pour augmenter la production dans les coopératives, mais aussi pour assurer au peuple des produits abondants d'un bas prix de revient. Les organisations du Parti et les organismes du pouvoir doivent concentrer leur attention sur les villages où sont déjà créées des coopératives pour convaincre les paysans individuels, qui se

trouvent encore en dehors des coopératives, à y adhérer. Cette tâche ne doit pas être considérée comme moins importante que celle de la création des coopératives nouvelles.

Quatrièmement, il faut étudier la possibilité du partage des gains mensuels sous forme d'avances pour les coopérateurs. La pratique suivie dans les coopératives agricoles jusqu'à présent n'est pas entièrement appropriée. Les membres des coopératives agricoles seraient mieux stimulés et pourraient mieux satisfaire leurs besoins journaliers en instituant le système du paiement d'avances mensuelles pour le travail qu'ils effectuent. Cette question, ainsi que d'autres qui ont directement pour but de stimuler l'intérêt matériel des coopérateurs pour l'augmentation de la propriété collective, du rendement du travail, doivent être étudiées. Il faut prendre bien en considération les conditions objectives de notre pays en ce qui concerne l'organisation du travail dans les coopératives et la propriété individuelle des coopérateurs. Toutes ces questions doivent être étudiées d'une façon approfondie par les organes compétents et en cas de besoin il faut faire les modifications nécessaires aux Statuts des coopératives agricoles.

4. — La mécanisation de l'agriculture

La mécanisation de l'agriculture reste toujours l'un des principaux problèmes dont la solution pleine et entière influera foncièrement non seulement sur la bonne marche de notre agriculture, mais aussi jouera un rôle important dans la transformation socialiste de la campagne.

Au cours du premier plan quinquennal le parc des tracteurs et des machines agricoles s'est notablement accru. En appréciant la grande importance que revêt pour l'agriculture la mécanique agricole, le Comité Central a adopté des mesures pour l'accroissement de la mécanisation de l'agriculture. On a fait venir environ 390 tracteurs physiques en sus des prévisions du plan, sans compter les nombreux outillages et machines agricoles. Le réseau des S.M.T. s'est agrandi par la création de 10 S.M.T. nouvelles dans les zones agricoles les plus importantes de la Répu-

blique. Les stations de machines et de tracteurs ont fourni une grande aide aux exploitations agricoles, coopératives et individuelles. Celles-ci se sont rendues compte de près de la sollicitude spéciale dont fait preuve le Parti pour l'essor de leur économie. Aujourd'hui, nous pouvons constater avec satisfaction que la paysannerie travailleuse apprécie la grande valeur que revêt la mécanique agricole pour l'agriculture. Les tractoristes et les mécaniciens de chez nous, qui sont des fils d'ouvriers et de paysans, par le travail qu'ils effectuent à la campagne, contribuent au renforcement de l'alliance de la classe ouvrière avec la paysannerie. La situation difficile résultant de la pénurie de la force de traction, qu'on observait dans notre agriculture il y a trois ans, s'est améliorée. Les exploitations des paysans pauvres dépourvus d'animaux de travail dans les zones plates trouvent une grande aide dans la mécanique agricole. Mais malgré les mesures prises pour l'accroissement de la mécanique agricole au-dessus du niveau prévu par le premier plan quinquennal, les besoins de l'agriculture sont encore grands; la mécanique agricole est insuffisante, les travaux agricoles, par suite du manque de la mécanisation, ne sont pas exécutés à temps et durent longtemps. La mécanique n'a pas été introduite dans tous les processus du travail agricole; de ce fait, on n'assure pas les produits agricoles nécessaires et de grandes pertes se vérifient au cours de leur récolte.

Cette situation ainsi que les tâches qui sont fixées pour l'agriculture par le deuxième plan quinquennal rendent nécessaire l'accroissement de la mécanisation de l'agriculture. Les stations de machines et de tracteurs doivent être équipées de machines agricoles, de façon qu'elles exécutent non seulement les premiers travaux des champs, mais qu'elles soient utilisées aussi sur une vaste échelle dans tous les processus du travail. Il faut assurer la mécanisation complexe des travaux agricoles dans toutes les zones desservies par les stations de machines agricoles. Jusqu'en 1960, le nombre des tracteurs de 15 C. V. doit s'élever à 212% par rapport à 1955. De même, c'est dans une mesure considérable que s'accroîtra le nombre des outillages, des faucheuses, des batteuses et

autres machines destinées à la récolte des produits agricoles.

Pour l'introduction sur une vaste échelle de la mécanisation en agriculture il est indispensable de créer dans nos campagnes des conditions favorables, permettant d'exploiter à plein rendement les machines agricoles. Il faut réaliser à temps l'aménagement agraire, enlever les haies, procéder à l'unification et à l'extension des parcelles. Dans ce sens, les organismes du Parti, du pouvoir, les coopératives agricoles et la paysannerie individuelle doivent effectuer un grand travail dans l'avenir.

Dans bon nombre de districts, tels que Dourres, Louchgna, Bérati, et récemment à Krouya, on a accompli un bon travail pour le nettoyage des champs et l'extension des parcelles de terres, ce qui permet une meilleure exploitation de la mécanique agricole.

Il faut reconnaître que la mécanique agricole dont nous disposons n'est pas utilisée de façon rationnelle, elle n'est pas exploitée à plein rendement et cela ne dérive pas seulement de la situation non appropriée de nos champs, mais surtout des faiblesses dans la direction du travail des stations de machines agricoles. Il faut que le Ministère de l'Agriculture fasse preuve d'un plus grand soin pour la mécanique agricole; il faut qu'il la dirige de près et qu'il accorde sur place une aide concrète aux travailleurs des stations de machines et de tracteurs. Les dirigeants et spécialistes de la mécanique agricole doivent connaître les problèmes économiques et d'organisation des S.M.T. Le Parti et le Ministère de l'Agriculture doivent, en particulier, éduquer avec le plus grand soin les cadres des S.M.T. du point de vue technico-professionnel, ainsi que du point de vue de leur élévation politique et idéologique. Les écoles, les cours des tractoristes doivent être des centres importants d'éducation technique. Les organisations du Parti et leurs comités doivent considérer le travail avec les tractoristes comme l'une des tâches les plus importantes dans le domaine du travail du Parti à la campagne. Il faut aider les tractoristes concrètement sur le terrain, afin qu'ils puissent renforcer les liens et la collaboration avec les organisations de base du Parti dans les villages où ils travaillent. Les tractoristes sont le détachement d'avant-

garde de la classe ouvrière en ce qui concerne la réalisation de la collectivisation à la campagne. En la considérant sous cet angle, le Parti doit comprendre la grande importance de la question et les grandes tâches qui sont posées devant lui, dans le renforcement du travail dans les S.M.T. On ne peut pas considérer comme un bon dirigeant de stations de machines et de tracteurs le directeur ou l'agronome qui ne sait quels frais a entraîné un hectare, combien a coûté un quintal de céréale reçu par la S.M.T. comme rétribution, combien a coûté un quintal de céréale à l'exploitation agricole desservie par la S.M.T. Les dirigeants des S.M.T. doivent s'occuper davantage des problèmes économiques.

Les stations de la mécanique agricole doivent apprécier leur propre travail non point par la réalisation du volume du travail qu'elles accomplissent, mais par la qualité des travaux et par les rendements élevés obtenus par les exploitations agricoles desservies par le tracteur. Ce n'est qu'en appréciant de cette façon le travail qu'elles jouiront de l'amour et du respect des coopérateurs et de la paysannerie travailleuse et contribueront au renforcement de l'alliance de la classe ouvrière avec la paysannerie, à l'édification du socialisme à la campagne. Parmi nombre de travailleurs des S.M.T., on ne tient pas compte de ces enseignements; on travaille juste pour réaliser le plan de labourage du sol, on n'attache pas d'importance à la qualité des travaux et on ne suit pas l'effet exercé sur l'augmentation de la production par le travail de la mécanique. Une telle attitude doit être sévèrement frappée. Les dirigeants des stations de machines et de tracteurs, en particulier les chefs d'équipe, les agronomes des zones, ainsi que les techniciens et les spécialistes travaillant auprès des sections de l'agriculture, les techniciens agricoles des coopératives agricoles et les présidences des coopératives doivent exercer un contrôle continu sur les travaux exécutés par les S.M.T., se tenir près des tractoristes et leur enseigner à travailler.

La mécanique agricole n'est pas exploitée à plein rendement. Cela dérive de ce que les tracteurs ne sont pas bien entretenus, qu'ils subissent des pannes et ne sont pas bien réparés et à temps, que de longues interruptions se vérifient dans l'exploitation des tracteurs. Le fait de ne

pas bien organiser le travail par équipes et le manque de discipline qui est observé chez certains travailleurs des S.M.T. sont un autre facteur entraînant l'exploitation insuffisante des machines. Cette grande lacune provoque des retards dans l'accomplissement à temps des travaux agricoles, la non exécution à temps des contrats et des mécontentements dans les exploitations agricoles qui ont passé des contrats en vue d'exécuter leurs travaux agricoles par des tracteurs. On ne peut pas tolérer un relâchement semblable dans l'utilisation de la mécanique agricole. Il faut que le Ministère de l'Agriculture et les organismes du Parti et du pouvoir à la base prennent des mesures pour que la mécanique agricole soit exploitée à plein rendement. Il faut combattre la tendance nuisible qui se manifeste chez certains travailleurs de la mécanique agricole et qui consiste à laisser de côté les tracteurs usés et à utiliser outre mesure les nouveaux tracteurs. Un agissement semblable, contraire aux intérêts de l'Etat, provoque prématurément la mise hors d'usage des machines agricoles. Il faut contrôler et exécuter de façon scrupuleuse les contrats conclus entre les S.M.T. et les exploitations agricoles. Il faut frapper sévèrement, en les plaçant même devant la responsabilité légale, ceux qui sont coupables des violations des contrats. Les S.M.T. doivent s'orienter en premier lieu à travailler sur les terres des exploitations collectives. Il ne faut pas tolérer les négligences observées chez certains travailleurs de la mécanique agricole, lesquels, bien que les besoins des exploitations collectives soient grands, se laissent entraîner par des intérêts personnels et exécutent des travaux avec la mécanique agricole, qui est la propriété de l'Etat, d'abord sur les terres des exploitations individuelles et ensuite sur les terres des coopératives, ou bien ne vont pas aider les exploitations individuelles pauvres. Une telle manière d'agir n'aide pas à l'application de la ligne du Parti, mais, au contraire, lui porte préjudice.

Le travail des S.M.T. comporte une grande responsabilité. C'est de leur travail que dépend dans une grande mesure le sort de la production agricole, en particulier au cours du deuxième quinquennat, alors que la mécanisation des travaux agricoles s'accroît considérablement. Ainsi

apparaît la nécessité d'améliorer radicalement la direction du travail des S.M.T., de renoncer à la direction générale ou par paperasses qui est exercée sur les S.M.T. Les organismes centraux de l'agriculture, ainsi que la direction du Parti et du pouvoir dans les zones desservies par les S.M.T., doivent bien connaître leurs problèmes, les aider, élever au niveau voulu leur rôle pour qu'elles soient en mesure de bien accomplir la mission économique et politique qui leur a été confiée.

Il faut établir un régime plus rigoureux d'économies dans la mécanique agricole, car, par suite des frais importants et des dérèglements causés par une direction insuffisante des travaux, le prix de revient des travaux des S.M.T. est élevé. Les travailleurs des S.M.T. luttent insuffisamment pour l'utilisation des réserves intérieures et cela provient de ce que les S.M.T. ont été financées jusqu'à ce jour par le budget. Le financement, indépendamment des résultats du travail effectué par les S.M.T., crée des conditions permettant aux gens de vivre aux dépens d'autrui, ne mobilise pas les travailleurs des S.M.T. pour la diminution des dépenses nombreuses qui sont faites. Il est temps de faire les premiers essais pour transformer les S.M.T. en entreprises basées sur l'autofinancement.

5. — Le développement ultérieur des entreprises agricoles d'Etat.

Les entreprises agricoles d'Etat englobent 50% de la superficie cultivée de la République. Comme on voit, leur poids spécifique en agriculture n'est pas grand. Mais, tenant compte, d'une part, qu'elles représentent la forme la plus élevée de l'organisation de l'agriculture socialiste, considérant le rôle qu'elles doivent jouer en tant que grandes exploitations socialistes, pour l'éducation de la paysannerie et pour son acheminement sur la voie de la collectivisation et tenant compte d'autre part, des tâches particulières que le Parti leur a assignées, elles revêtent une grande importance. C'est pourquoi le Comité Central leur a consacré un soin spécial. Leur situation s'est améliorée d'une année à l'autre, elles ont augmenté leurs produits

agricoles et d'élevage. En 1955, elles ont produit et livré à l'Etat 10% des céréales, 42% des légumes, 17% de la betterave à sucre, 30% du lait, 6% de la viande sur les quantités stockées par l'Etat dans toute la République. Ce secteur s'est renforcé d'une année à l'autre.

Bien que les conditions nécessaires aient été accomplies, à savoir les travaux de construction, la mécanisation et que la force de travail en général soit stabilisée, les entreprises agricoles d'Etat ont des faiblesses prononcées dans la direction et l'organisation du travail. Il y a manque de discipline et de la négligence dans l'étude et la juste solution des problèmes concernant le développement de l'économie agricole, tel que l'étude des terres et l'introduction des assolements, et dans l'étude sur le plan économique et d'organisation pour le développement des principales branches et des branches auxiliaires. Ces lacunes ont eu pour conséquence que les grandes possibilités dont disposent les entreprises agricoles pour l'accroissement des produits agricoles et d'élevage n'ont pas été utilisées comme il faut.

Dans les entreprises ayant une direction plus solide du travail et où l'on a fait une étude plus approfondie sur le plan économique et d'organisation, on observe un accroissement notable de la production par 100 ha de terre.

Il faut attacher une attention particulière dans les entreprises agricoles d'Etat à la production des céréales, il faut étendre d'une année à l'autre la superficie cultivée de céréales, de façon que les céréales occupent la première place par rapport aux autres cultures. Etudier la rentabilité du remplacement des cultures fourragères semées actuellement dans les entreprises agricoles d'Etat par la culture du maïs qui donne une récolte élevée et qui a une grande valeur nutritive, ainsi que par d'autres plantes fourragères, tels que le tournesol et le sorgho, afin d'assurer une base fourragère abondante à l'élevage.

Ayant en vue la grande tâche posée par le deuxième plan quinquennal pour l'exploitation rationnelle de la terre, les entreprises agricoles d'Etat doivent pratiquer sur une large échelle l'obtention de deux et, là où il est possible, même de trois récoltes par an de la même terre, en combinant des cultures différentes ayant un court cycle végé-

tatif et qui donnent de hauts rendements, surtout pour les fourrages. L'expérience de l'année passée dans l'entreprise agricole de Soukthi, où sur une surface de 36 ha on a obtenu de chaque ha 420 ql de fourrages, montre que l'ensemencement trois fois par an doit s'étendre à toutes les entreprises agricoles. On doit consacrer une attention particulière dans les entreprises agricoles d'Etat surtout à la production des semences sélectionnées, à l'augmentation du nombre des animaux reproducteurs pour l'amélioration de la race du bétail, à l'application de l'agrotechnique avancée et des découvertes de la science en agriculture. Ces entreprises doivent devenir des propagatrices du nouveau à la campagne. L'accroissement du rendement des cultures céréalières, des plantes industrielles des légumes et des pommes de terre, l'élargissement de la surface ensemencée et de la fructiculture, la lutte contre les insectes et les parasites des plantes, l'utilisation économique des biens de l'entreprise, de manière à assurer des produits avec le minimum de frais, l'établissement d'une forte discipline d'Etat et le renforcement de la direction de l'entreprise, constituent les principales tâches pour lesquelles il faut lutter avec persévérance pour faire progresser les entreprises agricoles.

On doit consacrer un soin particulier à une meilleure organisation des fermes de stockage pour l'engraissement et l'élevage du porc. Les organes du stockage doivent prendre des mesures pour utiliser au maximum les fourrages naturels, les produits forestiers pour l'alimentation des porcs. Ils doivent bien exploiter et d'une manière économique la terre dont ils disposent, et, dans l'avenir, ils doivent assurer les fourrages nécessaires pour l'élevage des porcs au moyen de leurs propres ressources.

Camarades,

Je désire m'arrêter aussi sur une autre question qui est étroitement liée à l'accomplissement des tâches posées en agriculture par le IIe plan quinquennal. Il s'agit de la question des semences sélectionnées. Ce problème a été posé continuellement avec force par le Parti. L'importance des semences est connue de tous; mais, malgré cela, ce problème n'a pas encore été pleinement résolu. Peut-être

assurer les produits et les rendments planifiés sans semences sélectionnées? Tout travail, fut-il très bien effectué, ne peut avoir de succès, si on n'a pas résolu d'une façon juste le problème des semences. La production des semences est un maillon important pour l'essor de l'agriculture. Il y a trois ans on a jeté les bases d'organisation de la production des semences, on a désigné les exploitations qui doivent produire les semences, on a créé le service spécial qui s'occupe du contrôle et de l'inspection des semences, mais ce travail est insuffisant: dans la production des semences on n'a pas obtenu les résultats attendus. Il y a eu des cas où même les exploitations désignées pour la production des semences n'ont pas satisfait leurs propres besoins et l'Etat a été obligé de s'en préoccuper. Il faut que tous comprennent bien, et en premier lieu les organismes dirigeants, que ce n'est pas ainsi qu'on ira de l'avant. Le Ministère de l'Agriculture ne se préoccupe pas de ce problème d'une si grande importance. Cette question doit également être bien comprise par les comités du Parti et les comités exécutifs; autrement, pour assurer les semences sélectionnées, nous ne pouvons compter ni sur les entreprises agricoles d'Etat, ni sur les coopératives ou les exploitations agricoles d'élite, ni sur l'Institut de l'Agriculture et de la Biologie, qui s'est borné à des expériences sur les parcelles expérimentales. Le Ministère de l'Agriculture et les organismes dirigeants du Parti et du pouvoir dans les régions et les districts doivent s'intéresser continuellement au problème des semences, en contrôlant les exploitations qui ont été désignées pour la production des semences, en les aidant de manière à satisfaire leurs besoins. S'il n'est pas ainsi suivi d'en haut, le problème des semences ne peut être résolu.

Sur quoi faut-il concentrer notre travail pour la production des semences?

Nous avons des entreprises agricoles d'avant-garde et des coopératives agricoles d'élite dans différentes zones du pays, le service des semences est également créé chez nous; s'il est nécessaire de mieux réorganiser ce service, pourquoi ne désignerions nous pas des entreprises agri-

coles spéciales et des coopératives agricoles pour la production des semences sélectionnées en vue de satisfaire les besoins de leur zone? Nous devons faire cela inmanquablement. Ce n'est pas juste de continuer encore la pratique erronée, qui a été suivie jusqu'à présent, en prenant les semences d'une zone pour les porter dans une autre. Cela ne peut pas s'effectuer pour tous les genres de semences; même la semence du blé «mentana», qui est répandue dans toute l'Albanie, se développe dans des conditions climatiques qui diffèrent à Kortcha de celles de Louchgna. C'est pourquoi il faut que nous produisions des semences, fussent-elles d'une même espèce, selon les zones. Les exploitations désignées pour la production des semences doivent porter la responsabilité d'assurer les semences nécessaires pour leurs zones.

Il faut s'occuper sérieusement de la production de la semence de maïs hybride et renoncer aux expériences dans de petites parcelles isolées. Les travailleurs de l'Institut de l'Agriculture et de la Biologie, les agronomes et les spécialistes de l'agriculture dans les entreprises agricoles d'Etat, doivent aborder avec hardiesse la production de la semence du maïs hybride, en expérimentant beaucoup de croisements de couples des différentes espèces du maïs pour vérifier quelles sont celles qui donnent les meilleurs résultats. On doit, dans le courant de l'année, importer les quantités nécessaires de la semence hybride du maïs pour en ensemercer, durant l'année 1957, de grandes surfaces de maïs hybride. Le Ministère de l'Agriculture doit étudier les possibilités pour l'organisation de la production de la semence de maïs par une entreprise agricole et par quelques coopératives qui se sont distinguées dans la culture du maïs. Cela résoudra plus rapidement le problème de la production continue de la semence hybride du maïs. Afin de stimuler les exploitations agricoles qui seront désignées pour la production des semences, il faut consacrer une attention particulière au prix d'achat des semences, à l'aide spéciale que doit accorder l'Etat en cadres de spécialistes, aux engrais chimiques et autres matériaux concernant la production des semences.

6. — Le travail concernant la direction de l'agriculture

Camarades,

Les problèmes de l'agriculture sont grands parce que grand et vaste est le secteur de l'agriculture. L'agriculture intéresse toute la campagne et nous savons qu'à la campagne vit et travaille la plus grande partie de la population du pays. Arriver à résoudre d'une manière juste les problèmes de l'agriculture, comme les pose le Parti, signifie que le travail du Parti pour l'éducation de la paysannerie travailleuse a déjà fait son effet. Si nous disons que l'agriculture est encore en retard dans une zone ou une autre, relativement aux mesures qui ont été prises par l'Etat, cela s'explique par le fait que le travail des organismes du Parti, des organismes du pouvoir et de ceux de l'agriculture dans ces zones est encore faible en ce qui concerne la campagne. Dans ce cas, ne peuvent être exemptés de la responsabilité les organes centraux de l'agriculture, car on sait que l'aide qu'ils accordent est insuffisante. Les organismes centraux du pouvoir, et particulièrement ceux de l'agriculture, ont des faiblesses prononcées dans la direction du travail. Le travail est encore dirigé à l'aide des paperasses, d'une manière bureaucratique, par des formules et des instructions générales; on ne tient pas compte des particularités d'une zone ou d'une autre, car elles ne sont pas étudiées comme il faut, ne sont pas bien connues et on ne tient pas compte, non plus, des conditions nouvelles, qui se créent en agriculture comme résultat des facteurs naturels. L'esprit de bureaucratisme, qui a envahi les organes centraux de l'agriculture, se fait remarquer jusque dans ses organes de base. Ce n'est pas un fait du hasard si les hommes de la base se plaignent de ce qu'on s'occupe trop de paperasses et de formulaires, au point que même les spécialistes s'enferment dans les bureaux.

Il faut mettre un terme à la direction du travail relatif à l'agriculture et à la campagne à l'aide de paperasses, de circulaires et par des formes générales. Il faut que les organismes dirigeants du Parti et du pouvoir, les organes

de l'agriculture dans les régions et les districts et les organismes centraux aident concrètement la base, connaissent de près la production et les problèmes, et s'occupent de la production. Telle est l'aide dont la base a besoin, c'est une telle aide qu'exigent l'agriculture et la campagne; c'est dans ce sens que nous devons opérer le tournant.

Pour donner un essor encore plus grand à l'agriculture il faut que les organismes du Parti et ceux d'Etat orientent les soldats et les officiers en congé et les habitants des villes, qui ne s'occupent pas des travaux productifs, à aller à la campagne et à s'occuper de l'agriculture, de l'élevage, de la fructiculture, à exploiter la grande richesse que contient la terre, à faire un travail productif et à améliorer leur vie.

La ville est en état de satisfaire les besoins en ouvriers, et aider l'agriculture aussi avec des forces qui, dans le passé, étaient à la campagne, mais qui furent obligées par la guerre à descendre dans les villes. Les coopératives accueilleront les bras ouverts leurs paysans qui retournent de la ville et leur donneront tout leur appui pour s'établir avec leurs familles dans la coopérative.

Les entreprises agricoles d'Etat existantes et celles qui seront créées dans l'avenir ont besoin de milliers de travailleurs. Voilà où est le front du travail, c'est là que doivent s'établir les ouvriers. Des terres disponibles ou des terres nouvellement défrichées seront mises par l'Etat à la disposition de ceux qui doivent retourner à la campagne et s'occuper des travaux agricoles. Il n'y a pas de doute qu'à cet appel du Parti répondront comme toujours notre jeunesse héroïque, nos vaillants soldats et officiers démobilisés, les communistes et les patriotes, nos citoyens et citoyennes qui ne s'occupent pas de la production. L'Etat les aidera par tous les moyens: — par le crédit agraire, par des moyens et des instruments de travail, des animaux productifs, des semences sélectionnées et par des matériaux de construction, — pour s'établir définitivement dans les entreprises agricoles d'Etat, dans les coopératives agricoles ou sur des terres nouvelles. (Applaudissements).

C. — L'ELEVATION DU BIEN-ETRE MATERIEL ET DU NIVEAU CULTUREL DES MASSES TRAVAILLEUSES DURANT LE DEUXIEME QUINQUENNAT

Notre Parti du Travail et le gouvernement de la République Populaire d'Albanie se sont préoccupés continuellement de l'amélioration du bien-être matériel et de l'élévation du niveau culturel de nos masses travailleuses. Durant ces dernières années, ils ont pris une série de différentes mesures en faveur des masses travailleuses de notre pays.

Grâce à l'accroissement de la production industrielle et agricole, ont augmenté aussi nos possibilités pour un meilleur approvisionnement de la population en articles de consommation courante. En 1955, par rapport à 1950, le chiffre d'affaires du commerce socialiste par habitant s'est accru de 80%.

Durant ce quinquennat, le commerce a pris de l'extension, le peuple a été approvisionné en plus grandes quantités d'articles industriels et de produits alimentaires. Le commerce des articles industriels s'est développé et on peut dire que les tâches dans ce domaine ont été mieux accomplies. Les difficultés en relation avec la satisfaction des besoins du peuple en articles d'habillement, dans les deux premières années de la période du premier plan quinquennal, ont été surmontées. Des améliorations sensibles ont eu lieu dans l'approvisionnement du peuple en articles alimentaires; le peuple a été approvisionné avec plus de viande, de matières grasses, de sucre, de pâtes alimentaires, de fruits, de légumes, etc. Mais, même dans ce domaine, malgré les améliorations, les exigences du peuple pour quelques produits alimentaires sont grandes et, par conséquent, la demande en articles de ce genre sur le marché s'est fait sentir davantage.

Le fait d'avoir assuré le pain aux travailleurs à un prix très bas est une grande preuve qui montre que le Parti et le gouvernement en ce qui concerne ce produit essentiel ont tout fait pour que les travailleurs puissent satisfaire sans aucune difficulté leurs besoins en pain.

Durant le premier plan quinquennal, une importance particulière a été attachée à l'approvisionnement des vil-

lages. La paysannerie, par exemple, a reçu du réseau des coopératives de consommation, en 1955, 136% plus de lainages qu'en 1950, 68% plus de cotonnades et 99% plus de chaussures. De même, pendant ce temps la campagne a été approvisionnée en plus grandes quantités de ciment, de briques, de tuiles, de bois de construction, de vitres, de clous, de corde, d'ustensiles de cuisine, de postes de T.S.F., de bicyclettes et autres articles, qui ont contribué à l'amélioration de la vie à la campagne.

Comme résultat de l'amélioration de l'approvisionnement de la campagne avec des articles industriels, les achats de produits agricoles et d'élevage se sont accrus considérablement; il y a eu une augmentation des quantités des produits agricoles et d'élevage transformables, qui ont contribué à encourager la production dans les zones lointaines et à mieux approvisionner le peuple en articles de ce genre. Mais dans ce sens, malgré les succès obtenus, les coopératives de consommation n'accomplissent pas bien leurs tâches. Elles ne se sont pas étendues suffisamment dans les zones reculées. Bien des produits de ces zones sont endommagés, parce que les bases matérielles pour leur stockage et leur transformation n'ont pas été créées. Ces défauts doivent être éliminés dans les prochaines années. Durant le deuxième quinquennat seront effectués de plus grands investissements pour la construction de fabriques et d'ateliers pour la transformation et la mise en conserve du lait, des fruits et des légumes, en développant ainsi les bases matérielles pour l'utilisation de ces ressources, de manière que le marché soit mieux approvisionné en produits alimentaires.

L'alimentation sociale s'est développée durant le premier plan quinquennal et le chiffre d'affaires de ce secteur dans le commerce socialiste marque un accroissement d'environ 2 fois par rapport à 1950. Il y a eu une amélioration de l'alimentation dans les cantines des centres de travail et des écoles. Des améliorations ont été faites aussi dans l'extension de l'assortiment et l'élévation de la qualité; mais, malgré cela, l'alimentation sociale retarde encore sur les demandes. Il faut faire encore des progrès dans l'accroissement des principaux produits et dans la diminution du prix de revient. Les locaux de l'alimentation sociale, et

particulièrement les cantines et les restaurants, retardent encore sur leurs tâches pour devenir des centres d'alimentation pour les familles, afin de faciliter ainsi le travail des femmes, de libérer leurs forces de travail pour la production.

La décision du Conseil des Ministres de la République Populaire d'Albanie et du Comité Central du Parti du Travail d'Albanie, basée sur la décision du IIe Congrès du Parti du Travail d'Albanie pour la suppression partielle du système de rationnement et l'unification des prix, est une victoire de notre économie socialiste, une victoire qui prouve la justesse de la politique économique suivie par notre Parti durant cette période.

Depuis le 30 avril de cette année on a procédé à une baisse importante des prix de certains articles industriels et alimentaires pour un montant de 1 milliard 500 millions de leks, ce qui a élevé le pouvoir d'achat du peuple. Même à l'avenir, l'amélioration continuelle des conditions matérielles et culturelles des masses travailleuses sera au centre de l'attention du Parti et du gouvernement et cela sera obtenu, sans doute, par l'augmentation de la production, par la diminution du prix de revient et la diminution des frais. Cela nous permettra de faire d'autres baisses continuelles des prix pour l'élévation ultérieure du salaire réel. C'est la voie la plus juste pour l'amélioration de la situation matérielle des masses travailleuses.

La suppression des restrictions au commerce à la campagne renforcera les relations économiques entre la ville et la campagne. Le Parti et le gouvernement ont consacré et consacreront continuellement, même à l'avenir, une attention particulière au renforcement de l'alliance de la classe ouvrière avec la paysannerie travailleuse dans le domaine de la circulation des marchandises, comme dans tous les autres domaines.

Malgré les améliorations dans l'approvisionnement du peuple, il faut reconnaître que dans le commerce il y a bien des défauts, qui n'ont pas permis d'atteindre de meilleurs résultats. Les organismes du commerce, à commencer du Ministère du Commerce et de l'Union Centrale des Coopératives de Consommation ne travaillent pas bien pour connaître les besoins du peuple; ils ne connaissent pas bien

le sens esthétique et le goût des consommateurs, ils ne connaissent pas les exigences en ce qui concerne les articles pour enfants, ainsi que beaucoup d'autres articles, n'apprécient pas comme il faut l'approvisionnement suivant les saisons et les zones. De plus, les organismes du commerce ne s'adaptent pas rapidement aux variations que subit la demande et ont abouti, par conséquent, à une distribution mécanique des marchandises. Ces insuffisances ont entraîné la création, auprès des entreprises commerciales, de stocks de marchandises dépassant les normes. Les organismes du commerce n'ont pas exercé assez d'influence sur les producteurs en ce qui concerne l'amélioration de la qualité et de l'assortiment; dans bien des cas le réseau commercial a approvisionné avec des marchandises en dehors du standard et des conditions techniques. L'activité commerciale relative aux fruits et aux légumes n'a pas été satisfaisante. De même, le travail des organismes du commerce relatif à la préservation des valeurs matérielles et monétaires n'a pas été bon; il y a eu des vols et des dommages continuels.

Il est nécessaire de comprendre que les vols et les dommages sont la principale forme de la lutte de classes dans le domaine économique. C'est pourquoi, il faut renforcer le contrôle, élever la vigilance des travailleurs à un niveau supérieur, prendre les mesures pour barrer toute voie créant les possibilités qui permettent de commettre des vols et des dommages.

L'amélioration ultérieure de l'approvisionnement de la population en articles de consommation courante est et reste une des tâches primordiales de notre Parti et de notre gouvernement. C'est pourquoi, les tâches des secteurs de la production et du commerce, au cours du deuxième plan quinquennal, deviennent encore plus grandes pour créer des possibilités pour la suppression totale du système de rationnement sur la base de l'accroissement de la production et pour la baisse continue des prix sur la base de la diminution du prix de revient.

Durant le deuxième plan quinquennal, l'approvisionnement du peuple sera amélioré davantage, le peuple recevra plus de produits alimentaires et d'articles d'habillement. En 1960, le peuple recevra: 39% de sucre, 45%

de matières grasses, 37% de pâtes alimentaires, 81% de viande et de poisson, 264% de fromage et de produits similaires, 60% de haricots et de riz, 93% de légumes et de pommes de terre, 195% de lait, 21% de cotonnades, 35% de lainages, 79% de chaussures, 379% de velour et de cretonne, etc., de plus qu'en 1955.

Durant ce quinquennat sera amélioré l'approvisionnement de la campagne en matériaux de construction et en d'autres articles pour les villages et cela contribuera à l'accélération du rythme de la collectivisation à la campagne et au renforcement des coopératives agricoles. Les coopératives agricoles seront aidées, ainsi, pour accomplir les constructions nécessaires pour leurs besoins collectifs et pour les exploitations individuelles. A la fin du deuxième quinquennat, par rapport au premier quinquennat, l'approvisionnement de la campagne marquera les accroissements suivants: clous 83%, bois de construction scié 676%, vitres 123%, ciment 345%, briques 221%, tuiles 200% de plus, etc.

L'amélioration de l'approvisionnement du peuple, l'accroissement de la circulation des marchandises exigent que notre commerce socialiste améliore le travail pour la planification et la distribution des marchandises et renonce à la distribution mécanique, qui a existé jusqu'à présent, qu'il connaisse mieux les besoins du peuple et qu'il s'adapte rapidement aux changements que subit la demande, car de cette manière seulement il sera en état d'exercer une influence active sur la production. Il est nécessaire de procéder à une plus juste répartition du réseau du commerce, de s'acheminer vers la spécialisation du réseau dans les principales villes, d'améliorer le service dans les secteurs de l'alimentation sociale, d'abaisser le prix de revient. Les locaux de ce secteur, notamment les restaurants et les cantines, doivent devenir des centres pour les familles, en vue de créer toutes les possibilités afin que la force de travail des femmes participe à la production. Aujourd'hui, plus que jamais, devant les travailleurs du commerce se pose le problème d'apprendre à faire le commerce, ce qui n'est pas un travail facile, mais exige de la volonté et des efforts pour élever la culture commerciale à un niveau supérieur. Elargir et renforcer le réseau du

stockage et le réseau des ateliers de transformation des produits agricoles et d'élevage dans les zones reculées du pays, ainsi que la base matérielle du stockage. Il faut que le Parti aide au renforcement des coopératives de consommation du point de vue économique et d'organisation, afin qu'elles étendent leur activité et servent mieux comme un maillon de l'alliance de la classe ouvrière avec la paysannerie travailleuse.

Encourager le développement du marché rural et améliorer les conditions de l'activité commerciale dans les marchés paysans. Ce marché, par son développement, doit jouer, même à l'avenir, un rôle important dans l'approvisionnement du peuple. Dans les conditions actuelles du développement de l'économie populaire, le petit commerce et l'artisanat privé, sous le contrôle et l'influence de l'Etat, doivent continuer à aider l'approvisionnement du peuple, notamment dans les activités où se fait sentir le plus grand besoin en marchandises, à savoir en articles d'alimentation, en produits agricoles et d'élevage, dans les activités de l'artisanat et des services divers.

Un indice important du bien-être matériel et culturel des masses travailleuses est l'augmentation du revenu national. Durant le premier quinquennat, le revenu national s'est accru d'environ 70% par rapport à 1950. A la suite du changement de la structure sociale dans notre pays, la répartition du revenu national se fait conformément aux intérêts des masses travailleuses.

Comme dans tous les pays socialistes, dans notre pays aussi, le développement de notre économie populaire a créé les conditions pour éliminer, une fois pour toutes, le chômage. Cela a eu pour effet d'élever le bien-être des masses travailleuses et, par conséquent, d'augmenter la population. Durant le premier quinquennat, chaque année la population a augmenté en moyenne de 2,7%. Jamais pareil accroissement de la population ne s'est vérifié auparavant dans notre pays. (**Applaudissements prolongés**).

Durant le premier plan quinquennal, on a accordé aux coopératives agricoles et à la paysannerie individuelle un crédit de plus de 1 milliard de leks, et rien qu'en 1956 on leur accordera un crédit de 535 millions de leks, soit 23% de plus qu'en 1955. Des milliers de nouvelles mai-

sons d'habitation ont été construites dans nos villages. Rien que durant la période actuelle, que nous analysons, sont construites 17.152 maisons d'habitation dans les villages et les coopératives agricoles, et des milliers d'autres seront construites pendant le deuxième plan quinquennal. C'est ainsi que la vie à la campagne sera améliorée chaque année.

Une source supplémentaire pour l'accroissement du revenu des masses travailleuses sont les dépenses budgétaires pour l'instruction publique, la santé publique, les assurances sociales, les pensions, l'assistance aux mères de familles nombreuses, etc. En 1955, les dépenses pour des mesures d'ordre social et culturel s'élevaient à 1 milliard 867 millions de leks, soit 193% par rapport à l'année 1950. Les dépenses pour les assurances sociales, en 1955, s'élevaient à 249 millions de leks, soit 215% par rapport à 1950. Durant cette période, s'est accru le nombre des travailleurs et des enfants qui ont séjourné dans les maisons de repos, le nombre des jardins d'enfants, des crèches, des hôpitaux etc.

Le second plan quinquennal marque une élévation ultérieure du bien-être matériel et culturel des masses travailleuses. A la fin de l'année 1960, le revenu national augmentera de 53% par rapport à l'année 1955. Le salaire réel des ouvriers et des employés sera accru non moins de 25%, tandis que le revenu de la paysannerie augmentera d'environ 38% par rapport à 1955. Durant le deuxième plan quinquennal, les dépenses pour les mesures d'ordre social et culturel s'élèveront à 3 milliards 150 millions de leks contre 1 milliard 867 millions de leks durant le premier plan quinquennal. Durant le deuxième plan quinquennal, sera accru le nombre des élèves des écoles supérieures et secondaires, seront ouvertes 119 nouvelles écoles de 7 ans, et dans la plupart des villages où il y a plus de 25 élèves seront ouvertes des écoles de 7 ans, le nombre des écoles primaires sera accru. Le Parti et le gouvernement ont toujours en vue la tâche de créer continuellement de meilleures conditions de vie pour les enfants en bas âge et, c'est pourquoi, pendant le deuxième plan quinquennal, le nombre des crèches sera accru de 113% par rapport à 1955, seront ouvertes 221 nouveaux jardins d'en-

fants. Dans les villes et les centres de travail sera accru le nombre des jardins d'enfants donnant droit au repas de midi. Des fonds considérables seront dépensés pour la santé du peuple. Le nombre des lits dans les hôpitaux, en 1960, sera accru de 23% par rapport à 1955.

Bien que, pendant le premier plan quinquennal on ait dépensé 1.712 millions de leks pour la construction d'édifices d'habitation avec une surface de 450.500 m², le problème des maisons d'habitation pour les travailleurs reste encore un problème important, si on considère l'accroissement continu des besoins dans ce domaine. C'est pourquoi, pendant le deuxième plan quinquennal, seront dépensés pour la construction de nouveaux édifices dans les centres de travail et les villes environ 2 milliards et demi de leks, soit 45% de plus que pendant le premier plan quinquennal, avec un accroissement de 47% pour la surface. C'est le devoir de tous les travailleurs de faire preuve d'un grand intérêt pour l'entretien des immeubles, étant donné que cette question laisse beaucoup à désirer. Il faut dire que même les propriétaires des immeubles privés ne s'intéressent pas comme il faut pour leur entretien et on construit bien peu d'immeubles privés. C'est pourquoi, il faut qu'on encourage les particuliers dans cette direction par des crédits et des matériaux de construction. Le problème de la construction des maisons d'habitation doit prendre un caractère plus large et il faut que les coopératives agricoles, les paysans et les autres travailleurs construisent plus d'immeubles, en utilisant le crédit accordé par l'Etat, ainsi que leurs épargnes et d'autres revenus.

Camarades,

Les succès importants remportés dans le développement de notre économie populaire, que nous avons exposés plus haut, sont étroitement liés aux grandes transformations révolutionnaires économique-sociales réalisées par notre pouvoir populaire depuis les premières années de la période d'après la libération, transformations qui ont amené des changements dans la structure économique-sociale de notre pays.

A présent, dans notre pays nous avons deux sortes

de propriété: la propriété socialiste et la propriété privée. La propriété socialiste se présente sous deux formes: sous forme de propriété d'Etat et sous forme de propriété coopérative. La propriété socialiste d'Etat est la forme principale de propriété dans l'économie de notre pays. Elle comprend l'industrie, les richesses du sous-sol, les forêts, les transports automobiles, ferroviaires et maritimes, les entreprises agricoles d'Etat, les banques, le commerce extérieur, le commerce intérieur en gros, la partie écrasante du commerce en détail, etc. La propriété coopérative comprend la propriété coopérative de l'artisanat, celle des coopératives agricoles et celle des coopératives de consommation. La propriété privée se compose aussi de deux catégories: la propriété privée des petits producteurs et la propriété privée capitaliste basée sur l'exploitation et la spéculation.

Selon les diverses formes de propriété, notre économie est caractérisée par l'existence des principaux secteurs économiques suivants: le secteur socialiste d'Etat, le secteur socialiste coopératif, le secteur de la petite production marchande et le secteur capitaliste.

A présent, le secteur socialiste d'Etat tient les postes de commande. Il domine absolument dans le domaine de l'industrie et particulièrement dans le secteur des mines, des finances, des transports, du commerce extérieur et du commerce intérieur en gros. Il s'étend aussi au secteur agricole. Mais dans l'agriculture, le secteur de la petite production privée, qui est représenté par les économies morcelées des paysans individuels, est encore important. Le secteur coopératif domine dans l'artisanat et est en train de croître rapidement dans l'agriculture. Le secteur capitaliste est extrêmement limité.

Grâce au développement des divers secteurs de l'économie, dans notre pays on a obtenu un accroissement continu du poids spécifique du secteur socialiste (d'Etat et coopératif) dans le revenu national. En 1955, il atteignait environ 48% de tout le revenu national et on prévoit qu'en 1960 il atteindra environ 84%. (Applaudissements prolongés).

Le poids spécifique du secteur socialiste dans l'industrie par rapport à la production industrielle globale était, en 1955, de 98,1% aux prix de 1956, tandis que

celui du secteur privé n'était que de 1,90%. Il est prévu que, en 1960, ce pourcentage s'élèvera respectivement à 99% et 1%. Cela revient à dire que le problème de la propriété socialiste et de la propriété privée dans l'industrie est résolu définitivement en faveur de la propriété socialiste. **(Applaudissements prolongés).**

De même, dans le commerce, ce problème est en train d'être résolu définitivement avec succès. En 1955, le commerce socialiste a réalisé plus de 82% de la circulation des marchandises, tandis que le petit commerce privé, y compris le commerce pratiqué par la paysannerie sur les marchés, l'a réalisé à moins de 18%. Il n'y a pas de doute que, pour l'approvisionnement de la population, le secteur privé dans le commerce aura à jouer encore, durant le deuxième quinquennat, un rôle plus ou moins sensible. Toutefois, avec le renforcement du secteur socialiste dans le commerce et avec la collectivisation dans l'agriculture, le champ d'activité du secteur privé se rétrécira inmanquablement toujours davantage. Ainsi, en 1960, au moyen du secteur socialiste dans le commerce, il est prévu de vendre à la population environ 86% des marchandises et seulement 14% au moyen du secteur privé et du commerce pratiqué par la paysannerie.

Dans l'agriculture, le secteur socialiste est allé s'élargissant et se consolidant d'année en année. Tandis que, en 1950, le poids spécifique du secteur socialiste, dans le volume global de la production agricole, excepté les forêts (sur la base des prix de 1956) était d'environ 6% et celui du secteur privé de 94%, en 1955 le poids spécifique du secteur socialiste dans le volume global de la production agricole a atteint environ 14% et celui du secteur privé 86%. En 1955, le secteur socialiste a occupé plus de 20% de la superficie totale cultivée (champs), dont le secteur coopératif environ 13%, tandis que le 15 mai 1956 les coopératives, à elles seules, occupaient plus de 24% de la superficie cultivée. **(Applaudissements).** Avec le développement rapide de la collectivisation de l'agriculture, ainsi qu'il est prévu dans le projet des directives du IIIe Congrès du Parti pour le deuxième plan quinquennal, en 1960 les coopératives agricoles comprendront plus de 70% de la superficie arable et les collectivités agri-

coles plus de 15%. Les entreprises agricoles d'Etat, de leur côté, augmenteront de 56% les terres arables qu'elles ont par rapport à 1956.

Avec le développement du secteur d'Etat et coopératif dans l'agriculture, le poids spécifique du secteur socialiste dans la production agricole globale (excepté les forêts) sera en 1960 (sur la base des prix de 1956) de 78%, tandis que celui du secteur privé sera réduit à 22%.

Ainsi donc, dans l'agriculture aussi, on est en train d'assurer le triomphe total de la propriété socialiste sur la propriété privée. **(Vifs applaudissements prolongés).**

D.— LE DEVELOPPEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE, DE LA CULTURE ET DE LA SCIENCE

Parallèlement au grand travail pour l'édification des bases du socialisme dans notre pays, on réalise également avec succès la révolution culturelle. Dans le cadre de cette révolution, le développement de l'instruction publique occupe une place importante.

Les tâches posées par le IIe Congrès du Parti à l'instruction publique ont été accomplies, en général, avec succès. Durant la période en question, l'analphabétisme a été liquidé pour les personnes âgées jusqu'à 40 ans. **(Applaudissements).** Cela est une grande victoire de notre Parti et du pouvoir populaire.

Durant le premier plan quinquennal le réseau des institutions scolaires a été élargi de manière satisfaisante. En 1955, dans toutes les catégories de nos écoles étudiaient plus de 189.000 élèves et étudiants, soit 9% de plus qu'en 1950 et 3.3 fois de plus par rapport à 1938.

Sur la base des directives du IIe Congrès du Parti et des décisions spéciales prises par le Comité Central du Parti pour l'instruction publique, dans notre nouvelle école ont été marquées bien des améliorations en ce qui concerne aussi le contenu de son travail. On a combattu à l'école les survivances nuisibles du passé, l'enseignement éducatif a été amélioré, le travail idéologique a été consolidé, les écoles ont été dotées d'un plus grand nombre de manuels basés sur la méthodologie marxiste-

léniniste et la base matérielle a été améliorée et renforcée.

Le deuxième plan quinquennal prévoit une plus grande extension du réseau des écoles, ainsi que le renforcement et l'amélioration de leur base matérielle.

En 1960, dans les écoles primaires, de 7 ans et secondaires étudieront non moins de 249.000 élèves, soit 59.000 élèves de plus qu'en 1955. En outre le nombre des étudiants dans les instituts d'enseignement supérieur, dans le pays et à l'étranger, s'élèvera, en 1960, à environ 3.000 personnes, soit 31% de plus qu'en 1955.

Mais, dans notre école il y a des défauts sérieux qui doivent être éliminés.

Le lien de la théorie avec la pratique, de l'école avec la vie n'est pas du tout suffisant et les connaissances des élèves ont un caractère assez abstrait et superficiel.

Le Ministère de l'Instruction Publique et de la Culture doit prendre des mesures sérieuses pour améliorer le contenu du travail de l'enseignement éducatif dans les écoles. Notre école d'enseignement général, où passent chaque année des milliers de jeunes gens, doit éduquer les élèves dans l'esprit de l'amour du travail et les doter des aptitudes nécessaires pour le travail. Il est temps de commencer à introduire graduellement dans notre école les éléments de l'enseignement polytechnique.

En premier lieu, il faut prendre des mesures pour mieux lier la théorie à la pratique, l'enseignement à la vie. Pour cela, il est nécessaire que les programmes des écoles soient révisés, non seulement pour les débarrasser de tout ce qui est superflu et inutile, mais aussi pour y introduire graduellement quelques matières nouvelles, qui donneront à nos élèves les connaissances techniques nécessaires et pour accorder plus de place aux travaux pratiques et de laboratoire dans les cabinets et les jardins expérimentaux auprès des écoles.

En particulier, il faut améliorer le travail d'enseignement dans les écoles du village, où les élèves doivent acquérir les aptitudes et les qualités pratiques pour les travaux agricoles et être dotés des connaissances agrotechniques élémentaires.

Le deuxième plan quinquennal prévoit un plus grand accroissement du nombre des élèves et des étudiants des

écoles professionnelles et des Instituts d'enseignement supérieur, de manière que jusqu'en 1960 soient formés environ 6200 techniciens moyens dotés de l'instruction professionnelle et environ 2300 spécialistes supérieurs. Mais, il faut souligner que le Ministère de l'Instruction Publique et de la Culture et les ministères ayant à leur dépendance les écoles professionnelles doivent prendre des mesures sérieuses pour planifier d'une manière plus juste les diverses branches de spécialités et les profils de ces écoles, sur la base des besoins réels de notre pays, parce que la planification de la préparation des techniciens moyens et supérieurs a eu, jusqu'à présent, bien des défauts et a été souvent effectuée sans avoir bien étudié les perspectives du développement des différentes branches de notre économie.

D'autre part, on doit améliorer la qualité de la préparation des techniciens moyens et supérieurs, pour satisfaire comme il faut les exigences de la nouvelle technique qu'on introduit dans notre pays.

Les écoles professionnelles et les instituts supérieurs doivent être renforcés avec des pédagogues plus qualifiés et leurs laboratoires doivent s'enrichir. Attacher plus de soin à la pratique de la production et lier plus étroitement le travail des écoles professionnelles avec les lieux de travail, les fabriques, les usines, les S.M.T., les entreprises et les coopératives agricoles, afin que les futurs techniciens, moyens et supérieurs, parallèlement aux cours de classe, puissent mieux connaître, même du point de vue pratique, le processus du travail et de la production dans les secteurs pour lesquels ils se préparent.

On doit attacher une attention particulière spécialement aux écoles agricoles. Leurs programmes doivent être débarrassés de tout ce qui ne convient pas aux conditions de notre pays, de tout ce qui est stéréotypé. On doit assurer à ces écoles des exploitations suffisantes pour leur travail pratique agricole.

Notre pays avance à pas rapides vers la collectivisation. Des tâches importantes se posent, ici, au Ministère de l'Agriculture et aux organes de l'instruction publique pour préparer le cadre technique nécessaire qui dirigera le travail dans nos nouvelles coopératives. Il faut donc prendre des mesures afin que le réseau des différentes

écoles agricoles puisse assurer avec succès la formation de tous les techniciens et spécialistes divers de l'agriculture.

Le problème le plus important pour l'extension et l'amélioration du travail de l'instruction publique est la préparation du cadre. A présent, dans toutes les catégories des écoles, nous avons environ 7.300 enseignants. Durant le premier quinquennat, dans les instituts et les écoles pédagogiques ont été formés plus de 2.000 cadres, 2.200 ont passé par les cours de qualification et environ 1.400 suivent les cours par correspondance. Mais malgré cela, le niveau culturel et professionnel des cadres de l'instruction publique est encore bas.

La tâche majeure du Ministère de l'Instruction Publique et de la Culture est de prendre des mesures afin d'assurer, à la fin du deuxième quinquennat, par les écoles et les instituts pédagogiques, par les cours de qualification et l'enseignement par correspondance, l'élévation d'une manière considérable du niveau culturel des instituteurs et de leurs capacités professionnelles, mettant ainsi en application l'orientation du Parti pour introduire graduellement dans nos écoles l'enseignement polytechnique.

On doit attacher une grande importance à l'enseignement pour les adultes. Après la réalisation avec succès de la tâche principale de la lutte contre l'analphabétisme assignée par le deuxième Congrès, durant ce quinquennat on doit prendre des mesures pour continuer plus avant la lutte contre l'analphabétisme pour les personnes âgées de plus de 40 ans et surtout pour organiser et entraîner dans des cours et des écoles du soir ceux qui ont achevé les cours contre l'analphabétisme.

L'enseignement du soir et par correspondance sans se détacher de la production doit être étendu. Aujourd'hui, dans ce système s'instruisent plus de 19.000 personnes. Mais, le réseau de l'enseignement qui s'étend dans notre pays facilite dans une plus grande mesure le travail consistant à entraîner les ouvriers, les employés et la paysannerie travailleuse à fréquenter les écoles du soir et par correspondance. C'est pourquoi, l'extension de l'enseignement du soir et par correspondance sans se détacher de la production doit être considérée aussi comme

un moyen puissant pour élever le niveau culturel et les aptitudes professionnelles de nos travailleurs.

Une question très importante pour toute notre société, c'est la juste éducation des enfants de l'âge préscolaire. Les organismes de l'Etat doivent prendre des mesures afin que, dans l'avenir, soit étendu au maximum le réseau des crèches et des jardins d'enfants et soit amélioré le travail éducatif dans ces institutions. Avec les organismes du pouvoir, à cette fin doivent travailler aussi les coopératives agricoles. Au cours du deuxième plan quinquennal, les crèches et les jardins d'enfants marqueront un accroissement de 183% par rapport à 1955. De cette façon, non seulement sera assurée une meilleure éducation des enfants, mais aussi seront créées les possibilités pour que les femmes de notre pays participent à la production.

Au cours du deuxième quinquennat, sera étendu le réseau des internats. Cela a une grande importance pour la préparation des cadres pour la campagne et pour l'éducation de la jeune génération. L'extension du réseau des internats créera la possibilité pour que même les enfants, dont les familles habitent des zones où le réseau des écoles de 7 ans et secondaires ne s'est pas encore étendu, puissent fréquenter régulièrement ces catégories d'écoles. Réaliser l'enseignement général de 7 ans à la fin du IIIe quinquennat (1965), en englobant 80% des enfants qui terminent les écoles primaires. A cette fin, au cours du IIIe quinquennat seront ouvertes 200 autres écoles de 7 ans et 35 écoles-internats, ce qui signifie que l'enseignement sera étendu jusque dans les villages où l'on assurera au moins 15 élèves pour la 5e classe. C'est pourquoi, pour ces écoles, il faudra former environ 1000 nouveaux enseignants. A cette fin, il faut ouvrir, au cours de la prochaine année scolaire, un autre institut pédagogique supérieur à Chkodra. A cet effet, les organes de l'enseignement doivent prendre des mesures pour l'extension du réseau des internats, en y organisant, en même temps, un meilleur développement du travail éducatif. Les enfants qui sont accueillis dans nos internats, qu'ils soient des boursiers de l'Etat ou non, doivent être élevés de façon qu'ils deviennent un exemple, aussi bien dans les études que par leur conduite dans la société.

A la suite de l'exécution des tâches que le IIe Congrès du Parti avait assignées, d'importants succès ont été marqués également dans le développement de la culture et de l'art dans notre pays. Le réseau des centres culturels dans les villes et les campagnes s'est agrandi. Le mouvement artistique d'amateurs parmi les masses travailleuses a pris un grand essor. Les diverses publications de caractère artistique, scientifique, théorique et politique ont augmenté.

En travaillant pour la réalisation des tâches qui sont posées devant eux par le IIe plan quinquennal, lequel prévoit un très vaste développement de l'activité culturelle et des institutions culturelles, l'accroissement du réseau des cinémas, des théâtres, des maisons de culture, etc., les travailleurs de la culture et des arts doivent oeuvrer en vue d'améliorer encore davantage le travail culturel parmi les masses. En premier lieu, ils doivent renforcer l'activité culturelle et artistique à la campagne, surtout à présent que le Parti y pose des tâches très importantes en relation avec la collectivisation et le progrès de notre agriculture. Nos institutions culturelles doivent développer encore davantage la propagande de la production, le travail pour la diffusion des méthodes avancées, aussi bien dans le secteur de l'industrie que dans celui de l'agriculture.

L'activité culturelle parmi les masses doit avoir pour objectif la propagation des idées de notre Parti, la formation de la conception matérialiste du monde. Dans ce domaine, il faut attacher l'attention nécessaire à la lutte contre les préjugés et les superstitions, en diffusant parmi les masses les connaissances scientifiques.

Le Parti a veillé au développement des sports et de la culture physique. Au cours de la période qui s'est écoulée depuis le deuxième Congrès, la base matérielle nécessaire au développement de la culture physique s'est accrue et le mouvement sportif a pris de l'extension.

Pendant le deuxième quinquennat, est prévu un plus grand accroissement des fonds financiers destinés à la culture physique. Le mouvement de culture physique doit prendre une plus grande extension, comprendre dans ses rangs les larges masses de notre jeunesse, afin que celle-ci

soit mieux préparée au travail et à la défense. (Applaudissements).

Le IIe Congrès du Parti avait posé devant l'Institut des Sciences la tâche principale de lier, aussi étroitement que possible, son travail à la pratique de l'édification socialiste. Pour réaliser cette grande tâche, le Comité Central du Parti a pris des décisions importantes, qui ont contribué à étendre l'activité de notre Institut des Sciences. Au cours de cette période ont été créés trois nouveaux instituts scientifiques: celui de l'agriculture, celui de la zootechnie et celui de l'histoire et de la linguistique, et on a pris des mesures importantes pour créer de meilleures conditions aux travailleurs de la science dans leur travail créateur.

Dans le domaine de l'agriculture, les travailleurs de l'Institut des Sciences ont effectué quelques études sur les problèmes de l'agrotechnique, de la répartition de la culture du maïs par zone, des plantes industrielles, ainsi que certaines études sur l'amélioration de la race du bétail.

Dans le domaine des sciences sociales on a obtenu certains résultats importants dans l'étude de notre langue, du folklore, dans les découvertes archéologiques, et on est en train de travailler pour l'élaboration de l'histoire de l'Albanie, de l'histoire de la littérature albanaise et pour l'élaboration de la nouvelle orthographe de la langue albanaise.

Mais le travail de l'Institut des Sciences est encore en retard sur les grandes exigences de notre économie. C'est avec lenteur qu'on entraîne au travail scientifique les hommes qui ont des aptitudes et des perspectives et la collaboration avec nos départements ministériels et nos instituts supérieurs est faible.

La principale difficulté dans le développement du travail scientifique dans notre pays réside dans le fait que les cadres qui s'occupent du travail scientifique sont nouveaux, des débutants dans le travail scientifique. Ils manquent de l'expérience nécessaire dans le travail scientifique. C'est pourquoi, ils doivent déployer de grands efforts pour devenir de véritables travailleurs de la science, étudier avec persévérance les conquêtes de la science mondiale d'avant-garde, surtout de la science soviétique, attacher une grande importance à leur formation idéologi-

que — à l'assimilation de la conception matérialiste-marxiste du monde, suivre et étudier à fond et inlassablement l'expérience de la production, les faits et les documents pour aboutir à des généralisations et à des conclusions scientifiques justes.

Les organismes du Parti et de l'Etat doivent se préoccuper davantage de la formation des travailleurs scientifiques sur le plan scientifique et idéologique, car c'est la condition essentielle pour assurer le développement du travail scientifique dans notre pays du point de vue quantitatif et pour élever au niveau voulu sa qualité.

Il faut que les organismes d'Etat, et en particulier les départements ministériels intéressés, aident davantage l'Institut des Sciences pour la solution des problèmes importants concernant le développement ultérieur de l'économie et de la culture de notre pays. Il faut procurer à l'Institut des Sciences plus de cadres et plus de possibilités matérielles pour mieux faire face aux exigences des recherches scientifiques, pour mieux résoudre les problèmes importants et urgents de notre économie et de notre culture socialistes, que pose le deuxième plan quinquennal.

Dans le domaine des sciences agricole et biologique, il faut donner de l'extension aux recherches scientifiques dans tous les secteurs. Attacher une importance particulière aux problèmes de l'accroissement des rendements en agriculture, aux problèmes des céréales panifiables, des plantes industrielles, en particulier du maïs, de la répartition des cultures par zones, aux problèmes de l'économie agricole, etc..

De même, il est nécessaire que l'Institut de la Zootechnie donne de l'extension à ses études, en attachant une importance primordiale à l'étude des problèmes de l'amélioration et de l'accroissement de la productivité de l'élevage, de l'amélioration de la base fourragère, etc..

La thématique des études durant le deuxième quinquennat dans le domaine des sciences techniques doit être liée aux problèmes importants de l'industrie et des mines, dont la solution avec succès assurera à notre pays de grands avantages économiques.

L'Institut de l'Histoire et de la Linguistique est tenu de travailler pour l'élaboration de l'Histoire de l'Albanie, de l'Histoire de l'Etat et du droit, et de l'Histoire de la

littérature albanaise, dont la publication sera un événement important dans la vie idéologique de notre pays. En outre, doivent être effectuées des études pour la préparation de la Grammaire de la langue albanaise, qui constituera une contribution précieuse à la normalisation de la langue littéraire nationale, ainsi que les travaux préparatoires pour l'élaboration du Dictionnaire normatif de la langue albanaise.

Attacher une importance particulière aux fouilles archéologiques, qui mettront à la lumière les grandes richesses culturelles de notre peuple.

Une tâche importante de l'Institut de l'Histoire et de la Linguistique, au cours du présent quinquennat, ce sera l'extension du travail pour la collecte et l'étude de la riche création populaire dans le domaine du folklore et de l'éthnographie et la conservation et l'étude des monuments de la culture. Il faut faire preuve d'un soin particulier pour la qualification des cadres scientifiques et pour leur élévation idéo-politique.

E. — LE DEVELOPPEMENT ULTERIEUR DE LA DEMOCRATISATION ET DE LA CONSOLIDATION DU POUVOIR POPULAIRE. LE RENFORCEMENT ULTERIEUR DE LA LEGALITE SOCIALISTE.

Durant la période entre les deux congrès ont été réalisés des progrès dans le renforcement du pouvoir populaire.

Le Comité Central du Parti et le gouvernement ont adopté des mesures importantes pour rapprocher le plus possible le pouvoir des masses populaires, pour élever son rôle de direction et d'organisation. Mais, en tout cas, il faut que nous ayons en vue que les devoirs pour la consolidation de notre pouvoir populaire sont encore très importants, et il y a encore beaucoup de défauts et d'erreurs qu'il faut corriger.

En général, l'activité des conseils populaires, aussi bien dans les régions que dans les districts, et, encore davantage, dans les villages, est encore limitée. Ils se réunissent de temps à autre seulement pour écouter des rap-

ports généraux, et ne se consacrent pas aux problèmes concrets de l'édification économique et culturelle du pays. Les conseils de village ne se réunissent pas régulièrement et le travail est concentré seulement entre les mains du président. Il en est de même des autres formes de travail, telles que les commissions auprès des conseils populaires, les larges réunions des travailleurs actifs, etc., formes par lesquelles les membres des conseils populaires, ainsi que les larges masses travailleuses, doivent être activés pour qu'ils puissent donner leur contribution.

Naturellement, il ne s'agit pas de simples défauts d'organisation. Le non fonctionnement des conseils et le manque d'activation de ses membres constituent, en premier lieu, des violations du principe fondamental sur lequel est édifié notre pouvoir populaire. Il est clair qu'un conseil populaire pour la forme, qui se réunit de temps en temps pour écouter un rapport général, ne peut exercer ses importantes fonctions de direction sur les organes exécutifs. Il résulte de là que les comités exécutifs commencent à se sentir détachés des conseils qui les ont élus, restent en dehors de leur contrôle, ne se considèrent pas obligés de rendre compte à leurs électeurs, ce qui conduit graduellement à l'élimination du contrôle des masses sur leur pouvoir. Cela est très dangereux et porte un grave préjudice à notre pouvoir populaire, entrave son renforcement, sa démocratisation.

Le devoir du député et du membre de conseil de prendre une part active à la solution des problèmes variés et concrets relatifs à l'édification économique et culturelle du pays, ainsi que le devoir de rendre compte devant les électeurs, est un des principes fondamentaux consacrés par la Constitution de notre République, un principe ayant trait au caractère démocratique et populaire de notre pouvoir.

Mais, souvent, certains députés ne se considèrent pas obligés de mettre en oeuvre ce devoir important et fondamental. Cela va encore plus mal en ce qui concerne les membres des conseils populaires.

On ne doit pas tolérer une pareille situation, des cas comme celui qui a eu lieu dans l'ex-région de Tirana ou, l'année passée, sur 75 membres du conseil populaire de la région, 20 seulement ont pris contact avec les électeurs.

ou bien comme celui qui a eu lieu dans le district de Kuznets dont le comité exécutif, deux années durant, ne s'est point soucié de répondre aux demandes des membres du conseil.

La participation des masses aux élections est d'une très grande importance et une question de principe; elle est à la base de l'édification d'un pouvoir démocratique et populaire comme le nôtre; mais ce n'est là qu'un aspect du caractère populaire de notre pouvoir. L'autre aspect, qui est également une question de principe et qui est tout aussi important, consiste à entraîner les masses dans les affaires du pouvoir, à activer les représentants du peuple dans l'administration du pays, à assurer le contrôle des masses sur les députés et les organes élus du pouvoir.

Il est, donc, indispensable que le Parti consacre une attention particulière à ces problèmes, qui ont une très grande importance pour le renforcement et la démocratisation ultérieure du pouvoir populaire et qu'il voie dans le fonctionnement actif des conseils populaires, dans l'activation des députés, dans l'animation des diverses formes, les moyens uniques et les plus puissants pour augmenter la participation des travailleurs, pour accroître l'activité des larges masses du peuple dans la solution des très importantes tâches de l'édification du socialisme dans notre pays et pour la démocratisation ultérieure de notre pouvoir populaire.

Une très grande attention doit être consacrée à la consolidation de l'appareil d'Etat, en élevant son rôle d'organisation et de direction. Le Comité Central du Parti a adopté d'importantes mesures pour améliorer la structure de l'appareil d'Etat, pour le rapprocher le plus possible de la base, pour le rendre plus expéditif et le moins coûteux possible.

C'est dans ce but qu'on a effectué la nouvelle division administrative, en l'adaptant le plus possible aux besoins et aux devoirs actuels du pouvoir local, qu'on a fusionné ou éliminé les instances superflues dans les diverses institutions ou organismes d'Etat, qui étaient devenues des obstacles pour un travail plus expéditif et plus étroitement lié aux besoins de la production, qu'on a réduit de plus de 3000 personnes l'appareil central et local d'Etat,

en éloignant celles qui étaient superflues et qui gonflaient l'appareil d'Etat, en élevant, sans raison, les dépenses administratives, qu'on a accru les compétences de l'appareil local et éliminé la centralisation excessive dans la planification de l'agriculture.

Le résultat de ces mesures, c'est l'amélioration du travail dans notre appareil d'Etat et l'amélioration de la méthode de direction. Mais ce serait une grande erreur de se contenter de l'adoption de ces décisions. Toutes ces mesures resteront sur le papier, si le Parti ne fait pas preuve de vigilance pour découvrir les grands défauts que nous avons encore dans le travail de notre appareil d'Etat et s'il ne continue pas, dans l'avenir aussi, à lutter avec persévérance, pour la consolidation continue et systématique de l'appareil d'Etat, pour le perfectionnement de sa structure et de son travail.

Notre appareil d'Etat sera en mesure de porter parmi les masses la ligne du Parti et de lutter pour la mettre en oeuvre d'une manière juste, dans le cas où il renforcera ses liens avec les masses.

«... Nous avons «un moyen merveilleux» — disait Lénine — pour **décupler** immédiatement, d'un seul coup, notre appareil d'Etat, moyen qu'aucun Etat capitaliste ne possède et ne pourra jamais posséder. Cette chose «merveilleuse» consiste à entraîner les travailleurs dans l'activité quotidienne de la direction de l'Etat». (Oeuvres choisies de V.I. Lénine «Sur le travail de l'appareil d'Etat soviétique», page 27, éd. russe, Moscou 1955). Ce grand enseignement de Lénine, qui fonde la force de l'appareil étatique du peuple sur les liens étroits avec les larges masses des travailleurs, est le principe qui doit servir de base au Parti dans son activité pour le renforcement et l'amélioration du travail de l'appareil d'Etat.

Mais c'est justement ici, dans l'absence d'un lien solide avec les masses, que résident les principales faiblesses de notre appareil d'Etat.

Il suffit de rappeler qu'il y a plus de 18.000 membres des conseils populaires; il suffit de tenir compte de l'aide importante qu'ont donnée les consultations et les réunions des travailleurs actifs organisées par le Comité Central pour certains problèmes importants, comme par exemple pour l'exploitation des réserves intérieures; il suffit de

rappeler les conférences avec les travailleurs de l'agriculture, des S.M.T., des entreprises agricoles d'Etat où les propositions précieuses des diverses collectivités de travailleurs, lorsqu'on les a chargés de tâches concrètes pour l'accroissement de la production, pour la réduction du prix de revient, etc., on se rendra bien compte, alors, des forces colossales que gardent dans leur sein nos masses laborieuses, on se rendra bien compte combien elles peuvent aider à réaliser et à dépasser les plans d'Etat pour le plus grand développement de notre pays dans la voie de l'édification du socialisme. Mais ces réunions des travailleurs actifs et ces consultations sont très rares, et les comités exécutifs sont trop en retard en ce qui concerne leur devoir en vue d'entraîner les masses travailleuses à la solution des tâches concrètes de l'édification économique et culturelle.

Le fait de ne pas comprendre justement et suffisamment le grand principe léniniste du lien étroit de l'appareil d'Etat avec les masses mène infailliblement à l'augmentation du bureaucratisme, à l'accroissement et au gonflement de l'appareil administratif.

Le Parti doit avoir en vue qu'avec cela la tâche de la simplification et de l'amélioration de notre appareil n'a pas pris fin.

L'amélioration du travail de l'appareil d'Etat demande qu'on mène une lutte plus intransigeante contre le bureaucratisme et en vue d'intensifier le caractère expéditif du travail des organismes d'Etat. La lutte contre le bureaucratisme n'est pas encore à la hauteur voulue. Dans notre appareil d'Etat central et local on use de beaucoup de circulaires et d'écrits; il y a beaucoup de dirigeants qui s'occupent plutôt d'écrits que de l'organisation du travail, de la direction expéditive des affaires et de l'organisation des masses travailleuses pour la réalisation des grandes tâches dont ils sont chargés. Ainsi, pendant que les écrits suivent leur cours, les affaires traînent. De grandes lenteurs sont constatées dans la satisfaction des demandes du peuple.

Un point encore très faible c'est le contrôle de l'exécution des décisions. Les contrôles sont nombreux. Il y a un va-et-vient de la part de beaucoup de gens et cela entraîne des dépenses considérables pour l'Etat. Mais le

travail de contrôle concernant l'exécution des décisions ne marche pas bien. La cause essentielle c'est que le contrôle est laissé principalement aux employés du rang inférieur, tandis que les principaux responsables ne s'occupent pas du contrôle de l'exécution des décisions et se préoccupent peu des résultats du contrôle. C'est de là que découle, aussi, la mauvaise qualité du contrôle. Cette situation doit être améliorée.

Nous devons avoir en vue que la bonne organisation du contrôle de l'exécution des décisions est le moyen le plus puissant pour remédier aux insuffisances et pour réaliser les tâches. Le renforcement du contrôle sur l'exécution des décisions exige qu'on attache également une grande importance au contrôle d'en bas.

Par conséquent, les organisations du Parti doivent veiller de façon particulière à développer la critique des masses, critique qui contribuera à renforcer davantage le pouvoir populaire.

Un autre important principe léniniste, dont le Parti doit tenir compte, c'est la lutte pour le renforcement de la direction collective dans les organismes élus du pouvoir. Dans les ministères et les entreprises doivent fonctionner régulièrement les collègues.

En même temps, la responsabilité personnelle doit être renforcée davantage, de façon que chaque dirigeant, chaque travailleur de notre appareil d'Etat se sente pleinement responsable des tâches dont il est chargé. C'est là une condition indispensable pour raffermir la discipline d'Etat et pour assurer une meilleure réalisation des tâches.

Les cadres qui travaillent dans l'appareil d'Etat jouent un rôle décisif dans la bonne marche des affaires.

Beaucoup de cadres étudient et font des efforts en vue d'élever leur niveau culturel et professionnel. Mais il y en a aussi beaucoup qui n'attachent pas de soin à leur éducation.

Les organismes centraux d'Etat doivent mieux organiser leur travail dans ce sens; ils doivent organiser des cours spéciaux pour l'éducation des cadres du pouvoir local, particulièrement pour ceux des districts et des localités. Ils doivent mieux organiser les groupes d'études dirigées, pour les travailleurs de l'appareil des comités exécutifs.

La tâche du Parti consiste à assurer l'application de toutes les mesures pour l'éducation des cadres du pouvoir, de façon qu'ils s'élèvent, se perfectionnent et assimilent l'expérience de direction.

La consolidation de notre Etat est étroitement liée au renforcement de la légalité socialiste. Notre légalité aide à la consolidation de la base socialiste, au développement des relations sociales socialistes. Elle défend et développe l'ordre politique et social, défend les intérêts de tous les travailleurs.

L'expérience de notre Parti a montré que les ennemis ont tenté d'exploiter tout relâchement de notre légalité. Les mesures adoptées par le Parti ont consolidé davantage notre légalité socialiste et ont renforcé sa direction et son contrôle. Mais il y a encore des faiblesses dans le domaine de la légalité.

De la part des comités exécutifs de district, et surtout des organes locaux inférieurs, il y a de nombreux cas de violation des lois, d'actes arbitraires et de violation des droits des citoyens.

Les organismes judiciaires, d'instruction etc., qui sont chargés de la défense de la légalité, souvent dans leur travail pratique ne se montrent pas à la hauteur voulue et permettent la violation des lois.

La non observation et la non application des lois et des décisions du Parti sont la cause essentielle des irrégularités, de l'insuffisance, dans la bonne administration de la propriété socialiste, des vols, des endommagements etc.

Tout cela prouve qu'on ne travaille pas assez pour faire connaître les lois, on ne travaille pas assez pour éduquer les cadres et les travailleurs dans l'esprit de notre légalité socialiste, dans l'esprit du respect rigoureux des lois, des décisions du Parti et du gouvernement.

Les organismes centraux de la justice n'ont pas encore élevé à la hauteur voulue l'aide et le contrôle pour le renforcement de la légalité. De même ils ont peu fait pour renforcer la lutte préventive contre les crimes. Leur travail pour l'éducation et l'élévation de leurs cadres est faible. Ce sont là des questions très importantes qui jouent un rôle décisif pour l'amélioration du travail de nos organes de la justice et pour le renforcement de la légalité.

Par conséquent, les organes de la justice doivent prendre des mesures sérieuses pour remédier à ces défauts, parce que sans un contrôle bien organisé, sans une amélioration de l'aide, sans un travail systématique et qualifié pour l'éducation du cadre, on ne peut pas assurer la défense et le renforcement de notre légalité. En même temps il est nécessaire que le Parti consacre une grande importance au renforcement de la légalité. Le contrôle du Parti sur tous les organes chargés de la sauvegarde de la légalité doit être renforcé. Une grande importance doit être attachée au choix du cadre, au renforcement des organes de la justice par des cadres aptes, élevés politiquement, intègres, honnêtes et consciencieux. Les organisations du Parti doivent démasquer et combattre sans pitié toute violation et tout transgresseur de nos lois; elles doivent combattre avec la plus grande rigueur et avec la plus grande résolution la violation des droits des citoyens et les actes arbitraires, car c'est seulement ainsi que pourront être renforcés notre justice et notre pouvoir populaire.

Camarades,

La situation intérieure du pays s'est beaucoup consolidée et sera consolidée chaque jour davantage. Cette grande victoire est due à notre Parti du Travail, fidèle au marxisme-léninisme, qui, par sa politique sage et prévoyante, a assuré à notre peuple héroïque, laborieux et épris de paix, tous ces succès politiques, économiques, culturels et sociaux.

Notre peuple et notre Parti, durant ces années d'après la libération, années pleines de luttes et de victoires, ont créé des bases solides pour faire des pas importants en avant. Certainement, ni le peuple, ni son Parti du Travail n'ont et n'auront le vertige des succès. Ils savent que tout s'acquiert par la lutte, par des efforts, par de l'héroïsme.

Pour consolider davantage le République Populaire d'Albanie, son économie, sa capacité de défense, des tâches importantes surgissent devant le Parti et le peuple pour réaliser avec succès le deuxième plan quinquennal.

1.— Exploiter au maximum les capacités de production de notre industrie et accroître encore davantage les produits industriels, produire le plus possible, le mieux

et le moins cher possible pour le peuple. Exploiter au maximum les capacités internes, économiser le lek du peuple, veiller à la propriété socialiste du peuple.

2.— Organiser partout le travail de manière parfaite, renforcer la discipline du plan, augmenter sans cesse le rendement du travail ce qui est un facteur important pour obtenir de grands succès dans l'élévation et le développement de l'économie, dans l'amélioration de la vie du peuple.

3.— Une grande attention doit être consacrée au développement plus rapide de l'agriculture; il faut réaliser les tâches de l'agriculture relatives à la collectivisation; les produits agricoles et d'élevage doivent être augmentés. Une grande importance doit être accordée à la production des céréales, spécialement à la culture du maïs, afin d'assurer la production du pain dans le pays. On doit lutter fermement pour le défrichement des terres nouvelles et l'élévation du rendement de toutes les cultures, aussi bien céréalières qu'industrielles. On doit attacher une grande importance au développement de l'élevage pour assurer des produits abondants au peuple. A cette fin on doit faire preuve d'une sollicitude spéciale pour assurer la base fourragère du bétail.

4.— Tout doit être orienté vers le but essentiel et unique: augmenter le bien-être du peuple, élever le niveau de vie des travailleurs. Toute la lutte du Parti, de la classe ouvrière, de la jeunesse et de tous les travailleurs doit s'inspirer de ce but sacré.

5.— Il faut lutter constamment pour la consolidation et la modernisation du pouvoir populaire pour qu'il devienne apte à répondre au mieux aux besoins du peuple et soit aimé de lui; il faut renforcer la légalité, lutter sans merci contre les ennemis, contre les transgresseurs des lois et des droits des citoyens. Il faut lutter contre le bureaucratisme et travailler sans relâche pour l'épuration de l'appareil d'Etat des parasites, et pour éviter les dépenses inutiles. L'appareil d'Etat doit être aussi simple que possible, très peu coûteux et très expéditif. Les fonctionnaires d'Etat doivent être un exemple de discipline, d'honnêteté et de justice.

6.— L'alliance entre la classe ouvrière et la paysannerie travailleuse, base du pouvoir populaire, doit être consolidée chaque jour davantage. L'unité politique, idéologique et d'organisation de notre peuple doit être renforcée. Que les masses travailleuses du pays soient éduquées et animées comme toujours de l'esprit du plus haut patriotisme; que le peuple, la classe ouvrière, la jeunesse, les intellectuels soient éduqués avec les traditions héroïques de notre peuple et de notre Parti, avec les traditions d'héroïsme, de noblesse et de justice qui ont de tout temps caractérisé notre glorieux peuple, qu'ils soient éduqués dans l'esprit de l'internationalisme prolétarien. Que le peuple albanais, plus que jamais, resserre ses rangs autour de son Parti bien-aimé du Travail, qui l'a libéré du lourd esclavage séculaire, qui le conduit à la victoire du socialisme, sous le glorieux drapeau du marxisme-léninisme. **(Tempête d'applaudissements prolongés).**

III.

LE PARTI

Camarades,

Toutes les victoires, que le peuple albanais a remportées depuis sa lutte de libération nationale jusqu'à nos jours, sont dûes à la juste direction du Parti du Travail d'Albanie. C'est le Parti qui a mobilisé et conduit notre peuple à la victoire de la libération; c'est le Parti qui mobilise et dirige notre peuple dans la grande oeuvre historique de l'édification du socialisme en Albanie. Le Parti du Travail est la force dirigeante, l'inspirateur et l'organisateur de la vie de notre pays. Pour le Parti il n'y a pas d'intérêts plus sublimes que les intérêts de la classe ouvrière, les intérêts de tous les travailleurs de notre pays.

Le raffermissement de l'unité idéologique, politique et d'organisation, qui constitue la force invincible du Parti, a été et reste la condition primordiale pour la réalisation avec succès de son rôle dirigeant de la part de notre Parti. Notre Parti s'est basé et se basera toujours sur les principes marxistes-léninistes et, depuis le jour de sa fondation, il a combattu toutes les manifestations et tentatives visant à déformer sa voie marxiste-léniniste, à briser ou à affaiblir l'unité du Parti. Il a lutté contre tous les ennemis du marxisme-léninisme, se présentant sous n'importe quel masque. Notre Parti a toujours considéré que la politique de principe est la seule politique juste et, en combattant, a préservé la pureté de ses rangs et gardé intacte son unité. (**Applaudissements**).

Notre Parti vient, aujourd'hui, au IIIe Congrès plus

fort, compact, monolithique et uni comme un seul corps autour du Comité Central.

La force invincible de notre Parti réside dans ses liens indissolubles avec les masses, lesquelles, voyant dans notre Parti du Travail leur propre Parti, l'ont entouré d'un amour chaleureux et d'une foi inébranlable. L'accroissement et le renforcement toujours plus grands des organisations de masse, dirigées par le Parti, dans la période que nous analysons, sont l'expression de cette réalité. Notre Parti maintient des liens étroits et dirige, d'une manière organisée, presque toutes les masses laborieuses de notre pays. Par l'intermédiaire de ces organisations, notre Parti éduque les masses laborieuses et les mobilise pour la réalisation des tâches, il écoute attentivement leur voix, leurs exigences et leurs propositions.

L'accroissement du Parti avec des éléments issus des rangs de la classe ouvrière et des masses travailleuses est une autre expression des liens intimes du Parti avec les masses. Au 1er avril 1956, notre Parti comptait 41.372 membres et 7.272 stagiaires, c'est à dire 4226 communistes de plus qu'au IIe Congrès. Les hommes les plus résolus, les meilleurs combattants pour l'accomplissement des tâches du Parti ont rempli les rangs du Parti.

Arrêtons-nous, maintenant, plus concrètement sur quelques uns des problèmes les plus importants du travail du Parti.

1. — Le renforcement de la composition du Parti.

Comme le marxisme-léninisme et l'expérience du Parti nous l'enseignent, la force du Parti et l'unité de fer de ses rangs résident, avant tout, dans la composition sociale du Parti, dans la qualité et la pureté de ses rangs. C'est pour cette raison que le renforcement de la composition du Parti a toujours été et reste l'un des principaux problèmes.

Dans la période qui nous sépare du IIe Congrès, les organisations du Parti ont déployé un travail plus soigneux pour faire entrer dans les rangs du Parti les hommes les meilleurs, les plus fidèles et les plus résolus et, en premier lieu, ceux provenant de la classe ouvrière, de

la paysannerie travailleuse et de l'intelligentsia populaire. Par conséquent, quelques succès ont été marqués dans l'amélioration de la composition du Parti. Au II^e Congrès, dans le Parti, les membres ayant une situation sociale ouvrière ne représentaient que 11,5% des effectifs, tandis que, aujourd'hui, ils représentent 17,7% des effectifs, soit un accroissement de 6,2% environ. Dans les admissions au Parti faites durant cette période, les ouvriers représentent les 23.55% des effectifs, les membres des coopératives agricoles 6.18%, les membres des coopératives d'artisanat 2.61%, les paysans pauvres et moyens 37,5%, tandis que les employés, étudiants et autres 30.15%.

D'après les chiffres susmentionnés, il ressort que, malgré quelques améliorations, en comparaison avec le passé, dans le travail pour l'amélioration de la composition du Parti, et, particulièrement en ce qui concerne l'accroissement plus rapide de ses rangs avec des ouvriers, nous n'avons pas encore fait des progrès suffisants. Les ouvriers admis au Parti non seulement ne tiennent pas la première place parmi tous les admis, mais encore leur pourcentage, en comparaison avec celui des membres issus des autres couches, et notamment avec celui des employés, continue à n'être point satisfaisant.

Dans notre pays sont créées toutes les possibilités pour raffermir continuellement la composition du Parti étant donné que notre industrie a été déjà édiflée et s'est agrandie. L'accroissement des rangs du Parti avec des éléments provenant du sein de la classe ouvrière est une question vitale pour le Parti. Cependant on constate que certains comités et organisations du Parti n'envisagent pas comme il faut le problème de la préparation des éléments de la classe ouvrière pour leur admission au Parti, mais se soumettent souvent aux demandes avancées et se laissent tromper par les phrases et les formes extérieures dont les gens de bureau, par leur métier, savent se servir vite et mieux que les autres. Les organisations du Parti doivent bien comprendre qu'il est grand temps d'augmenter d'une manière plus nette le pourcentage des ouvriers sur l'effectif général du Parti et d'éduquer, par une lutte active, les éléments de la classe ouvrière. Naturellement, cela ne veut pas dire que, dorénavant, nous devons ouvrir les

portes du Parti, sans aucune précaution, à tous les ouvriers qui désireraient entrer au Parti. L'admission au Parti se fait exclusivement à titre individuel et après une vérification soignée de toutes les aptitudes de celui qui désire entrer dans les rangs du Parti. Il ne faut pas oublier que la classe ouvrière ne vit pas isolée des autres classes et couches du peuple de notre pays. Chaque jour la classe ouvrière s'accroît et s'élargit avec des éléments nouveaux provenant des rangs de la paysannerie travailleuse ou des couches sociales de la ville, qui portent en eux la mentalité petite-bourgeoise, la psychologie de la propriété privée, etc. C'est pourquoi, il faut savoir choisir pour le Parti, principalement des éléments de la classe ouvrière, qui, par des efforts continus, par un travail plus ou moins long dans l'industrie et dans les mines, par un travail organisé pour leur éducation, aient forgé leur propre conscience de classe d'avant-garde.

Il n'y a pas de doute que, en consacrant l'attention principalement à la question de l'admission au Parti des ouvriers, on ne doit pas sous-estimer ou négliger l'admission des travailleurs des autres couches et, particulièrement, des membres des coopératives agricoles et des éléments provenant des couches pauvres, des éléments résolus et éprouvés, d'un passé sans taches et prêts à combattre avec abnégation pour la cause du Parti. Cependant, il faut avoir en vue que le pourcentage écrasant des admissions au Parti doit revenir aux ouvriers et que, pour freiner la pénétration du bureaucratisme dans le Parti, les organisations du Parti doivent augmenter leurs exigences envers les employés, les paysans moyens etc., qui demandent à être admis au Parti.

Une autre question importante dans le travail pour le renforcement de la composition du Parti est l'amélioration du travail avec les stagiaires du Parti.

Se basant sur les décisions du IIe Congrès du Parti et sur les décisions du VIIe Plénum du Comité Central, les organisations du Parti, pendant la période que nous examinons, ont accompli un travail plus attentif avec les stagiaires du Parti. La question de la disproportion injustifiée, qui existait entre le nombre des membres du Parti et celui des stagiaires, est déjà résolue. Alors que, lors du IIe Congrès du Parti du Travail d'Albanie, les stagiaires

représentaient 32,6% des effectifs, au 1er avril 1956 ils ne représentaient que 14,9%. Parallèlement à cela, les organisations du Parti ont mieux travaillé également pour la préparation et pour l'éducation des stagiaires, en les entraînant vigoureusement dans les activités qu'elles déploient.

Mais, dans le travail avec les stagiaires se vérifient des défauts importants. Dans nos organisations du Parti, non seulement on n'a pas encore extirpé la pratique consistant à laisser traîner, pendant des années, le stage des candidats, mais il y a un nombre considérable de stagiaires qui ont déjà accompli une ou même plusieurs fois leur stage, sans que leur question trouve de solution. Un pareil état de choses montre clairement non seulement les faiblesses dans le travail de ces organisations avec les stagiaires, mais aussi les faiblesses sérieuses dans leur propre vie intérieure. Cette situation montre que ces organisations du Parti n'ont pas organisé leur travail à un niveau tel que l'élan de l'activité, le travail quotidien, la critique et l'autocritique etc. puissent faire ressortir le plus vite possible les aspects négatifs et positifs du stagiaire, le tremper pendant la période de son stage et le rendre apte à devenir membre du Parti. D'autre part, cela montre que certaines organisations du Parti ne considèrent pas le stage comme une période d'épreuve pendant laquelle l'organisation vérifie les qualités personnelles du stagiaire et le contrôle pour s'assurer si le stagiaire mérite d'être admis au Parti.

La situation dans l'organisation du district de Bérat, où 72,9% des stagiaires ont dépassé le délai du stage, où il y a encore 107 stagiaires des années 1948 et 1949, démontre que, dans cette organisation, non seulement les organisations de base, mais aussi les stagiaires eux-mêmes, ont «oublié» qu'ils sont en épreuve.

Le travail de préparation et d'éducation des stagiaires du Parti est étroitement lié à tout le travail mené par le Parti pour l'éducation des jeunes communistes. Il est notoire que les admissions au Parti doivent être accompagnées d'un travail intense de la part des organisations du Parti, pour l'éducation des jeunes communistes, pour élever ceux-ci à la hauteur de leurs tâches. Mais il faut dire que, souvent, l'attention, dont doivent être l'objet les

jeunes communistes, prend fin aussitôt après la décision de l'organisation concernant leur admission au Parti. Et quand on agit ainsi, des défauts sérieux se manifestent, naturellement dans la vie même des organisations du Parti. Au lieu de préparer et d'éduquer soigneusement les communistes, on a recours aux sanctions, on se plaint de la violation de la discipline du Parti ou du non accomplissement des tâches, etc..

2. — Le développement de l'autocritique et de la critique, notamment de la critique venant d'en bas, ainsi que le renforcement de la discipline du Parti et de l'Etat, sont deux devoirs très importants pour le renforcement du rôle dirigeant du Parti et pour l'accomplissement des grandes tâches qui se posent devant nous

Depuis le IIe Congrès du Parti jusqu'à présent, des succès ont été obtenus également en ce qui concerne le développement de la critique et de l'autocritique dans le Parti. En créant des conditions plus cordiales, tout en écoutant avec plus de soin les observations et les suggestions de la masse du Parti et des masses sans-parti, en améliorant l'éducation des communistes, sont créées les possibilités pour développer plus largement et d'une manière plus juste la critique venant d'en bas. Tout cela a aidé à accroître l'activité et l'initiative des membres du Parti, des organisations de base du Parti elles-mêmes et, en même temps, à augmenter le contrôle des masses du Parti et de celles sans-parti sur les organismes élus. Les discussions des problèmes importants dans le Parti, dans les organisations de base, dans les plénums, dans les réunions des cadres actifs, dans les conférences, et particulièrement dans les assemblées de compte-rendu et d'élections, ont été de vraies tribunes pour un plus large développement de la critique et de l'autocritique. Il suffit de mentionner que, lors des élections de l'année dernière, plus de 59% des participants à ces assemblées ont pris part aux discussions, en faisant des observations sur le travail des bureaux, des comités du Parti et en général des organismes élus. Dans certaines régions, telle que Ghirokastra, ce chiffre a dépassé les 80%. Ces faits montrent non seu-

lement l'accroissement du courage des communistes pour critiquer ouvertement, mais ils montrent aussi que, chez les communistes, le sentiment de la responsabilité s'est accru en ce qui concerne la bonne marche du travail général, l'élimination des défauts et des lacunes au travail. C'est là une question de grande importance qui exprime la vitalité combattive du Parti.

Mais, un plus large développement de la critique et de l'autocritique, et en particulier de la critique venant d'en bas, se heurte souvent à certains obstacles, que nous devons absolument liquider sans perdre de temps.

Avant tout, il faut renforcer davantage la responsabilité chez les communistes et le compte-rendu des organismes élus devant leurs électeurs doit être franc et concret, car il arrive que, dans les rapports de compte-rendu des organismes élus on ne fait qu'effleurer les défauts et les erreurs et, à travers des phrases générales, la responsabilité des principaux camarades, en ce qui concerne leurs faiblesses au travail, s'éparpille et se minimise. Par conséquent, ce sont les gens de la base qui reçoivent tous les coups de bâton. Une action pareille, indubitablement freine la critique venant d'en bas et met dans des positions privilégiées les bureaux, les secrétaires des comités du Parti et les autres camarades occupant des postes responsables. C'est un besoin pour les masses du Parti et, généralement, pour les travailleurs de voir les camarades responsables eux-mêmes donner l'exemple en ce qui concerne le développement de l'autocritique. La reconnaissance d'une manière sérieuse des erreurs a pour résultat l'amélioration des cadres eux-mêmes et celle du travail. On aboutit à un résultat contraire quand l'autocritique est de pure forme; et dans ce cas, malheureusement, il y a un grand nombre de camarades qui ont pris l'habitude de faire chaque fois de «l'autocritique» et qui, continuellement, répètent les mêmes erreurs. Il va de soi que des «autocritiques» semblables ne sont pas constructives et ne servent ni à l'amélioration des cadres, ni à l'amélioration du travail; c'est pourquoi, il faut mettre un terme le plus tôt possible à un tel état de choses.

La critique et l'autocritique, armes puissantes des partis marxistes-léninistes, ne sont pas des mots d'ordres vides et sans signification. Au travail, les communistes

pourront commettre, eux aussi, des fautes et il n'est pas dit que les communistes sont infaillibles; mais ils doivent commettre moins de fautes que les autres, parce qu'ils sont éduqués par le Parti dans sa lutte et à travers le processus du travail. Les simples communistes dévoués n'ont pas peur de reconnaître ouvertement leurs erreurs et ils ne les répètent plus; d'autre part, ils ont le grand courage de dire, à la face de qui que ce soit, ses quatre vérités. Mais, il n'en est pas de même des éléments qui portent en eux des survivances petites-bourgeoises accentuées; tels sont les mégalomanes, les vantards, les menteurs, les dupeurs et autres, qu'on a laissé à tort entrer dans le Parti ou qui n'ont pas fait et ne font pas des efforts pour profiter des enseignements et de la lutte du Parti afin d'éliminer ces vices. Il est indispensable de faire, devant le Parti et les masses, une analyse approfondie des erreurs et des défauts, de faire ressortir pleinement la responsabilité de quiconque n'a pas accompli ses tâches ou n'a pas exécuté les décisions prises.

Dans le rapport du Comité Central du Parti Communiste de l'Union Soviétique au XXe Congrès, il est dit:

«En critiquant les insuffisances de l'édification économique, le Comité Central part du principe que le Parti ne doit pas craindre de dire la vérité au peuple sur les défauts et les difficultés de notre marche en avant. Quiconque craint de reconnaître les erreurs et les faiblesses, n'est pas un révolutionnaire. Nous n'avons pas à dissimuler nos défauts car notre ligne générale est juste, la cause de l'édification communiste grandit et triomphe, et plus les masses participeront à la lutte contre les défauts, moins ceux-ci seront nombreux».

En suivant les enseignements du Parti Communiste de l'Union Soviétique nous renforcerons encore davantage le travail du Parti. C'est seulement ainsi que les masses élèveront avec plus de vigueur leur voix pour critiquer quiconque, sans tenir compte du poste qu'il occupe, c'est ainsi que les erreurs seront corrigées, et chacun comprendra mieux la grande valeur de la critique et de l'autocritique bolchéviques.

Le Comité Central a veillé également au renforcement de la critique et de l'autocritique dans les organisations du Parti dans l'Armée Populaire et les unités des gardes-frontières, et dans ce sens des succès notables sont obtenus. Mais, pour le développement de la critique, il faut toujours avoir en vue que les normes fixées par le Comité Central soient respectées rigoureusement.

La masse du Parti doit, en même temps, être vigilante, non seulement envers l'autocritique de pure forme, mais aussi envers la critique dénigrante, non fondée et calomnieuse, qui vise à discréditer les éléments honnêtes du Parti.

Une des tâches les plus élémentaires des comités du Parti et des organismes de notre pouvoir populaire consiste à prêter, continuellement, une oreille attentive à la voix de la base, à chaque critique venant d'en bas, même de la moindre importance. Vérifier avec soin cette critique, lui donner chaque fois une juste solution et en informer régulièrement les organisations ou les personnes qui l'ont faite, tout cela constitue une des principales conditions d'un large développement de la critique venant d'en bas.

Enfin, une question sérieuse qui entrave le développement de la critique venant d'en bas c'est aussi la persécution exercée par certains dirigeants sur ceux qui les critiquent. C'est là une chose grave, camarades, mais, malheureusement, il y a encore des gens pareils, qui se vengent de ceux qui les critiquent.

Quelques temps auparavant, lors d'un entretien avec un ancien ouvrier des transports, celui-ci, entre autres, m'a dit que parmi les ouvriers il existe encore de l'appréhension et de la crainte lorsqu'il s'agit de critiquer ouvertement les dirigeants. Et ceci a lieu, m'a-t-il dit, parce que les dirigeants trouvent le moyen de se venger. Souvent, ils ne le font pas ouvertement, directement, mais en agissant soi-disant «bien», pour le «besoin du travail» ou pour «la réduction du personnel» etc. Et sous des prétextes pareils, on te transfère ou même on te renvoie du travail. — Un cas typique c'est celui du directeur de l'Entreprise industrielle locale des produits divers à Vlora, lequel foule aux pieds les décisions de l'organisation de base, menace les ouvriers, n'accepte aucunement les criti-

ques à son adresse et se venge en renvoyant les ouvriers qui le critiquent. Des actions pareilles sont, sans doute, des actions anti-parti et contraires aux intérêts de l'Etat. Il faut en finir une fois pour toutes avec ces phénomènes nuisibles, qui étouffent l'initiative créatrice des masses. Ces gens, qui étouffent la critique, même avec des méthodes raffinées, ne doivent en aucune façon occuper des postes responsables, et il faut prendre des sanctions à leur égard.

Les organisations du Parti sont tenues de soumettre à la critique du Parti l'activité de chaque communiste, indépendamment de son poste ou de ses fonctions. Tous, sans exception, doivent être forgés sur la même enclume, dans l'organisation de base du Parti. Certains camarades dirigeants s'emballent, seulement par mégalomanie, lorsque ils sont critiqués à bon droit par l'organisation de base. Mais, lorsqu'ils sont convoqués devant les organismes supérieurs, ils avouent leurs erreurs en répétant cent fois «à vos ordres». De cette façon, chez ces individus non sains, la vanité vide et le servilisme vont de pair.

La tâche de tout le Parti est de débayer le chemin pour donner libre cours au développement multilatéral de la critique. C'est dans la lutte continue, sans arrêt, contre les défauts et les faiblesses dans tout notre travail du Parti, du pouvoir populaire, de l'économie et de tous les autres secteurs que réside la garantie du succès. Chaque communiste, chaque travailleur de la République doit comprendre qu'il est de son devoir d'élever sa voix, jusqu'au Comité Central, contre les défauts qu'il remarque, n'importe où et chez n'importe qui. Ce n'est que grâce à la préoccupation de tous pour toutes les questions que sera assuré le développement plus rapide de notre pays dans la voie tracée par le Parti.

Notre Parti a continuellement éduqué les cadres et en général les masses travailleuses dans l'esprit de l'empressement à servir la Patrie, dans l'esprit du respect rigoureux de la discipline du Parti et de l'Etat. Il est hors de doute que tout les succès obtenus dans notre pays dans le domaine de l'économie, de la culture etc. s'expliquent, en premier lieu, du fait que les cadres, les communistes et, en général, tous les travailleurs ont combattu conscien-

cieusement pour le plein accomplissement des décisions et des tâches posées par le Parti et le gouvernement.

Le renforcement ultérieur de la discipline consciente du Parti et de l'Etat est un devoir très important pour le Parti dans la période que nous traversons, car, comme nous l'enseigne V.I. Lénine, «son affaiblissement, si minime soit-il, sert l'ennemi de classe, la bourgeoisie». Il faut dire que dans certaines organisations et chez certains cadres, il y a des manifestations tout à fait incompatibles avec la discipline de fer du Parti. Il arrive souvent que certains camarades ministres ou dirigeants d'entreprises, au début de l'année ou du trimestre, ou bien quand ils sont convoqués à rapporter devant les organismes supérieurs du Parti ou de l'Etat sur la réalisation et le dépassement des plans, etc., prennent des engagements avec beaucoup d'enthousiasme, mais à la fin des délais leurs engagements sont emportés par le vent. Et le pire c'est que ces choses sont répétées sans cesse par les mêmes organisations et les mêmes individus, parce que personne ne se penche sur cette question et ne la considère comme une manifestation de manquement à la discipline. Il est devenu déjà une habitude chez certains camarades que, lorsqu'on les convoque à rendre compte et qu'on les critique pour leurs faiblesses et leurs défauts, ils font une autocritique de pure forme, prennent un bon engagement, peut-être pas du tout étudié, et tout cela simplement dans le but de se tirer de la situation difficile; après tout cela ils continuent de nouveau leur travail plein de défauts, comme précédemment. Tout cela signifie, comme le dit le peuple, se rassasier avec la cuillère vide. (Rires).

Nous devons mettre fin à de pareilles manifestations! Les tâches posées ou les engagements pris, après une étude minutieuse, basée sur les possibilités réelles, doivent être considérés comme des lois, et ensuite il faut exiger leur accomplissement ponctuel et rigoureux.

A cette occasion, il faut souligner aussi les faiblesses de notre travail de contrôle sur les engagements pris et, en général, sur l'accomplissement des tâches. Chez nous on parle beaucoup de l'importance du contrôle sur le travail d'organisation et le travail d'exécution des tâches, on parle beaucoup du grand rôle joué par le contrôle etc.; mais, en réalité, on fait peu dans ce sens. Il n'existe pas

partout un contrôle régulier, systématique, un contrôle sur toutes les tâches, même sur celles de moindre importance. Mais, on prend des décisions, les gens sont chargés de tâches et après une longue période de temps on les laisse totalement dans l'oubli. Ce n'est qu'à la fin qu'on s'avise de voir ce que sont devenues les décisions prises. Tout cela est très nuisible. On ne peut pas inculquer profondément dans la conscience des gens la discipline de fer, si le contrôle régulier et systématique des organismes supérieurs fait défaut. Si nous voulons accomplir à temps et d'une manière parfaite les tâches et en même temps sauvegarder les cadres, il faut certainement renforcer le contrôle et améliorer sa qualité.

Une autre manifestation dangereuse concernant la violation de la discipline du Parti et de l'Etat, c'est l'attitude de certains camarades envers les lois de l'Etat, envers les décisions prises collectivement par les divers organismes. Il y a des camarades qui, comme si de rien n'était, les violent, et surtout les lois financières, laissant sous-entendre que ces lois ne les concernent pas. C'est ainsi, par exemple, que le vice-ministre du commerce décide d'augmenter le prix du poisson, etc., en contradiction flagrante avec les décisions du Bureau Politique du Comité Central. De même, le deuxième secrétaire du Combinat du naphthe suspend et annule totalement différentes décisions prises collectivement par le bureau du comité du Parti, pour la seule raison qu'elles ne lui plaisent pas. En liaison avec cette manifestation surgit aussi le point de vue des deux disciplines, du Parti et de l'Etat, point de vue que le Parti a condamné avec tant de force. Il y a aussi des organisations du Parti qui exigent des simples communistes de respecter plus rigoureusement la discipline du Parti, qui se montrent bien moins exigeants envers les communistes occupant des postes plus responsables. Cela se manifeste même dans les choses les plus simples. Dans les organisations de base des ministères, par exemple, lorsqu'un simple membre du Parti ne paye pas sa cotisation mensuelle, tout le monde lève la voix, tandis que si c'est le ministre qui a oublié de remplir ce devoir, le secrétaire et le bureau de l'organisation ne disent rien. Serait-il permis aux camarades responsables, — du fait qu'ils sont plus chargés de travail, —

de violer ainsi la discipline du Parti? Ne peut-on pas voir, en effet, l'application de deux sortes de disciplines dans le fait que le bureau du comité du Parti du district de Krcuya a décidé de punir très légèrement l'ex-chef de la section de l'intérieur qui avait violé les lois en arrêtant injustement et sans motif valable un communiste, tandis que ce dernier, pour la seule raison d'avoir contredit «le chef», s'est vu infliger une punition très sévère de la part du bureau du comité. (Rires).

Ce sont là des attitudes très dangereuses qui affaiblissent la discipline du Parti et de l'Etat, qui diminuent la combattivité et la rigueur dans l'accomplissement des tâches de la part de tous les gens, indépendamment des postes qu'ils occupent.

En liaison avec cette question, il convient de rappeler un certain esprit de libéralisme, de relâchement qu'on remarque chez certains camarades responsables envers la violation de la discipline, sous ses diverses formes.

Ce libéralisme, cet esprit d'indulgence lors de la demande des comptes nuit extrêmement au travail et aux cadres eux-mêmes; c'est pourquoi, il faut y mettre fin une fois pour toutes. Il ne faut faire aucune concession à tous ceux qui n'exécutent pas les ordres et les tâches, quelle que soit la personne chargée de leur exécution. Il faut renforcer beaucoup chez tous le sens de la responsabilité.

Dans certaines organisations du Parti, il y a une conception très restreinte, limitée, de la discipline et qui se borne au respect des réunions du Parti, au versement régulier des cotisations mensuelles, au respect de l'horaire du travail et à d'autres choses pareilles. Tandis que la non réalisation des tâches de la production, la fabrication de marchandises de mauvaise qualité, l'augmentation du prix de revient de la production, le manque de l'exploitation, comme il se doit, des réserves internes et de l'utilisation du temps au travail, etc., ne sont pas considérés comme une violation de la discipline du Parti et de l'Etat. Ce n'est pas du tout juste.

Il faut comprendre que le respect rigoureux de la discipline du Parti et de l'Etat implique l'accomplissement sans défaillance de toutes les tâches du Parti et de l'Etat,

dans toute leur complexité: les tâches de la réalisation du plan d'Etat dans tous les éléments intégrants, les tâches d'organisation et politiques du Parti découlant des Statuts du Parti, les tâches sociales. Le respect de la discipline du Parti et de l'Etat signifie, d'autre part: tenir une attitude juste, honorable, exemplaire — selon les exigences de la morale communiste — au travail, en société et en famille. C'est pourquoi, toute manifestation contraire doit être considérée comme une violation de la discipline du Parti et de l'Etat et elle doit être sévèrement punie.

Les communistes, en premier lieu, doivent donner l'exemple du respect scrupuleux de la discipline du Parti et de l'Etat. Ils doivent, par leur exemple, élever et éduquer les masses sans-parti dans l'esprit du respect de la discipline de l'Etat.

Les organisations du Parti dans l'Armée Populaire, les unités des gardes-frontières doivent montrer un intérêt particulier pour le renforcement et le respect strict de la discipline militaire. L'ordre du supérieur dans l'armée est une loi. Il doit être exécuté sans discussion aucune.

Le respect de la discipline du Parti et de l'Etat pré-suppose, aussi, que les décisions des organismes inférieurs doivent être toujours basées sur les décisions des organismes supérieurs et n'être, en aucune façon, en contradiction avec les décisions de ces derniers.

Des agissements, tels que ceux de l'ex-premier secrétaire du comité du Parti du district de Kota qui, contrairement aux décisions du Comité Central et du gouvernement, donnait des instructions aux organisations de base de prendre des mesures administratives, des mesures de confiscation, de retirer la carte du Front etc. à tous ceux qui n'avaient pas effectué les livraisons obligatoires, constituent non seulement une transgression flagrante à la discipline du Parti et à son centralisme démocratique, mais, pis encore, de dangereuses provocations contre le Parti.

L'initiative et l'autonomie dans la solution des problèmes locaux doivent être absolument combinées d'une manière juste avec les directives, la discipline de fer et le centralisme démocratique du Parti.

3. — Améliorer la méthode de travail des comités du Parti et des organisations de base du Parti concernant l'exécution des décisions du Parti et de l'Etat.

La question de l'amélioration de la méthode de travail des comités du Parti et des organisations de base en ce qui concerne la réalisation des tâches assignées par le Parti et par l'Etat ainsi que l'exécution de leurs décisions, est un problème de haute importance. Le Comité Central du Parti Communiste de l'Union Soviétique, dans son rapport présenté au XXe Congrès, nous enseigne entre autres :

«Pour diriger avec succès le pays, il faut savoir persuader les masses, savoir organiser, dans la pratique, la réalisation de la politique du Parti. Le Parti fait des efforts pour assurer du point de vue de l'organisation la réalisation avec succès des tâches qui se posent devant nous et pour aider les cadres du Parti à acquérir l'art de l'organisation pratique du travail dans tous les secteurs de l'édification économique».

Ces principes léninistes doivent nous guider sans relâche dans notre travail, parce que c'est de la méthode par laquelle dirige le comité ou l'organisation de base du Parti, que dépend, dans une large mesure, le sort de la réalisation des décisions du Parti et du gouvernement. Le Comité Central du Parti a consacré à cette question une attention particulière et a pris des mesures pour l'amélioration de la méthode dans le travail de direction. En effet, la période qui nous sépare du IIe Congrès, et dont nous faisons l'analyse, est une période de développement et d'amélioration de la direction de la part du Parti des problèmes économiques et sociaux. Le rôle dirigeant des organisations de base, ainsi que celui des comités du Parti et de leurs bureaux, s'est renforcé. Nous pouvons affirmer que, en comparaison avec le passé, il y a des améliorations notables en ce qui concerne l'application des normes léninistes du Parti relatives à la direction collective des réunions régulières des militants actifs du Parti, des plénums

et des conférences, à tous les échelons du Parti. Mais, en même temps, on doit souligner qu'il existe encore beaucoup de défauts et d'erreurs que le Parti doit corriger vite et avec soin. En même temps, il faut améliorer le travail des comités, des plénums et des réunions des militants actifs du Parti en vue d'une étude plus approfondie, plus concrète et plus scientifique des problèmes qu'on discute et dont on décide dans ces réunions et il faut, en même temps, prendre des mesures rigoureuses pour l'exécution, dans la pratique, des décisions prises.

On doit souligner, dès à présent, que le très important principe léniniste, qui consiste à convaincre les masses, n'a pas encore trouvé, toujours et partout, l'application nécessaire, tant de la part des comités envers la base du Parti que de la part de la base envers les masses travailleuses. Dans beaucoup de cas on recourt à la méthode de commandement qui non seulement n'éclaire pas et ne satisfait pas les gens, mais conduit sur la voie erronée des mesures administratives ou arbitraires contre ceux qui ne sont pas éclairés et convaincus.

Malgré l'amélioration dans la préparation des nouveaux cadres, on doit reconnaître, une fois de plus, que les cadres sont encore en retard et ne ressentent pas comme il faut la grande responsabilité qu'ils ont devant le Parti et le peuple qui les ont élus aux postes dirigeants. Le Parti nous enseigne qu'une grande importance revient non seulement à l'étude juste du problème, à la prise d'une décision juste, mais aussi à l'organisation du travail. Pour la mise en oeuvre et en pratique de telle ou telle décision, un rôle décisif est joué par l'organisation du travail. Dans ce sens, dans notre travail il y a de grandes faiblesses. Souvent on dirige de façon générale, par des phrases générales ou par des commandements, sans pénétrer jusqu'au fond de la pratique des choses. Par conséquent, dans ce sens les cadres du Parti et les organismes dirigeants du Parti doivent améliorer radicalement la méthode du travail, dont dépend le succès de l'édification de l'économie socialiste.

Un autre défaut dans la méthode du travail des comités du Parti est la confiance qu'on continue d'avoir dans les paperasses et les décisions. Malgré l'âpre lutte

menée contre le bureaucratisme dans le travail du Parti, contre les écrits superflus et les réunions inutiles, il y a, tout de même, encore beaucoup de comités du Parti qui ne s'en détachent pas facilement. Pendant les années 1954 et 1955 l'ex-comité du Parti de la région de Dourres a douze fois examiné le problème de la collectivisation. Douze fois il a pris des décisions à ce sujet, décisions qui, naturellement, se ressemblent comme deux gouttes d'eau. Que de travail et que de papier ont été dépensés par les gens de l'appareil de ce comité! Et, enfin, à quoi ont-ils abouti? Le rythme de la collectivisation à Dourres est resté et continue de rester très lent. Tandis que tout autrement a agi le comité du Parti de la région de Ghirocastra pour le problème de la collectivisation. Ce comité, sur la base de la décision du Comité Central, n'a pris qu'une seule décision, mais il a suivi et aidé, par un travail concret et continu, la réalisation de cette décision. Ce comité a accordé de l'importance au travail individuel vivant, créateur et convaincant parmi les paysans et a pu créer, ainsi, pendant l'année 1955, un nombre de coopératives de plus de trois fois supérieur à celui des coopératives créées pendant les dix années qui ont suivi la libération. **(Applaudissements)**. Voilà pourquoi, les organismes et les organisations du Parti doivent consacrer leur principale attention au travail vivant, sur place, dans la pratique, au travail de l'organisation et du contrôle de la réalisation des décisions et ne jamais paralyser les forces vivantes du Parti par un travail restreint et bureaucratique. Il n'y a point de doute que les comités du Parti et les organisations de base, doivent faire encore, dans l'avenir, des réunions, écouter des rapports, prendre des décisions bien étudiées et bien préparées, mais ceci ne doit, en aucune façon, leur prendre la plus grande partie du temps dans leur travail.

Pour pouvoir prendre des décisions bien approfondies et organiser le travail pour la réalisation de ces décisions, il est indispensable et urgent de perfectionner les appareils des comités du Parti. Cela veut dire que les dirigeants, les hommes qui travaillent dans les appareils du Parti et tous les communistes, en général, doivent apprendre la technique, l'agrotechnique ou tout autre métier, selon le secteur

où ils travaillent; car c'est de cette façon seulement qu'on peut diriger et obtenir de bons résultats. Beaucoup de dirigeants et de camarades de la base se contentent du peu de choses pratiques qu'ils ont apprises et ne font pas les efforts voulus pour élargir leurs connaissances. Il n'y a point de doute que ces camarades, à un moment donné, tarissent. Et alors, pour enseigner aux masses, pour travailler comme il faut avec elles, pour les organiser et les convaincre, ces camarades emploient des phrases générales, des méthodes de travail périmées, qui ne persuadent et ne contentent personne, mais qui freinent, de cette façon, l'édification ultérieure de l'économie.

Le praticisme simple est une faiblesse de nos cadres, qui se bornent à cela et qui n'apprennent pas suffisamment pour élargir leurs connaissances. Nous ne devons pas oublier que les nouvelles fabriques modernes, que nous avons construites, la collectivisation qui se développe chez nous à des rythmes accélérés posent devant les communistes des problèmes importants à résoudre. Par conséquent, ils doivent instruire, organiser les masses sans-parti. C'est pourquoi, comprendre d'une façon simple les tâches des communistes, comme le font certains cadres du Parti ou du pouvoir populaire, c'est commettre une erreur très sérieuse qu'il faut éliminer, car le Parti et notre pouvoir populaire ont créé toutes les possibilités afin que chacun puisse apprendre.

Une importante question pour les organismes et les organisations du Parti, qui n'a pas encore trouvé de solution, c'est la direction de l'économie à travers les organismes du pouvoir populaire, en dirigeant ces organismes sans les remplacer. Comme on l'a continuellement souligné, une telle pratique est nuisible et dangereuse, étant donné que les organismes directement chargés de la réalisation de ces tâches commencent, pour ainsi dire, à se tenir à l'écart et se dispensent, dans une certaine mesure, de leur responsabilité. On ne doit permettre cela en aucune façon. Mais, d'autre part, les comités du Parti ne doivent pas penser que leur travail de Parti, leur travail politique et d'organisation, sont séparés de l'activité économique. Ceux qui pensent de cette manière se trompent lourdement. Il n'y a et il ne peut pas y avoir une telle division dans le travail

du Parti. Le camarade Khrouchtchev, dans son rapport devant le XXe Congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique, a dit:

«Voilà pourquoi le Parti exige de ses cadres de ne pas séparer le travail du Parti du travail économique, de diriger l'économie d'une manière concrète et en connaissance de cause».

Le Parti doit toujours avoir pour but l'organisation et l'éducation de toute les masses travailleuses, afin qu'elles puissent améliorer la direction de l'économie et de toutes les autres activités de l'Etat; il doit avoir pour but l'amélioration du niveau matériel et culturel du peuple. L'appréciation des cadres dirigeants du Parti, des fonctionnaires du Parti et de chaque communiste doit se faire sur la base des résultats concrets dans la production des biens matériels, là où ils travaillent et jamais sur la base des discours et des conférences qu'ils peuvent tenir. Dans ce sens, les travailleurs du Parti doivent renoncer au travail superficiel. Ils ne doivent plus passer à la base comme le vent, sans laisser aucune trace concrète et en y laissant seulement des ordres. Ils doivent s'attacher fortement aux problèmes, ils doivent donner aux hommes une aide concrète et de bonnes instructions avant de s'éloigner.

Souvent les comités du Parti, étant détachés de la base, convoquent des réunions des secrétaires des organisations de base, au lieu d'aller là où ils travaillent et luttent contre les difficultés et de leur donner, ainsi, une aide concrète. Une telle pratique exagérée, au lieu de renforcer le travail l'affaiblit. Il n'y a pas un seul, mais des dizaines de cas où, pendant les élections du Parti, des secrétaires des organisations de base aient demandé à ne pas être réélus, non parce qu'ils ne désirent pas travailler pour le Parti et assumer la responsabilité assignée par leurs organisations de base, mais parce qu'il leur est souvent arrivé de perdre leur temps dans des va-et-vient et des réunions, parce que leur conscience ne leur permet pas de manquer, par une telle méthode de travail, à l'accomplissement des tâches dont ils sont chargés par le Parti.

Il faut, donc, descendre plus souvent à la base, au

lieu d'appeler les gens de la base aux instances supérieures; il faut aider et instruire les secrétaires de la base sur place; les comités du Parti doivent, à cet égard, améliorer le plus possible la qualité des instructions données. Il faut avoir plus de confiance chez les hommes de la base. Tant les organismes du pouvoir populaire que les organisations des masses doivent confier aux hommes de la base la réalisation des tâches qui se posent devant eux. Il faut laisser aux hommes de la base une large initiative d'action et les aider pour une meilleure organisation du travail.

Dans la méthode de travail de certains comités du Parti et de certaines organisations de base on remarque une espèce d'esprit mécanique, une espèce de travail rigide, dénué de vie et d'esprit créateur; on remarque dans les questions d'organisation un formalisme accentué et un dogmatisme, qui deviennent ennuyeux et dangereux pour le Parti, s'ils ne sont pas combattus et liquidés au plus tôt. Le trait caractéristique des organisations du Parti, qui travaillent bien, consiste exactement en ce qu'elles savent dégager, elles-mêmes, des justes décisions, de la vie, des exigences elles-mêmes de la production et de l'édification de l'économie socialiste, les problèmes principaux, les problèmes clés, qui doivent être résolus jusqu'au bout. Une solution pareille des problèmes influera favorablement sur la solution de tous les autres problèmes. Faire des réunions rien que pour se réunir, comme ont l'habitude de faire certaines organisations de base, poser dans chaque réunion les mêmes problèmes, tout cela n'apporte aucun résultat. Les réunions pour la forme, ainsi que le manque du développement de l'initiative et de l'action indépendante des organismes et des organisations du Parti paralysent les forces du Parti et étouffent leur élan. On croit, ainsi, avoir activé les hommes, mais, en vérité, on les pousse à la passivité. Cette méthode de travail étant dangereuse pour le Parti, il faut la combattre de toutes ses forces.

Prenons, dans ce sens, comme exemple positif, l'organisation de base de l'usine «Enver». L'année passée, elle s'est occupée d'une manière concrète d'une question particulière du plan et non pas du plan en général; elle s'est occupée de la question de la découverte et de l'exploitation des réserves intérieures. L'organisation a estimé

à juste titre que c'était là le maillon principal qui devait influencer directement sur la réalisation, avant terme, du plan et sur la réduction du prix de revient de la production, etc.. Et elle a élaboré des mesures concrètes à cet égard. En collaboration avec la direction de l'usine, en mobilisant les organisations de masse à cette fin, elle a pu transformer cette initiative en un véritable mouvement, qui a englobé tous les travailleurs, pour la découverte et l'exploitation des réserves intérieures. Et les résultats de tout ce travail sont connus de nous tous. L'usine a réalisé le plan de l'année à 106,70% et a économisé à l'Etat 4.336.000 leks. (Applaudissements). Mais, ce n'était là qu'un aspect du succès. L'autre aspect, de très haute importance, c'était l'esprit qu'une telle méthode de travail a engendré dans l'organisation de base. Ainsi, l'activité des communistes s'est accrue, la préoccupation de chacun pour la bonne marche des affaires de l'usine a augmenté. Cela a élevé les hommes, les a rendus plus animés et plus combattifs.

L'édification des bases du socialisme dans notre pays soulève, chaque jour, devant le Parti de grandes et nouvelles tâches; notre économie se renforce et se développe sans arrêt. Parallèlement à cela, il faut élever et renforcer les cadres pour qu'ils marchent de pair avec la situation, il faut augmenter la capacité et l'initiative de chaque fonctionnaire, de chaque organisation et comité du Parti, afin qu'ils ne deviennent pas seulement de simples exécutants des directives venant d'en haut, mais qu'ils se les assimilent et agissent à cet égard, dans un esprit créateur et non pour la forme.

Le travail du Parti, plus que tout autre travail, ne souffre pas le cliché et le formalisme. Ce travail ne peut pas être basé sur des recettes fixées d'avance et une fois pour toutes. Dans des moments et des lieux différents, on ne peut pas se servir des mêmes procédés. Les comités du Parti, les organisations de base et tout fonctionnaire doivent combiner la fermeté dans l'exécution des directives du Parti avec l'initiative et la souplesse au travail, avec la capacité de trouver des formes et des méthodes de travail aptes à résoudre les problèmes et convenant aux conditions du travail et du territoire.

La direction du Parti est une direction politique; elle

ne peut pas exister sans être fortement liée à la vie, sans le sens du nouveau, sans la perspective. La principale exigence que pose le Parti devant ses organismes et ses organisations, devant ses cadres, c'est qu'ils travaillent dans un esprit créateur et avec de l'initiative.

4. — Renforcer le contrôle général du Parti dans le travail avec les cadres et améliorer le travail dans le choix et l'éducation des cadres.

Le problème des cadres a toujours été et reste une question des plus importantes, question qui a toujours préoccupé et préoccupe beaucoup le Parti, étant donné que le cadre est le facteur décisif dans la réalisation des tâches, qui se posent devant nous. Avec des cadres fidèles et capables de résoudre leurs tâches, il n'y a pas de citadelle qui ne puisse être emportée. Guidé, comme dans tous les domaines, par les enseignements du marxisme-léninisme, avec une foi inébranlable dans les valeurs créatrices des larges masses populaires, le Parti a pu préparer et élever, au feu de la guerre et du travail, des cadres capables, courageux et combattifs pour la mise en oeuvre des tâches que leur pose le Parti.

Dans la lutte pour la réalisation du premier quinquennat, nos cadres ont grandi, se sont éduqués et se sont fortifiés. Ils ont appris à mieux diriger les secteurs qui leur sont confiés. Ils se sont forgés dans la lutte contre les insuffisances et les difficultés, ont élevé leur conscience au travail et pour la sauvegarde des intérêts du Parti et de l'Etat. Un nombre considérable de cadres et d'ouvriers se sont qualifiés au cours même du travail et à l'aide des cours et des écoles. L'expérience soviétique est devenue pour nos cadres et nos travailleurs un phare lumineux et une source de force intarissable au travail.

Mais, tenant compte des exigences toujours plus grandes en cadres, surtout maintenant que notre pays entre dans une nouvelle phase, celle de la lutte pour la réalisation du deuxième plan quinquennal, le problème de l'éducation des cadres, le travail pour un meilleur choix et pour une plus juste formation des cadres, prennent une importance toujours plus grande.

Avant tout, il faut accroître beaucoup plus que jusqu'à présent le contrôle de tous les échelons du Parti sur tout le travail qui se fait dans tout le pays et le soin pour la formation et la répartition des cadres. Il faut que tous les comités du Parti comprennent bien que c'est sur eux que retombe la responsabilité principale en ce qui concerne la politique des cadres appliquée dans leurs juridictions, indépendamment de la nomenclature.

Quelques comités du Parti se sont bornés souvent à un travail mécanique et qui consiste dans la nomination et la mutation des cadres en n'envisageant pas le problème dans toute sa complexité. Il n'y a pas de doute que, en agissant ainsi, le travail même de nomination et de répartition des cadres ne saurait être effectué d'une façon juste. Car, pour faire une politique juste dans la répartition des cadres, il est indispensable de connaître les cadres de près, au travail, et de les aider concrètement. Il faut, d'autre part, travailler pour la formation des cadres nouveaux en vue de s'assurer une source inépuisable de cadres.

Les hommes, les cadres ne peuvent pas être formés dans des fours spéciaux; ils sont issus du travail grandiose du Parti, de la lutte pour la réalisation des décisions du Parti, ils sont issus de la vie même. C'est pourquoi, il faut chercher les cadres là où on lutte pour la réalisation des plans. Seulement, il faut un travail plus attentif, un travail continu pour leur choix et leur préparation. Il faut renoncer aux méthodes bureaucratiques dans le travail avec les cadres, il faut renoncer à l'établissement des cadres rien que sur la base des documents, à leurs mutations sans critères et injustement fréquentes, au fait de tourner toujours autour de quelques cadres connus, etc. On doit se rendre compte clairement, une fois pour toutes, que, s'il existe un travail qui ne peut pas souffrir le bureaucratisme, c'est justement le travail avec les hommes, avec les cadres.

Dans nos conditions, où des milliers et des milliers d'hommes prennent une part directe à l'administration du pays, où des milliers et des milliers de travailleurs sont activés et accomplissent consciencieusement des tâches sociales, où de la lutte pour la réalisation des plans, sortent

des hommes merveilleux qui dépassent, hardiment, les vieilles normes et en établissent de nouvelles, dans ces conditions, où toutes les possibilités sont créées pour le développement de l'initiative créatrice des larges masses, il y a des centaines et des milliers d'hommes qui peuvent diriger même les secteurs les plus difficiles. Il suffit de les trouver, de les connaître, de les préparer et de les promouvoir avec courage. Et ceci peut et doit être fait, en premier lieu, par le Parti.

Il faut faire preuve de patience dans le travail de préparation des cadres. Il est hors de doute que les éléments nouveaux, mais sains, issus des rangs de la classe ouvrière et des couches des autres travailleurs, n'auront pas et ne peuvent pas avoir, dès le premier jour, l'expérience voulue dans le secteur où ils sont placés. Personne ne peut être en état de diriger, de naissance. L'expérience du secteur, l'art de diriger s'acquièrent au travail. Il faut, par conséquent, montrer de l'attention, de la patience et de l'affection dans la préparation des nouveaux cadres.

Le travail pour le choix et la répartition des cadres est une question très délicate et de grande responsabilité. Sur la base de la riche expérience du Parti Communiste de l'Union Soviétique et de notre Parti, il a été pleinement confirmé que le seul principe juste du choix et de la répartition des cadres c'est le principe du choix et de la répartition des cadres fondé sur la confiance politique et les capacités au travail. C'est pourquoi, pour l'application juste de ce principe, il est indispensable de s'assurer la connaissance des cadres par une voie double: à travers les documents et à travers le travail. L'une sans l'autre, ou bien la sous-estimation de l'une ou de l'autre, mène, infailliblement, à des erreurs qui, des fois, coûtent cher à notre Parti et à notre Etat.

Nous l'avons déjà dit et nous le répétons encore: le placement des cadres fondé sur la confiance politique, ainsi que notre vigilance à cet égard ont, spécialement dans nos conditions, une importance particulière. Il ne faut, donc, tolérer pas même le moindre relâchement en ce sens.

D'autre part, il faut renforcer le contrôle pour la connaissance des cadres au travail. Il faut absolument lier,

mieux que jusqu'à présent, le contrôle sur l'exécution des décisions au travail dans le domaine des cadres. Les faits démontrent que dans ce sens, les choses ne vont pas très bien chez nous. Les mutations fréquentes, elle-mêmes, des cadres effectuées par plusieurs comités du Parti et ministères, prouvent que les hommes ne sont pas connus bien et de près.

Le Ministère de la Santé, par exemple, au cours de l'année 1955, a déplacé plus de 23% de ses cadres. Sur ce nombre, plus de 70% ont été déplacés horizontalement tandis qu'à peu près un cinquième ont été transférés à des postes inférieurs. Une telle situation prouve non seulement qu'on ne connaît pas les cadres, mais aussi qu'on leur nuit outre mesure en ne leur donnant pas la possibilité de se spécialiser dans un poste déterminé et de mieux connaître le travail. Ils restent toujours des novices, des nouveaux venus au travail et, sous ce prétexte, se cachent, peut-être, beaucoup d'autres défauts.

Par conséquent, connaître à fond les cadres, les étudier avec soin, leur assurer un poste stable, leur donner un profil déterminé et les aider d'une manière concrète et continue au travail, ce sont là des tâches importantes du Parti et des organismes de l'Etat.

Dans le travail de placement des cadres le soin d'avancer des cadres nouveaux, issus des rangs des ouvriers de la production, revêt une grande importance. Mais on remarque une hésitation tout à fait injustifiée en ce qui concerne la formation et l'avancement des cadres de provenance ouvrière. Dans le district le Dourres, par exemple, sur les 494 cadres compris dans la nomenclature des entreprises, il n'y a aucun ouvrier, tandis que, au contraire, on y trouve 139 cadres provenant des couches riches.

Le Parti doit combattre ces manifestations et faiblesses, afin de former et de faire avancer, avec courage et patience, les cadres issus des rangs des ouvriers de la production et des rangs des femmes.

Une pratique très nuisible dans le travail du placement des cadres c'est le fait de les placer sur la base des relations d'amitié et de parenté. Une telle politique, entièrement contraire à toute directive du Parti, ruine les cadres et porte un grand préjudice au travail. Dans un tel

milieu de familiarité, il n'y a pas de place pour la critique et l'autocritique, donc il n'y a pas de combat pour faire progresser le travail. Dans un tel milieu prennent naissance et se développent les flatteries, les louanges, les adulations devant «le chef de la famille». Et après tout cela viennent les détournements et les vols.

Un exemple typique dans ce sens c'est celui de la coopérative de consommation de Librazhd à Elbassan. Les cadres de cette coopérative étaient liés entre eux comme suit: Qemal Qoshja et Rakip Qoshja étaient frères; Nezir Alushi — leur neveu, Hasan Kurti — le beau-frère de Rakip Qoshja, ex vice-président de la coopérative; Isuf Qyra et Hamid Qyra — frères entre eux et parents de Xhemal Qyra et enfin Idriz Alushi, qui n'avait aucun lien de parenté avec les précités, était devenu, selon un vieil usage de chez nous, «frère» avec Isuf Qyra (**Hilarité dans la salle**). Comme vous le voyez, une véritable famille! Les conséquences d'un tel placement des cadres se manifestèrent sans tarder. Cette famille si bien entrelacée, s'est transformée, juste sous le nez du comité du Parti du district de Librazhd, en une bande de voleurs qui, après avoir dilapidé trois millions de leks, incendia à la fin la coopérative.

Le Parti doit veiller et être vigilant afin de frapper avec force dès son apparition toute manifestation semblable qui porte un grand préjudice à tout notre travail. On ne doit, en aucune façon, tolérer que nos centres de production et les services publics, que nos bureaux se transforment en familles.

Un autre problème de grande importance, en ce qui concerne le travail avec les cadres, est celui de l'élévation du niveau technique et professionnel des cadres. Le niveau technique et professionnel des cadres ne répond pas encore complètement aux exigences du développement de l'économie et de la culture de notre pays.

Le deuxième Congrès a posé devant nous la tâche d'éliminer la disproportion qui existait entre le niveau très bas de nos cadres et la technique moderne, dont s'équipait rapidement notre industrie. Et, au cours de ces quatre années, nous avons fait assez dans ce sens: le nombre des techniciens, en comparaison avec l'année 1950, a

augmenté de plus de 240%. Par décision du gouvernement, le réseau des écoles du soir et par correspondance a été étendu, afin de donner à nos travailleurs la possibilité d'acquérir l'instruction supérieure. On a ouvert des cours du soir auprès du technicum du naphte dans la Ville Staline, auprès du polytechnicum «7 Novembre» à Tirana, auprès de l'Institut Polytechnique et auprès de l'Institut Economique; on a aussi organisé l'enseignement par correspondance dans les écoles secondaire, dans le technicum agricole etc., où suivent les cours 8.649 personnes; on a étendu le réseau des écoles des réserves du travail et celui des cours de qualification où ont passé et étudient 43.940 personnes. Un rôle important dans la préparation et la qualification des cadres a été joué par la propagation et l'assimilation de l'expérience soviétique. Mais, dans le travail pour l'élévation du niveau technique et professionnel des cadres nous avons des déficits sensibles et cette tâche, posée par le deuxième Congrès, n'est pas encore complètement réalisée. Le rythme de la préparation des cadres n'a pas répondu aux rythmes du développement de l'économie et de la culture.

D'après une étude incomplète, il résulte que, dans un certain nombre de secteurs de travail, nous avons des déficits sensibles de cadres instruits. Ainsi, par exemple, dans le bâtiment on ne travaille qu'avec 34% du nombre nécessaire de techniciens supérieurs, dans l'agriculture avec 30%, dans les communications avec 21% etc. Nos besoins se font sentir plus particulièrement pour certaines catégories de techniciens supérieurs, comme par exemple d'ingénieurs mécaniciens, d'ingénieurs des transports, des bonifications, de zootechniciens, de vétérinaires, de médecins etc. De même, certains de nos secteurs manquent d'un nombre sensible de techniciens moyens. Ainsi, l'agriculture n'a que 37% du nombre nécessaire de techniciens moyens, le bâtiment 55%, les mines 56%, etc.

Naturellement, une telle situation est le résultat de l'état très arriéré que nous avons hérité du passé, mais il faut souligner que dans ce sens a influé aussi notre travail insuffisant.

Nous avons manqué d'une étude scientifique précise des besoins en cadres pour toutes les branches; même

aujourd'hui, nous n'avons pas fait encore quelque chose de sérieux dans ce sens. Pour cette situation une grande responsabilité retombe sur les ministères et, en particulier, sur la Commission du Plan de l'Etat.

Les besoins en cadres n'ayant pas été clairement envisagés, les mesures prises pour la formation des cadres ont été incomplètes; bien plus, dans certains cas, on les a négligés et on a marché sans perspectives. Le Ministère de l'Agriculture, par exemple, en 1953, a suspendu comme n'étant pas nécessaires 970 techniciens inférieurs, dont 150 conducteurs de tracteurs. En réalité, ces techniciens étaient d'un niveau assez bas; mais, tout de même, ils possédaient quelques connaissances donc, on pouvait les préparer comme techniciens moyens plus facilement que les autres éléments qui n'avaient aucune connaissance. La majorité écrasante de ces techniciens renvoyés étaient des jeunes gens, préparés dans les cours après la libération.

D'autre part, les organisations du Parti et les organismes du pouvoir populaire n'ont pas consacré l'attention nécessaire au choix et à la réalisation du nombre voulu d'éléments destinés à suivre l'enseignement dans les écoles et les cours. Ils n'ont, non plus, consacré du soin ni au développement des leçons ni au profit concret que devaient en tirer les élèves. En effet, quand les gens ont terminé ces écoles ou ces cours, on a constaté qu'il y avait eu aussi des éléments qui n'avaient pas les conditions voulues ou qui avaient appris très peu de choses, etc. Les programmes de ces cours ont été approuvés d'une manière tout à fait bureaucratique, dans les bureaux mêmes, sans voir pratiquement si les participants au cours assimilaient ou non toutes les connaissances nécessaires, qui leur serviraient à mener à bien leur travail, une fois les cours terminés.

Le devoir du Parti c'est de liquider au plus tôt cette situation.

En tenant compte du rythme de développement de l'économie et de la culture durant le second quinquennat et des déficits que nous avons on doit consacrer une très grande attention au problème de la préparation des cadres pour tous les secteurs d'activité du pays. Pour tout

le Parti et les organismes d'Etat, le problème des cadres doit devenir le problème le plus important parmi les plus importants.

Nous devons prendre des mesures pour faire sans tarder une étude plus scientifique des besoins en cadres. En se basant sur l'expérience soviétique, sur la situation et les perspectives du développement des branches de l'économie et de la culture de notre pays, on doit étudier minutieusement les normatives pour chaque secteur, en gardant, toutefois, de justes proportions pour toutes les branches et en donnant la priorité aux secteurs les plus arriérés. Les comités du Parti et les comités exécutifs des conseils populaires doivent consacrer une attention particulière à la réalisation des contingents prévus par le plan, ayant toujours en vue une perspective claire; il ne faut pas envoyer dans les cours et les écoles les premiers venus, mais faire un choix approprié.

On doit sérieusement améliorer le travail dans les cours de qualification des cadres, surtout en ce qui concerne l'amélioration de la qualité de l'enseignement, en se guidant par le principe prescrivant de donner à l'Etat le plus de cadres possibles et qui soient préparés au mieux. Dans les programmes des cours et des écoles une grande importance doit être attribuée à l'enseignement pratique.

Quelques mots aussi, concernant la répartition des forces du Parti.

Sans doute dans ce sens aussi il y a eu des succès depuis le deuxième Congrès. Ainsi, le nombre des communistes dans les secteurs de l'industrie, des mines, du bâtiment, des communications, du commerce et de l'artisanat s'est accru de 40,50% en comparaison à 1952. Dans le secteur socialiste de l'agriculture, le nombre des communistes s'est accru de 137,10% et dans le secteur privé de l'agriculture de 4,19%. Et pourtant, nous devons avouer que la répartition des forces du Parti n'est pas en règle. Plus de 40% des communistes travaillent dans l'administration, comme employés. Et parmi eux, la plus grande partie accomplit des fonctions auxiliaires, d'importance secondaire. Cette situation a préoccupé le Comité Central du Parti du Travail d'Albanie, lequel a donné des instruc-

tions aux organisations du Parti de prendre des mesures pour envoyer plus de communistes de l'administration dans la production. Et certains résultats de début sont déjà acquis. Mais il convient de dire dès à présent que, parmi certains communistes de l'administration, s'est manifestée une attitude tout à fait étrangère au Parti, une attitude bourgeoise, de grand seigneur, envers le travail dans la production. Certains communistes des organisations du Parti de Chkodra et de Tirana ont insisté sans motif valable de ne pas passer dans la production. Ainsi, sur 51 communistes que l'organisation du Parti du district de Chkodra a jugé parfaitement possible de faire passer de l'administration dans la production, 27 ont refusé d'y aller. D'habitude ils justifient leur attitude par la grande contribution qu'ils ont donnée pendant la guerre ou dans la période de la reconstruction du pays, ou bien par le manque de profession, ou bien encore en alléguant des faiblesses physiques inexistantes, etc. Mais leur attitude, en fait, n'exprime que des survivances de la vieille morale chez ces camarades et leur attitude méprisante envers le travail.

Notre Parti doit lutter avec force contre toute attitude semblable chez n'importe quel communiste.

Le travail chez nous est une question d'honneur, de gloire et d'héroïsme et ceux qui doivent comprendre cela mieux que tous ce sont les communistes. Pour le communiste, le poste le mieux indiqué c'est le front du combat, l'endroit où se décide le sort de l'application de la politique du Parti. Hier, pendant la guerre, le poste du communiste était au point le plus dangereux, à la tête des compagnons de lutte. Et les communistes, pendant la guerre, ont accompli avec honneur leur devoir; par leur exemple personnel, ils ont inspiré tous les combattants pour des actes d'héroïsme. Aujourd'hui le front du combat, l'endroit désigné pour le communiste est le front de la production. C'est là où l'on produit les biens matériels, à la tête des ouvriers et des paysans laborieux, que se trouve justement le poste d'honneur pour le communiste. C'est là que, par son exemple personnel, il doit mobiliser les travailleurs pour des actes d'héroïsme. **(Applaudissements).**

Le développement incessant de l'économie du pays et,

par conséquent, le renforcement du travail dans la production exigent que les principales forces du Parti y soient concentrées. Les organisations du Parti doivent, infailliblement, y parvenir.

5. — Le renforcement des liens organisés du Parti avec les masses et le travail à effectuer pour les mobiliser davantage dans la solution des tâches nouvelles.

Les classiques du marxisme-léninisme ont souligné avec une force particulière la grande importance des liens du Parti avec les masses. Ils ont mis en relief qu'aucune grande transformation sociale ne peut être accomplie sans la participation large et active des masses.

Notre Parti a considéré la liaison avec les masses et le renforcement continu de ces liens comme un des principes fondamentaux d'organisation du Parti.

Le deuxième Congrès du Parti du Travail d'Albanie nous a recommandé d'améliorer davantage le travail du Parti parmi les masses, de renforcer et de vivifier les organisations de masses, d'accroître leur initiative créatrice et d'assurer leur mobilisation pour réaliser avec plus d'enthousiasme les tâches que posaient le Parti et l'Etat.

En effet, depuis le deuxième Congrès jusqu'à ce jour, dans tous ces domaines, ont été réalisés des succès évidents. Un véritable tournant a été réalisé de la part de toutes les organisations de masses dirigées par le Parti: les syndicats, l'Union de la Jeunesse du Travail, l'Union des Femmes ainsi que le Front Démocratique, surtout en direction des problèmes économiques. Les syndicats en consacrant plus d'attention en vue d'organiser et de suivre l'émulation socialiste, l'Organisation de la jeunesse par les rencontres de la jeunesse ouvrière et par l'organisation des compétitions à la campagne, l'Organisation de la femme par ses actions concrètes, etc., ont pu assurer une plus grande mobilisation des masses qu'elles réunissent dans leur sein, pour la réalisation avec succès des diverses tâches dans les domaines économique, politique et social.

Mais dans le travail du Parti, pour le renforcement des organisations de masses, ainsi que dans le travail même

de ces organisations, il y a encore assez de lacunes et de faiblesses; il serait erroné de ne pas les voir, de ne pas les révéler et de ne pas les combattre. En général, la plus sérieuse des lacunes dans le travail des organisations de masses c'est que le travail d'organisation et d'éducation, leur travail dirigeant, ne répond pas à l'élan, à l'enthousiasme et aux exigences des masses. Ce travail d'organisation et d'éducation n'est pas à la hauteur pour pouvoir canaliser au mieux et pleinement toutes ces énergies en vue de la solution des plus importantes tâches qui préoccupent le Parti et l'Etat. Le formalisme, le sectarisme et le bureaucratisme qui existent, plus ou moins selon les cas, dans le travail de ces organisations, paralysent, jusqu'à un certain point, l'énergie créatrice, la large initiative des masses. C'est pourquoi, la principale lutte des organisations du Parti et même des organisations de masses doit être dirigée contre de pareilles méthodes du travail, pour un travail plus vivant, plus souple, plus concret.

Dans le travail des organisations de masses, la principale tâche c'est encore d'assurer la mobilisation des masses, pour la réalisation des tâches économiques qui nous incombent.

Les grandes tâches, que posent les directives pour le deuxième plan quinquennal et qui seront discutées par ce Congrès, sont un programme grandiose de travail pour le développement de l'économie et de la culture dans notre pays. La réalisation des tâches pour l'accroissement de la production industrielle, pour l'accroissement de la production en agriculture et en élevage, pour l'accroissement du rythme de la collectivisation de l'agriculture ne peut être résolue avec succès sans développer ultérieurement l'activité des ouvriers et des ingénieurs et techniciens dans les entreprises économiques, sans assurer la mobilisation enthousiaste des travailleurs de la campagne, de la jeunesse, des femmes, sans développer davantage leur initiative créatrice.

Le Parti a toujours souligné qu'au centre de l'attention des organisations du Parti, en ce qui concerne la réalisation des tâches posées par le plan, doit être le travail parmi les masses, le développement de l'émulation socialiste. L'émulation développe l'initiative créatrice des masses,

leur volonté pour élever davantage l'économie populaire, pour éliminer les insuffisances au travail. Diriger l'émulation c'est travailler constamment avec les hommes, prendre soin d'eux, supprimer tout obstacle sur leur chemin. Quand l'ouvrier, l'ingénieur, le technicien constate qu'on s'intéresse à ses succès dans la production, que ses initiatives sont appuyées et encouragées, il fait preuve de plus d'initiative et de maturité au travail.

Mais dans nos organisations, et en particulier dans les organisations syndicales, qui sont chargées de diriger l'émulation socialiste, on remarque que le travail soigné et vivant devant être déployé dans ce sens est remplacé, souvent, par la collecte de toutes sortes de chiffres sur le nombre de ceux qui prennent part aux compétitions, par la désignation des gagnants, la distribution des primes, etc.

Le Parti nous enseigne que l'essentiel dans l'émulation socialiste, c'est d'assurer l'accomplissement des tâches posées par le plan et la réalisation des normes de travail de la part de tous les ouvriers et de servir, par conséquent, à la large propagation de l'expérience des meilleurs travailleurs. Mais, il convient de dire que, souvent, les organisations du Parti et surtout les organisations syndicales et celles de la jeunesse s'occupent principalement des personnes particulières ou bien des petits groupes d'ouvriers d'avant-garde et oublient le gros de la masse des participants aux compétitions. Un tel phénomène est remarqué aussi dans notre presse. Au lieu d'un travail vivant avec les masses, on préfère clamer des succès isolés. Ce n'est ni juste, ni suffisant. L'attention qu'on doit réserver aux ouvriers d'avant-garde est indispensable, mais on ne doit pas oublier que ce sont les larges masses d'ouvriers qui décident de la réalisation du plan. C'est pourquoi, il faut porter une attention particulière à ces masses, il faut les aider, mettre en évidence leur travail, leur transmettre l'expérience des ouvriers d'avant-garde. Les syndicats doivent porter l'attention sur le fait que, d'ordinaire, ceux qui restent en dehors du mouvement de l'émulation socialiste, ceux qui restent en arrière, ce sont les ouvriers récemment placés au travail. Ces ouvriers ont besoin d'une attention particulière, ils ont besoin d'être instruits, de se familiariser avec les conditions du travail,

d'être éduqués et assistés pour qu'ils puissent surmonter les difficultés du début.

La connaissance superficielle des problèmes économiques de la part des cadres des syndicats et leur tendance à diriger l'émulation socialiste par des recettes dictées d'en haut, aboutissent, sans aucun doute, au formalisme dans l'émulation socialiste, n'encouragent pas le développement de l'initiative dans les organisations de base. Le devoir des cadres, et en premier lieu celui des communistes qui travaillent aux syndicats, c'est de mieux approfondir les problèmes techniques et économiques de la production et d'orienter l'émulation socialiste vers les problèmes clés de la production. L'aptitude des syndicats pour découvrir tout ce qui est nouveau et progressiste, qui naît dans le domaine de la production, pour trouver les formes et les moyens les plus appropriés au développement de ce qui est nouveau et progressiste, est une des conditions les plus indispensables pour la direction de l'émulation socialiste. Les syndicats doivent employer toutes sortes de formes et de méthodes pour le développement ultérieur de l'émulation socialiste. Mais une des meilleures formes dans ce sens ce sont les conférences de production. Les problèmes qui préoccupent les entreprises ne peuvent être résolus s'ils ne deviennent pas la préoccupation des ouvriers eux-mêmes. On ne peut pas réaliser les tâches fixées par le Parti pour la découverte et l'exploitation des réserves internes, si à ce mouvement ne participent pas activement les travailleurs eux-mêmes.

Dans nos entreprises économiques il y a du bureaucratisme, des déformations, manque d'organisation et de discipline, des dégâts et des avaries, etc. Toutes ces choses ne constituent-elles pas des problèmes importants pour le Parti, pour les organismes économiques et pour les syndicats? Ne pourrait-on pas résoudre tous ces problèmes, le plus tôt et le mieux possible, s'ils devenaient les problèmes des conférences de production, s'ils sont examinés avec la participation active des ouvriers, pour que les ouvriers eux-mêmes puissent dire leur propre mot et pour qu'ils prennent des engagements en vue d'éliminer les lacunes constatées?

Une autre manifestation du formalisme dans l'ému-

lation socialiste c'est aussi l'insouciance montrée par les organismes économiques et les syndicats lorsqu'il s'agit d'assurer, dans chaque entreprise, les conditions indispensables à la réalisation des engagements pris. Souvent, les syndicats se bornent à tenir note des engagements pris par les ouvriers et, dans le meilleur des cas, à tenir des registres réguliers sur leur réalisation, tandis qu'ils négligent complètement la question la plus importante, qui devrait occuper la plus grande partie de leur travail quotidien, c'est-à-dire le soin ininterrompu à éliminer tous les obstacles qui surgissent sur le chemin de la lutte pour la réalisation des engagements. En effet, aux syndicats fait défaut la combattivité indispensable pour assurer des conditions propres à un travail normal, rythmique des ouvriers.

Dans la pratique, dans le travail pour la réalisation des engagements on rencontre pas mal de difficultés. Il arrive souvent que l'administration de l'entreprise n'assure pas aux ouvriers, à temps et dans la mesure voulue, tout le matériel et tous les moyens indispensables à la réalisation des engagements pris; ou bien, on crée des difficultés aux ouvriers qui s'occupent des inventions, des rationalisations, etc., au lieu de les aider. Et les syndicats, au lieu de lutter et de réclamer, jusque devant le gouvernement et le Comité Central, s'accommodent avec les justifications des directeurs d'entreprises. Cette situation, sans doute, éteint l'enthousiasme des ouvriers, freine leur élan et, par conséquent, leurs engagements restent à mi-chemin. D'autre part, dans le travail pour la réalisation des engagements pris par les ouvriers, on rencontre aussi des difficultés dans la création de meilleures conditions de vie. Il n'y a aucun doute que pour créer de meilleures conditions de vie et de travail, chez nous, c'est leur Etat à eux qui s'intéresse directement. Mais, cela ne doit en aucune façon faire relâcher les soins des syndicats pour la défense des droits et des intérêts des travailleurs découlant de la législation du travail et des lois et autres décisions du Parti et du gouvernement. Les syndicats doivent absolument lutter contre les attitudes bureaucratiques que certains directeurs d'entreprises adoptent vis-à-vis de la défense des intérêts des ouvriers, sous le couvert soi-disant de la sauvegarde des intérêts de l'Etat.

En parlant de cette question, V. I. Lénine a dit:

«Les syndicats ont perdu une base telle que la lutte économique de **classe**, mais n'ont point perdu et malheureusement ne perdront pas, pour longtemps encore, une base telle que la lutte économique **non de classe** dans le sens de la lutte contre les déformations bureaucratiques de l'appareil de l'Etat soviétique, dans le sens de la sauvegarde des intérêts matériels et spirituels de la masse des travailleurs à travers les voies et les moyens possibles de cet appareil.»

Il n'y a pas de doute que les directeurs qui exigent de leurs ouvriers exclusivement la réalisation du plan et ne s'occupent nullement des conditions de vie de ces derniers, ne sont pas des directeurs dans l'esprit du Parti, ils ne méritent pas la confiance qui leur est témoignée. D'autre part, même les camarades des syndicats qui voient ces faiblesses et insuffisances, qui entendent les plaintes des ouvriers relatives à leurs justes exigences, susceptibles d'être réalisées, et qui ne font aucun effort pour donner suite à ces exigences, ne travaillent pas, eux aussi, dans la voie indiquée par le Parti, eux aussi ne méritent pas la confiance des ouvriers. Le devoir du Parti c'est de secouer, de réveiller ces bureaucrates. Il faut combattre chez les ouvriers l'état arriéré, la paresse, les tendances individualistes et les tendances à l'anarchie au travail, la psychologie de la propriété privée et leur inculquer l'attitude socialiste envers le travail et la propriété socialiste.

Une classe ouvrière telle que la nôtre, — libérée de l'exploitation, consciente de son grand rôle dans l'essor de la société, — est capable de faire des merveilles.

Pour la réalisation avec succès des tâches du plan d'Etat, surtout à la campagne, un très grand rôle incombe aux autres organisations de masses, à l'Organisation de la Jeunesse, des Femmes et du Front démocratique. En suivant l'expérience des dernières années dans l'organisation des compétitions pour des questions concrètes, les organisations de la jeunesse, des femmes et du Front démocratique doivent, en même temps, combattre toute manifestation bruyante et inutile, le verbiage et le tra-

vail déclaratif. Le Parti doit assurer, par l'entremise de ces organisations, un travail plus vivant et plus concret afin d'accroître l'enthousiasme et l'initiative des masses paysannes dans la lutte pour la réalisation de leurs tâches. Tenant compte de la principale tâche qui se pose, en ce moment, devant nous pour la transformation socialiste de l'agriculture, nous devons absolument renforcer davantage la direction du Parti sur les organisations de masses dans les villages et renforcer le travail de ces mêmes organisations, afin d'en assurer une plus grande mobilisation pour la propagation du nouveau à la campagne, pour l'augmentation des produits agricoles et d'élevage, pour la réalisation des plans de bonification, ainsi que pour l'accélération du rythme de la collectivisation de l'agriculture.

Le renforcement des liens du Parti avec les masses exige un travail continu et systématique pour l'éducation politique de ces masses. Les masses laborieuses doivent être régulièrement éclairées sur les questions actuelles de la politique du Parti.

Le principal défaut dans tout notre travail d'éducation politique des masses réside en ce que ce travail est de faible qualité. L'éducation politique des masses se fait par des phrases générales, souvent incompréhensibles. Elle ne répond pas comme il faut aux exigences et aux besoins des diverses catégories de travailleurs.

Il faut donc élever le niveau de notre travail politique parmi les masses, améliorer la qualité des conférences, des causeries et des lectures collectives.

Encore plus important et plus délicat est le travail d'éducation communiste parmi la jeunesse. Quand nous parlons de l'éducation de nos ouvriers, de l'éducation de nos paysans, nous avons toujours en vue leur rééducation, la lutte contre les survivances du passé dans leur conscience, etc., tandis que, quand nous parlons de l'éducation de la jeunesse nous avons en vue son éducation dès le début, nous avons en vue de former sa conscience socialiste. C'est pour cette raison que le rôle de l'organisation de la jeunesse est extrêmement grand, car, en collaboration avec l'Etat, et sous la conduite directe du Parti, elle doit prendre en main la jeunesse dès l'âge le plus tendre, l'éduquer avec les hautes vertus de l'homme de la nou-

velle société socialiste. En commençant par le travail avec les vaillants et les pionniers jusqu'aux bancs des écoles supérieures, ou bien partout où travaille la jeunesse, il faut que se fasse sentir la main du Parti et celle de l'organisation de la jeunesse, qui forgent avec patience l'homme nouveau.

Les organisations du Parti doivent se préoccuper beaucoup plus que jusqu'à présent de l'éducation de la jeunesse. Plus encore, elles doivent savoir trouver et employer les formes les plus aptes à son éducation communiste.

De par sa nature la jeunesse aime tout ce qui est nouveau. Elle s'ennuie des formes vieilles. C'est pourquoi, nous ne devons pas être esclaves de certaines formes de notre travail que nous avons trouvées depuis longtemps. Nous devons créer à la jeunesse la possibilité de se tremper et de s'éduquer dans des formes qu'elle-même trouverait plus appropriées.

Tenant compte de leur grand retard, hérité du passé, l'élévation du niveau politique et culturel des femmes est un travail de grande responsabilité pour les organisations du Parti et les organismes de l'Union des Femmes d'Albanie. Le bas niveau culturel et technique des femmes est aujourd'hui un obstacle sérieux à leur plus grande participation à la production. Cela entrave sérieusement le rythme du développement de la société. Par conséquent, il faut prendre des mesures plus efficaces et plus nombreuses que jusqu'à présent pour intensifier le travail culturel parmi les femmes, afin d'élever leur niveau culturel en compatibilité avec les exigences du développement économique du pays.

La force et la vitalité des organisations de masses prennent source, en fait, de la sage direction du Parti. Mais on doit dire que les organisations et les organismes du Parti ne s'appliquent pas tous, comme il faut, à diriger de près et constamment toutes les organisations de masses.

Le Parti dirige les organisations de masses principalement par l'intermédiaire de ses membres qui font partie de ces organisations. Mais, il y a des communistes qui, quoi qu'ils fassent partie de ces organisations de masses et qu'ils

soient même élus aux organismes dirigeants, donnent une aide infime ou bien ne sont nullement activés dans les travaux de ces organisations. C'est là une attitude tout à fait intolérable pour les communistes. Chaque communiste a le devoir de s'occuper, sans faute, d'une activité sociale.

Il doit être clair qu'un communiste qui se dérobe à un devoir tellement élémentaire et d'une telle importance, comme c'est le cas pour le travail parmi les masses, est entré prématurément au Parti.

De leur part les organisations et les organismes du Parti doivent diriger les organisations de masses d'une façon plus concrète et plus diligente.

6. — De certaines questions du travail idéologique du Parti

Dans toute son activité, notre Parti s'est toujours guidé et se guide par la science marxiste-léniniste. C'est pour cette raison que l'éducation marxiste-léniniste des communistes, en premier lieu, et de tous les travailleurs et l'application de cette théorie dans un esprit créateur a été et reste pour notre Parti une condition indispensable pour aller de l'avant.

Le XXe Congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique nous a donné encore une fois une excellente preuve qui nous enseigne combien de forces immenses et inépuisables a un Parti qui a assimilé et applique dans un esprit créateur la théorie révolutionnaire du marxisme-léninisme.

Pendant les quatre années, qui nous séparent du IIe Congrès, le Comité Central du Parti a pris une série de mesures importantes pour le renforcement du travail idéologique du Parti. Les décisions du plénum du Comité Central, du mois d'avril 1955, ont donné une orientation plus précise au travail idéologique du Parti et ont joué un rôle efficace dans le développement et l'amélioration de ce travail.

D'importants résultats ont été obtenus dans l'enseignement du Parti, dans l'enseignement politique de la jeunesse et dans l'éducation communiste des intellectuels.

Dans les villages, le nombre des communistes prenant part aux formes d'éducation a considérablement augmenté. Par conséquent, pendant l'année d'enseignement en cours, 48,32% des communistes participent aux différentes formes d'étude du marxisme-léninisme, tandis que 42% suivent les différentes écoles de l'enseignement d'Etat.

Un rôle important dans la préparation des cadres du Parti et de l'Etat revient à l'Ecole du Parti «V. I. Lénine» qui, par décision du plénum d'avril 1955, est devenue triennale. Cette école arme les cadres avec la science marxiste-léniniste, avec la connaissance des problèmes économiques du pays, avec la juste compréhension des questions internationales, etc. A présent il y environ 300 personnes qui suivent les cours à l'Ecole Triennale du Parti, ainsi que le cours d'un an qui y fonctionne comme annexe. A part ceux-ci il y encore 251 camarades qui suivent les cours de cette école par correspondance. Ces dernières années, aux programmes d'éducation du Parti et des intellectuels, a été introduite aussi l'étude de la philosophie marxiste et de l'économie politique. Toutes ces mesures ont aidé à ce que les cadres remplissent mieux les tâches dont ils sont chargés.

Un travail très utile a été réalisé dans le domaine de l'édition: on a mis en circulation, sous forme de brochures les plus importantes oeuvres de Marx, Engels et Lénine. Ont été édités les oeuvres de Staline, le manuel de l'économie politique, etc. Par décision spéciale du plénum du Comité Central d'avril 1955, la publication des oeuvres complètes de Lénine commencera instamment.

On doit considérer comme un important succès, dans le domaine d'éducation du Parti, le fait que, après le IIe Congrès du Parti, un grand nombre de cadres et de membres du Parti ont commencé à suivre les cours du soir ou par correspondance des écoles d'Etat. Le Comité Central a considéré comme indispensable, et il a pris les décisions relatives, que les communistes et les cadres dotés d'une instruction générale insuffisante élèvent leur niveau culturel et d'instruction étant donné que, par cette voie seulement, ils seront en état de mieux s'assimiler la théorie marxiste-léniniste et d'élever leur capacité de travail. Ainsi, notre Parti a abordé, à présent, sur une

large échelle, dans des formes mieux organisées, l'étude du marxisme-léninisme et l'assimilation de la culture générale.

Sur la base de cette orientation et grâce au grand zèle d'un bon nombre de communistes, le niveau d'instruction du Parti s'est amélioré. Le nombre des communistes ayant terminé l'enseignement primaire et septennal s'est élevé de 29.155 à 34.100, le nombre de ceux qui ont terminé l'enseignement secondaire s'est élevé de 2.800 à 3.360, tandis que celui des communistes ayant une instruction supérieure s'est élevé de 119 à 626.

Mais, malgré tous ces succès, nous devons admettre encore que le niveau idéo-politique, culturel et d'instruction de notre Parti, ainsi que celui des masses laborieuses reste encore très bas. Par conséquent, le renforcement ultérieur du travail idéologique est une des tâches principales de notre Parti dans l'avenir. Nous devons lutter avec insistance contre l'insouciance et la quiétude manifestées par quelques cadres et certains communistes envers l'étude du marxisme-léninisme et envers l'éducation politique et culturelle en général. Il y a des camarades ayant des fonctions importantes dans le Parti et dans l'Etat qui n'étudient pas ou étudient très peu; il y en a d'autres qui se sont inscrits aux formes d'enseignement, mais n'étudient pas régulièrement; il y a encore des cadres qui, après avoir obtenu le diplôme d'études supérieures, croient qu'ils ont suffisamment étudié.

Il convient aussi de souligner en particulier que les efforts des travailleurs des arts et de la littérature, en vue de leur éducation idéologique, ne sont pas satisfaisants. Cette négligence de la part de ces camarades a lieu à un moment où la vie et l'édification de la société socialiste dans notre pays posent devant notre Parti de grandes tâches, qu'il n'est pas tellement facile de résoudre sans être armés de la science d'avant-garde.

Ayant en vue les grandes tâches que pose au pays le deuxième plan quinquennal et éclairé par les enseignements importants du XXe Congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique, notre Parti doit réaliser un tournant dans le développement ultérieur du travail idéologique. Ce tournant doit consister dans un progrès ultérieur et dans

une liaison indissoluble entre la théorie et la pratique, dans un renforcement du rôle efficace de l'agitation et de la propagande du Parti.

Nous devons reconnaître que la propagande et l'agitation du Parti continuent à se tenir loin de la vie et à servir d'une manière insuffisante le développement de l'économie et l'édification culturelle de notre pays. Les faits attestent que le travail idéologique a souvent un caractère général et abstrait. Dans le développement des leçons aux diverses formes d'éducation marxiste-léniniste on constate que, dans bien des cas, l'explication du marxisme-léninisme est considérée une chose à part, et la politique du Parti et du gouvernement, c'est-à-dire les problèmes concrets de l'édification du socialisme, est considérée également comme une chose à part. Ces cas, on peut les constater à l'Ecole du Parti, aux écoles politiques, dans l'enseignement d'Etat, dans les conférences, les articles, etc. En ce qui concerne la littérature et les arts, la réalité, le travail grandiose et héroïque de notre peuple et de l'homme nouveau y sont présentés sous des couleurs très pâles.

Ainsi, la théorie et la pratique sont peu liées entre elles et, par conséquent, le travail idéologique du Parti prend un caractère abstrait. Tout le monde sait bien rappeler le principe bien connu de la répartition des biens dans le socialisme: «De chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail». Mais, lorsque le gouvernement a adopté les mesures pratiques pour une juste application de ce principe et pour corriger les erreurs commises en ce qui concerne la classification des travailleurs et l'établissement des normes de travail, il y a eu des communistes et des sans-parti qui ont dit: «Pourquoi fait-on tout cela?». Ou bien il y a des membres du Parti au village qui peuvent vous parler pendant des jours entiers sur les avantages de la collectivisation, mais quand il s'agit de réaliser tout cela dans la pratique, ils se dérobent au travail dans les coopératives agricoles. Il est donc aisé de comprendre qu'un tel travail idéologique n'a aucune valeur pour le Parti et le peuple, car il n'arme pas les communistes et les travailleurs avec des connaissances solides et ne les mobilise pas d'une manière pratique dans la lutte pour l'édification de l'économie socialiste.

Dès 1920, parlant des tâches de la propagande dans

les conditions du passage à l'édification pacifique, le grand Lénine a indiqué :

«L'ancienne propagande disait ce qu'est le communisme, en donnant des exemples. Mais elle ne vaut rien, car il s'agit de montrer pratiquement comment il faut édifier le socialisme. Tout le travail éducatif doit reposer sur l'expérience politique de l'édification économique. C'est notre tâche essentielle et si quelqu'un s'imaginait l'entendre dans le vieux sens du mot, il se trouverait en retard et serait incapable d'éclairer les masses paysannes et ouvrières. Le principal objectif de notre politique doit être maintenant l'édification de l'économie nationale pour rentrer de nouveaux pouds supplémentaires de blé, pour livrer de nouveaux pouds de charbon, pour savoir comment utiliser au mieux ces pouds de blé et de charbon... Tel doit être la base de tout travail de propagande et d'agitation. (V.I. Lénine, Oeuvres, t. 31, p. 346).

Dans son travail idéologique, notre Parti doit être guidé par ces sages enseignements de Lénine. Nous devons à tout prix, effectuer une amélioration radicale en ce qui concerne la liaison de la propagande avec la pratique, avec la vie. Les agitateurs, les propagandistes, les conférenciers, les journalistes, les instituteurs et tous les autres travailleurs du front idéologique ne doivent pas se borner seulement à l'explication de la théorie marxiste-léniniste et à la propagation de ses thèses sur l'édification du socialisme, mais ils doivent donner aux membres du Parti et aux travailleurs de notre pays une aide pratique, des exemples concrets, des remarques et des conseils, qui puissent leur valoir dans l'assimilation comme il faut de l'idéologie du Parti et dans l'amélioration continue du travail dans la fabrique, le bureau, au village et partout.

On doit apprécier comme un bon agitateur et propagandiste du Parti celui qui sait non seulement donner des leçons, faire des cours et des conférences, mais qui sait en même temps aider les hommes à mettre en oeuvre les enseignements du marxisme-léninisme, les décisions du Parti et du gouvernement.

Dans les conditions actuelles, où notre pays édifie le socialisme, où devant notre Parti se pose la tâche principale de l'augmentation et de l'amélioration de la production, l'agitation et la propagande du Parti, par tous les moyens et toutes les formes doit aider d'une manière concrète la lutte pour l'accroissement de la productivité du travail, pour la réduction du prix de revient de la production, pour la création des biens matériels et culturels, pour l'élévation de la conscience communiste des travailleurs.

Du rapport tenu par le camarade Khrouchtchev au XXe Congrès nous tirons la leçon suivante :

« Il faut mettre fin au verbiage politique sans objet contre lequel Lénine s'était plus d'une fois résolument élevé. Les Soviétiques exigent de nos militants que leurs actes ne démentent pas leurs paroles. Si un communiste sait prononcer des discours grandiloquents sur l'importance du marxisme-léninisme, mais n'aide pas les gens à appliquer pratiquement cette doctrine dans la vie, il ne vaut pas un liard, il ne gagnera jamais la confiance des masses, ne jouira d'aucune autorité auprès d'elles ».

Or, c'est dans ce sens qu'il faut concentrer et renforcer les moyens et les différentes formes d'agitation et de propagande du Parti dans le but d'aider à l'application concrète de ses décisions. C'est de cette façon qu'on doit apprécier la valeur du travail idéologique du Parti. Il est indispensable de revoir avec soin tous les programmes actuels de l'éducation, la littérature utilisée pour la préparation des cadres et de prendre des mesures radicales, afin d'assurer une liaison solide du travail idéologique du Parti avec la vie, la pratique, avec nos préoccupations et nos tâches.

Une très grande importance revient aujourd'hui à la théorie économique du marxisme-léninisme dans les questions concrètes de l'édification du socialisme, dans l'industrie, l'agriculture, le commerce, les transports, le bâtiment etc. C'est pourquoi la science économique marxiste-léniniste, étroitement liée à la pratique de l'édification du socialisme dans notre pays, doit être mise au centre de la pro-

pagande du Parti. C'est de cette façon seulement que nous renforcerons la haute conscience socialiste envers le travail et la propriété commune, nous organiserons mieux la propagande de la production et de l'émulation socialiste, nous raffermirons l'alliance entre la classe ouvrière et la paysannerie, base de notre pouvoir populaire.

Il faut prendre des mesures afin que les cadres du Parti et de l'Etat puissent étudier l'économie politique; pour les membres des coopératives agricoles il faut élaborer des programmes spéciaux sur les problèmes de l'agriculture, de sa direction économique et sur les questions de l'organisation et du renforcement des coopératives agricoles. Auprès des bibliothèques du Parti, il faut organiser des cours de politique actuelle dans le but d'expliquer aux cadres et aux propagandistes du Parti les décisions du Parti et du gouvernement.

Dans le travail idéologique du Parti et surtout dans le domaine du développement de la littérature et des arts il faut que le contenu socialiste et la forme nationale soient deux éléments inséparables de notre culture nouvelle. Notre principal devoir est de mettre en lumière, de développer et de rehausser au plus haut niveau possible notre culture nationale et l'art merveilleux de notre peuple. Les travailleurs de notre front idéologique, écrivains, compositeurs, architectes et autres, doivent profiter encore mieux de la culture soviétique, de celle des peuples de démocratie populaire, du peuple chinois, profiter de tout ce qui est meilleur et progressiste dans la culture et la vie des autres pays; mais, dans l'application de l'expérience étrangère, il faut renoncer aux clichés et aux procédés mécaniques. Les travailleurs du front idéologique doivent courageusement et résolument s'orienter vers un travail créateur et vers des formes originales, en s'inspirant de l'histoire glorieuse et du travail héroïque du peuple albanais. Il faut aider les jeunes écrivains, qui ont apporté une contribution précieuse, mais les jeunes écrivains, de leur côté, doivent aussi bien comprendre que si leurs œuvres sont détachées de la vie et de la lutte du peuple et du Parti, elles n'auront pas beaucoup de valeur. C'est pourquoi, ils doivent établir des liens plus

étroits avec les masses qui luttent, qui créent, qui édifient le socialisme. Nous devons aider le développement de notre folklore populaire et nos musiciens populaires; nous devons aider le développement du drame de caractère populaire, du ballet, de l'opéra, du théâtre de variétés, etc. L'essor qu'ont pris chez nous les arts, la musique, le théâtre, etc. est encourageant; nous devons les pousser davantage en avant. Nous devons attribuer une grande importance à l'archéologie et donner à nos archéologues un plus grand appui dans leurs efforts très précieux dans le domaine de l'histoire et de la lutte de notre peuple. Nous devons élargir le réseau de nos cinémas et en faire un moyen important d'éducation des masses laborieuses.

Pour rendre le travail idéologique de notre Parti encore plus utile, plus intéressant et plus combattif et pour ouvrir de nouvelles voies au développement de la science, de la littérature, des arts et de la culture, le Parti doit encourager au maximum le travail créateur, les bonnes initiatives, le développement des discussions libres, la critique et l'autocritique. Mais, dans la même mesure, le Parti doit être vigilant et combattre résolument les points de vue antimarxistes, cosmopolites et nuisibles à notre société nouvelle. Le Parti doit mieux propager parmi les masses paysannes les notions de la science et combattre les usages arriérés et nuisibles qui freinent le progrès de la société.

Nous devons attacher un grand soin au renforcement de la presse et de la radio. Notre presse consacre, aujourd'hui, une place importante aux problèmes économiques. Mais, dans le but de jouer un rôle plus important dans l'éducation et la mobilisation des masses pour l'édification du socialisme, la presse et la radio doivent se tenir plus près de la vie, découvrir à temps les défauts et les insuffisances au travail et organiser systématiquement la propagation de l'expérience d'avant-garde. Notre presse doit être plus simple, plus concrète et se tenir très près des masses laborieuses.

Dans le domaine de l'agitation et de la propagande, comme dans tous les autres domaines, la juste direction du Parti est le facteur principal pour obtenir des succès

importants et continus. Pendant la période que nous analysons, les comités de région et de district du Parti ont amélioré le travail de direction en matière de propagande. Mais, malgré cela, ce travail n'est pas tout à fait satisfaisant. Le Comité Central estime que, après la décision du plénum d'avril 1955, on aurait dû faire davantage pour le renforcement du travail idéologique du Parti. Il y a des cas tout récents qui témoignent de la négligence des organismes dirigeants en matière d'agitation et de propagande. Dans plusieurs réunions des militants actifs du Parti et conférences tenues ces derniers mois, le travail politique et culturel avec les masses a été laissé tout à fait de côté, au lieu de le considérer comme une des questions principales.

La direction concrète du travail idéologique du Parti sera assurée si les principaux cadres du Parti et de l'Etat renoncent aux méthodes bureaucratiques, s'ils prennent une part active et directe à la vie des écoles, aux formes d'enseignement du Parti, s'ils tiennent, eux-mêmes, des cours, des conférences et des causeries avec les larges masses. Il est indispensable de commencer un tel travail à des rythmes rapides, parce que cela servira au renforcement des liens avec les masses, haussera le prestige du Parti et des communistes, donnera libre cours à l'initiative, à la critique et à l'autocritique. Le marxisme-léninisme, l'arme la plus puissante de notre Parti, bien compris par nos cadres et appliqué d'une manière créatrice et non dogmatique, adapté à la réalité de notre pays, raffermira notre Parti et assurera notre marche en avant vers le socialisme.

Il faut, donc, renforcer et concrétiser encore davantage la direction du travail idéologique. C'est le même soin et la même volonté, dont nous ferons preuve pour l'accomplissement de nos tâches économiques, que nous devons consacrer en même temps au renforcement de l'agitation et de la propagande du Parti, en considérant toujours cela comme le moyen le plus puissant pour l'éducation communiste des masses et pour leur mobilisation dans l'édification du socialisme. (Applaudissements).

7. — Le culte de la personnalité et ses conséquences nuisibles et autres questions.

Le XXe Congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique a fait une profonde analyse marxiste-léniniste du rôle décisif joué dans l'édification du socialisme et du communisme par les masses populaires, dirigées par le Parti Communiste, et du grand dommage causé par le culte de la personnalité, étranger au marxisme-léninisme. La résolution du XXe Congrès dit:

«Le Congrès estime que le Comité Central a eu parfaitement raison de se lever contre le culte de la personnalité dont l'extension amoindissait le rôle du Parti et des masses populaires, rabaissait le rôle de la direction collective dans le Parti et entraînait souvent de graves défauts dans le travail».

Le marxisme-léninisme nous enseigne que les peuples sont les créateurs de l'histoire. Les masses laborieuses, les producteurs, sont les créateurs des valeurs matérielles de la société; le socialisme et le communisme sont le produit des masses elles-mêmes. A ce sujet le grand Lénine a dit:

«Tout ce que nous avons réalisé démontre que nous nous basons sur la force la plus merveilleuse du monde, sur la force des ouvriers et des paysans».

Le marxisme, en élaborant les fondements du communisme scientifique, en expliquant et argumentant le rôle historique mondial de la classe ouvrière en tant que éditricatrice d'avant-garde de la société communiste, livre un combat sans merci contre les points de vue selon lesquels l'histoire est créée, soi-disant, par les personnalités d'élite. Le marxisme-léninisme a opposé à ces points de vue erronés sur l'histoire la doctrine matérialiste, selon laquelle le véritable créateur de l'histoire est le peuple et plus les transformations sociales sont larges, d'autant plus nombreuses sont les masses populaires qui prennent part à ces transformations. C'est ce qui est confirmé par l'histoire des grandes révolutions faites par les peuples dans différents pays, comme, par exemple, en Russie, en Chine, aux pays de démocratie populaire, etc., révolutions qui

ont apporté de profondes transformations économiques, politiques et sociales dans la voie du progrès social. Cette juste conception matérialiste de l'histoire a aussi remis à sa juste place le rôle des personnalités d'élite dans l'histoire, le rôle des dirigeants des travailleurs dans la direction du mouvement libérateur révolutionnaire, dans l'édification d'une société nouvelle. Le marxisme-léninisme ne nie pas le rôle des personnalités, mais il l'estime à sa juste valeur. Ces personnalités sont issues du sein du peuple, sont créées et encouragées par le peuple qui les éduque et les rend aptes à servir les intérêts sociaux, et ces personnalités peuvent, sans aucun doute, jouer un rôle important dans le progrès social comme organisateurs et dirigeants des masses.

Les fondateurs du communisme scientifique, Marx, Engels, Lénine, ont combattu, de toutes leurs forces, et sous tous leurs aspects, les manifestations du culte de la personnalité comme entièrement étrangères au marxisme, dénuées de valeur et nuisibles au marxisme. Le culte de la personnalité signifie l'exaltation exagérée des individus, l'attribution de caractéristiques et de qualités sur naturelles à ceux-ci, leur transformation en êtres qui font des merveilles, et, enfin, l'agenouillement devant eux. Ces conceptions non justes et non marxistes sur l'individu, étrangères et nuisibles à l'esprit du marxisme-léninisme, ont été développées et cultivées pendant une très longue période à l'égard du camarade Staline.

Il n'y a pas de doute que le camarade Staline a de grands mérites devant le Parti Communiste de l'Union Soviétique, devant la classe ouvrière de l'Union Soviétique et le mouvement ouvrier international. Il est évident qu'il a joué un rôle connu dans la préparation et le développement de la révolution socialiste, dans la Guerre civile et dans la lutte pour l'édification du socialisme. En commun avec les autres membres du Comité Central, il a lutté contre les déformateurs et les ennemis du léninisme. Dans les conditions où le peuple soviétique, guidé par le Parti Communiste, remportait avec succès de grandes victoires dans la lutte pour l'industrialisation socialiste du pays, pour la collectivisation de l'agriculture, pour l'accomplisse-

ment de la révolution culturelle, victoires qui ont été remportées dans une lutte sans relâche contre les ennemis du léninisme, les trotskystes, les boukharinistes, les opportunistes de droite, les nationalistes bourgeois, a été rendu possible la propagation, parmi les larges masses du peuple, du nom et de la valeur de J.V. Staline qui tenait l'important poste du secrétaire général du Comité Central du Parti Communiste de l'Union Soviétique.

Pendant ce temps, lorsque J.V. Staline a acquis de la popularité, de la sympathie et de l'appui dans le Parti et chez le peuple, dans sa personne, dans la pratique de son travail, se sont manifestées graduellement de telles caractéristiques et dispositions qui se sont développées d'une manière difforme, en devenant le culte de la personnalité.

Les grands succès historiques de portée mondiale, remportés par le peuple soviétique dans l'édification du socialisme, dans la victorieuse Guerre patriotique, dans le raffermissement du système social et étatique soviétique et dans l'accroissement du prestige international de l'Union Soviétique, toutes ces éclatantes victoires du peuple soviétique, sous la direction du Parti Communiste, n'ont pas été soumis à une juste interprétation marxiste-léniniste, mais ont été injustement attribués aux mérites d'une seule personne, à Staline, et ont été tous expliqués par ses mérites à lui. La grande erreur de J.V. Staline réside en ce que non seulement il a admis les louanges et les flatteries à son adresse, mais il a, de sa part, soutenu et a encouragé ces points de vue anti-marxistes.

Le culte de la personnalité et la pratique de direction, créés par J.V. Staline, ont marqué la violation cuverte et difforme des principes léninistes de la direction collective dans le Parti, ont marqué la violation des normes léninistes du Parti. Le mépris de J.V. Staline pour les normes de la vie du Parti et pour le principe de la direction collective du Parti, la solution des problèmes d'une manière individuelle de sa part, le mépris envers l'opinion du Parti, en prenant même des mesures sévères contre ceux qui exprimaient des opinions contraires aux siennes, ne pouvaient pas manquer de causer et ont causé de

grands préjudices, en donnant lieu à de graves altérations des règles léninistes dans la vie du Parti et à la violation de la légalité révolutionnaire.

Le culte de la personnalité et le mépris à l'égard des critiques et des conseils, formulés à juste titre par les membres du Bureau Politique du Comité Central du Parti Communiste de l'Union Soviétique, ainsi qu'à l'égard des normes du Parti, ont conduit le camarade Staline à des erreurs; il n'a pas montré la vigilance nécessaire, à la veille de la Guerre patriotique contre le nazisme allemand; il n'a pas consacré l'attention voulue au développement ultérieur de l'agriculture socialiste et au bien-être matériel des kolkhoziens; il a soutenu et incité dans une ligne erronée l'affaire yougoslave, etc. Dans de pareilles circonstances, le camarade Staline s'est montré unilatéral dans ses idées et s'est détaché des masses.

Le culte de la personnalité et la violation des normes de la vie du Parti ont servi comme le terrain le plus favorable, dont ont tiré avantage les ennemis du Parti et de l'Etat soviétique, tel que l'agent de l'impérialisme, Béria, qui pendant longtemps a agi, sous masque, au détriment du Parti et de l'Etat socialiste.

Le Parti Communiste de l'Union Soviétique et son Comité Central léniniste ont pris des mesures décisives pour le rétablissement des normes léninistes dans le Parti, pour le rétablissement du principe de la direction collective dans tous les maillons du Parti, de haut en bas, pour le développement de l'autocritique et de la critique, pour la discussion et la solution collectives des questions les plus importantes. Les mesures prises par le Comité Central du Parti Communiste de l'Union Soviétique et le XXe Congrès pour rétablir et développer davantage les principes démocratiques de la vie et de l'activité du Parti, les mesures prises contre la gestion par les méthodes bureaucratiques, contre la dissimulation des défauts, le maquillage de la réalité, la satisfaction béate, l'indifférentisme, ainsi que les mesures prises pour développer la critique et l'autocritique concrètes, de principe, sont en train d'assurer une activité plus grande de la part des travailleurs et des communistes en développant l'immense énergie créatrice des hommes soviétiques.

Les succès historiques du peuple soviétique sont une preuve éclatante et convaincante du caractère juste de la politique du Parti Communiste de l'Union Soviétique. Le fait que le Parti Communiste de l'Union Soviétique a mené une politique résolue contre les défauts dans le travail du Parti et du gouvernement, dans l'édification économique, pour éliminer les conséquences du culte de la personnalité est une autre preuve de la grande puissance du Parti et de sa grande fidélité à l'égard du léninisme. **(Applaudissements)**. Les ennemis du léninisme, les ennemis de l'Union Soviétique et du Camp socialiste, se sont réjouis et ont cru qu'à la suite de cette lutte audacieuse du Parti Communiste et du peuple de l'Union Soviétique pour éliminer les obstacles dans la voie vers le communisme, l'Union Soviétique s'affaiblirait et les impérialistes en profiteraient. Mais cela n'a pas eu et n'aura jamais lieu, car c'est justement en éliminant ces erreurs et défauts sur son chemin que l'Union Soviétique et le camp du socialisme deviennent plus forts et les armes de l'impérialisme et de la bourgeoisie sont mises en pièces. **(Applaudissements)**. C'est seulement sur le libre développement de ces survivances petites-bourgeoises au sein de nos partis communistes et ouvriers que les impérialistes peuvent trouver appui pour affaiblir les partis communistes et les Etats socialistes.

Le Parti du Travail d'Albanie et le peuple albanais tout entier ont pleinement approuvé les décisions historiques et justes du XXe Congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique et considèrent ces décisions non seulement comme une victoire éclatante du Parti Communiste et du peuple soviétique, mais aussi comme une grande victoire du Parti du Travail et du peuple albanais. **(Applaudissements)**.

Notre Parti et notre peuple approuvent la lutte hardie et de principe menée contre le culte de la personnalité. Le culte de la personnalité à l'égard du camarade Staline a eu aussi des manifestations très accentuées dans notre Parti et notre pays. Notre peuple et notre Parti ont souligné et souligneront, à juste titre, que l'Union Soviétique et le glorieux Parti Communiste, fondés par le

grand Lénine, sont les facteurs décisifs de la libération, à jamais, de notre peuple, et c'est pour cette raison que l'amour de notre Parti et de notre peuple à leur égard sera indestructible et éternel. (**Applaudissements prolongés. Ouations. Les délégués se lèvent debout**). Mais, maintenant nous comprenons bien le rôle et la place qui doivent revenir au camarade Staline dans l'édification du socialisme et du communisme en Union Soviétique et dans l'aide et le rôle qu'il a joué pour la libération de notre pays. La juste compréhension marxiste-léniniste de cet important problème de principe nous a été rendue claire par le XXe Congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique.

Le Parti du Travail d'Albanie et le peuple albanais qui doivent la vie et la prospérité à l'Union Soviétique suivront, comme toujours, avec la plus grande fidélité les enseignements du Parti Communiste de l'Union Soviétique et sauront tirer profit chaque jour de ses enseignements léninistes.

Il faut souligner que la propagande du Parti, chez nous aussi, a fait usage de formes analogues haïssables et étrangères à l'esprit marxiste en ce qui concerne l'exaltation de l'individu dans les personnes des dirigeants et principalement dans la personne du secrétaire général du Parti du Travail d'Albanie. Dans ce sens, la propagande du Parti et de l'Etat a commencé, de façon exagérée et non dans la voie marxiste, à mettre en vue par la presse, la radio et dans les manifestations populaires le rôle des personnalités et des dirigeants en les exaltant par des épi-thètes injustifiés.

Il n'y a point de doute qu'une telle activité de la propagande du Parti a affaibli le travail du Parti, a affaibli, tant soit peu, le rôle des masses et le rôle dirigeant du Parti. C'est ici que nous devons trouver l'origine de quelques expressions du peuple qui confirment tout cela. On entend dire souvent parmi le peuple: «L'eau coule limpide de la source, mais on la trouble en aval», «Que les dirigeants vivent, car tout ira bien», etc. Cela démontre que la propagande du Parti, menée dans un tel esprit erroné, avait commencé à agir dans le sens de l'affaiblissement du rôle du Parti, de la base du Parti et de la foi dans ses

forces inépuisables. D'autre part, cela avait créé, jusqu'à une certaine mesure, le point de vue de «l'infailibilité des dirigeants», le point de vue que tout s'arrangerait pour le mieux grâce seulement à la direction ou à certaines personnalités.

Le culte de la personnalité est une survivance pourrie et un produit des classes exploiteuses et des petits producteurs. En concevant la question dans ce sens et en tenant compte de la composition sociale de notre pays, une exaltation semblable des personnalités ou des héros devenait assez dangereuse, particulièrement dans notre pays, dont la composition sociale est telle que la question de la vaillance individuelle et des héros peut être facilement placée au-dessus des héroïsmes des masses du peuple, qui ont combattu durant des siècles pour la liberté et l'indépendance de la Patrie.

Un développement semblable, déformé, du culte de la personnalité de la part de la propagande de notre Parti, cela va sans dire, attisait, à tous les échelons du Parti et de l'Etat, la mégalomanie et l'arrogance chez les cadres et chez les éléments encore non trempés et non éduqués comme il faut dans l'esprit marxiste-léniniste. Cela créait chez ces cadres, plus ou moins selon les cas, le sentiment de l'orgueil malsain, de la vantardise, des actes arbitraires, développait l'amour-propre malsain petit-bourgeois et le sentiment de la supériorité et de l'infailibilité chez ces cadres. Evidemment, cela affaiblissait, aussi, la direction collective du Parti dans tous ses maillons, affaiblissait la critique saine de principe, l'autocritique et éloignait des masses la direction. Mais malgré tous ces défauts, dans ce sens, notre Parti, il faut le dire, n'a pas perdu la boussole et ne s'est pas laissé entraîner dans des erreurs graves et irrémédiables.

Au Comité Central de notre Parti, continuellement et depuis longtemps, on a élevé la voix pour en finir avec cette pratique nuisible et non marxiste. Quelque chose a été déjà freiné, mais la réunion du Comité Central, du 12 juillet 1954, a mieux mis les points sur les i dans la question du culte de la personnalité. La décision prise à la

séance plénière du Comité Central du 12 juillet 1954, dans l'analyse faite à cette question, souligne entre autres:

«Dans le Comité Central et dans les autres instances dirigeantes de notre Parti, a existé l'esprit collectif et on a lutté inlassablement afin que le travail collectif se raffermisse chaque jour... Plusieurs fois de suite, devant le Bureau Politique et les autres camarades dirigeants, le camarade Enver a posé d'une manière juste la question nuisible du culte de la personnalité et a demandé d'en finir une fois pour toutes avec les manifestations effrénées apparues dans la pratique extérieure envers sa personne, en scandant son nom «Enver Hodja», d'en finir avec la pratique consistant à lui élever des bustes dans les villes, avec la publication sans aucune raison de son portrait dans les journaux et les revues et avec d'autres manifestations de ce genre... Le Comité Central doit éliminer, une fois pour toutes, de la pratique de notre travail, les anomalies dans ce sens».

Le Parti du Travail d'Albanie tire des enseignements importants des décisions du XXe Congrès en ce qui concerne le culte de la personnalité. C'est un devoir de grande importance pour notre Parti de lutter, à tous ses échelons, pour le respect rigoureux du principe de la direction collective et pour la stricte observation des normes léninistes du Parti. Les assemblées des organisations de base, les séances des bureaux et des comités, les réunions des militants actifs du Parti et les conférences du Parti, doivent se dérouler régulièrement et se caractériser par un esprit combattif marxiste-léniniste. Le Parti et tous les députés, ainsi que les membres des conseils populaires, doivent lutter pour que le pouvoir populaire se rapproche toujours davantage des masses, pour la démocratisation ultérieure du pouvoir populaire. Le Parti doit lutter de toutes ses forces pour le respect rigoureux de la Constitution et de la légalité, il doit lutter contre le bureaucratisme et contre tout élément qui aiderait à la naissance du culte de la personnalité. Le communiste le plus simple doit clairement comprendre que le développement du culte de la personnalité signifie l'affaiblissement du rôle dirigeant du Parti, l'affaiblissement de la direction

collective des organes dirigeants, l'affaiblissement de la critique à l'égard des erreurs commises par les personnes, l'affaiblissement de l'autocritique; il doit comprendre que le culte de la personnalité développe chez les dirigeants des vices étrangers aux communistes, comme, par exemple, la mégalomanie, l'arrogance, le contentement de soi, le sentiment de l'infailibilité, etc. Notre Parti doit estimer à sa juste valeur ce danger et ne doit pas craindre de combattre plus opiniâtrement encore et avec plus d'audace ce culte nuisible qui est étranger au marxisme-léninisme. Le culte de la personnalité doit être complètement extirpé et le Parti ne doit pas permettre que soit terni le rôle des masses travailleuses dans l'histoire de notre peuple, ainsi que celui du Parti, en tant que dirigeant de ces masses. Le culte de la personnalité ne peut pas être liquidé radicalement en éliminant les formes extérieures, mais en débarrassant la conscience de toutes les survivances petites-bourgeoises, qui sont à l'origine de ce mal. Il faut donc forger sans relâche, sur l'enclume du Parti, la conscience socialiste chez les hommes. La conscience et les actes des communistes doivent parfaitement correspondre à l'esprit de la doctrine marxiste-léniniste, aux directives, aux décisions et aux Statuts du Parti.

Les ennemis de tout acabit tenteront, par tous les moyens, d'affaiblir la mise en oeuvre des normes léninistes dans la vie intérieure du Parti; ils s'efforceront d'exploiter à leur avantage les erreurs et les autocritiques du Parti et des communistes. La pression de la bourgeoisie et des survivances petites bourgeoises et capitalistes dans la conscience des hommes va s'accroître. En face de tout cela le Parti doit être vigilant, combattre sans merci contre tout cela, car le but des ennemis c'est toujours de briser l'unité des rangs du Parti, d'affaiblir le Parti et enfin de le détruire.

Le Parti doit renforcer la vigilance révolutionnaire, car l'ennemi agit sans relâche pour faire endormir cette vigilance des membres du Parti. L'ennemi s'efforce, surtout dans les moments actuels, de développer chez les communistes le faux sentiment d'une quiétude, l'émoussement de la critique et de l'autocritique bolchéviques.

Dans de pareils tournants de la situation, de détente internationale, conséquence de la politique de paix menée par l'Union Soviétique et le Camp du socialisme, du renforcement de notre Parti et de notre pouvoir populaire, il y aura des éléments malades qui, ayant commis jusqu'à présent de graves erreurs dans la voie du Parti et dans la défense des principes léninistes qui guident notre Parti, feront émerger à la surface leurs faiblesses dans le travail et dans la compréhension de la ligne du Parti. Ces éléments se feront l'illusion qu'avec le changement des situations doit changer aussi la discipline du Parti, la vigilance du Parti et que tout sera remplacé, selon leurs points de vue, par un adoucissement opportuniste de la ligne, par une extinction de la lutte de classe, etc. Il y en aura d'autres qui penseront que le moment est venu de faire du remue-ménage, et que les graves erreurs et torts commis envers le Parti et le peuple doivent être effacés. D'autres marxistes de la onzième heure croiront qu'à présent, sous le masque de la démocratie, ils pourront fouler aux pieds la véritable démocratie, affaiblir la discipline de fer du Parti. Le Parti doit mener une lutte sans merci contre ces personnes et être très vigilant contre les manifestations opportunistes et les dangers de droite.

En ce qui concerne la lutte de classe, assurément il ne nous est pas permis d'affaiblir la vigilance, mais nous ne sommes pas pour l'aggravation de la lutte de classes; par conséquent, nous ne devons en aucune façon, l'inciter. Lénine nous enseigne: «... La dictature du prolétariat est une forme spéciale de l'alliance de classe entre le prolétariat, avant-garde des travailleurs, et les nombreuses couches des travailleurs non prolétaires (petite-bourgeoisie, petits propriétaires, paysannerie, intelligentsia, etc.)». (Oeuvres, volume 29, page 350, édition russe). En tenant toujours compte de cet enseignement du grand Lénine, le Comité Central du Parti a rendu clair, ces derniers temps dans les conférences de district du Parti, que la conception de l'aggravation de la lutte de classes dans la période de l'édification du socialisme, où se trouve notre pays, n'est pas juste. La vie elle-même prouve que les for-

ces du socialisme s'accroissent de plus en plus et que, par suite de l'affaiblissement de la base économique et de l'influence politique des classes renversées, celles-ci ne sont pas en état de déployer leur lutte vers des formes plus aiguës. Cela ne veut nullement dire que la lutte de classes s'éteint et que les classes renversées abandonnent volontairement le champ de combat, mais cela veut dire que plus le socialisme se raffermirait, plus les classes renversées s'affaiblissent. Il n'y a pas de doute que ces classes changent leurs formes de lutte, mais cette lutte ne peut pas être à présent plus âpre de ce qu'elle a été pendant les premières années qui suivirent la libération, quand les classes renversées avaient une meilleure base économique, jouissaient encore d'une influence politique, étaient liées à la réaction étrangère en bénéficiant de son appui total.

La lutte des communistes pour la défense des principes justes du Parti doit être la tâche la plus importante dans notre travail quotidien.

En partant de positions anti-parti, anti-marxistes, révisionnistes et carriéristes pour juger et interpréter l'évolution de la situation internationale, Tuk Jakova et Bedri Spahi, qui reçurent de la part du Parti le châtiment bien mérité, s'étaient formé la conviction qu'il fallait renverser la juste ligne marxiste-léniniste de notre Parti pour la remplacer par une ligne générale opportuniste, trotskyste, nationaliste bourgeoise et capitularde. Ce n'était pas la première fois dans leur vie au Parti que ces deux éléments manifestaient leurs points de vue profondément opportunistes. L'aide que le Parti leur avait continuellement prodiguée ne leur avait nullement servi. Foulant aux pieds tout principe d'organisation du Parti, ils arrivèrent ainsi à tenter de briser l'unité de la direction, de dénigrer la direction, de briser l'unité du Parti, en défendant des thèses hostiles, telle que la révision de la ligne du Parti concernant les décisions historiques relatives à l'épuration des rangs du Parti des éléments trotskystes, anti-parti et ennemis, en voulant de cette façon reviser la ligne du Parti dans le sens de l'extinction de la lutte contre les tendances anti-parti. Ces éléments étaient pour

une coexistence pacifique avec les tendances anti-parti au sein du Parti et pour la transformation de notre Parti marxiste-léniniste en un Parti bourgeois opportuniste.

Le Parti a défendu et défendra de toutes ses forces les principes marxistes-léninistes, qui constituent la force et la vie de notre Parti, l'avenir et la sécurité du peuple albanais. Notre Parti n'affaiblira jamais, mais au contraire fera une lutte toujours plus âpre contre les tendances opportunistes et déviatrices de tout acabit et sous n'importe quel masque. (**Applaudissements**).

Ces derniers temps, quelques éléments originaires des couches bourgeoises et intellectuels malades, imbus de conceptions anti-parti et étant contre le renforcement du pouvoir populaire et l'édification du socialisme dans notre pays, nourris de la propagande hostile et calomnieuse de l'étranger, ont tenté, à la conférence du Parti pour la ville de Tirana, de lutter contre le Parti du Travail d'Albanie, contre sa ligne et sa direction. Ces aventuriers qui avaient pénétré en contrebande dans le Parti, ou qui avaient plus d'une fois commis des erreurs dans la ligne du Parti, ou qui n'étaient pas pour la marche continue de notre pays vers le socialisme, croyant que la situation internationale était en leur faveur et prenant leurs désirs pour des réalités dans le sens que notre Parti pourrait capituler devant la propagande hostile ou devant les éléments irresponsables, ont lutté et se sont efforcés de faire admettre par le Parti comme une activité «juste, patriotique, conforme à la ligne marxiste-léniniste» l'activité hostile, anti-parti, anti-pouvoir, trotskyste et révisionniste des groupes ou individus divers qui ont été condamnés à juste titre par le Parti.

Il est facile de comprendre que ces éléments anti-parti font suite à la chaîne des groupes ou individus anti-parti et opposés au pouvoir populaire, qui ont été depuis longtemps rejetés hors de ses rangs par notre Parti. Ils n'ont rien de commun avec le marxisme-léninisme, rien de commun avec le Parti du Travail et avec le peuple. La lutte de principe du Parti, ses succès dans tous les domaines d'activité du pays, la lutte héroïque du peuple qui, guidé par le Parti, édifie avec succès le socialisme, feront

apparaître à tout moment, à chaque étape, à chaque tournant, de pareils éléments aventuriers, carriéristes, ennemis, qui tenteront de freiner la marche en avant de notre société socialiste. C'est la loi des contradictions. Dans cette lutte la victoire sera toujours du côté du Parti et du peuple. Ces éléments anti-parti, même lorsqu'ils s'attaquent au Parti de leurs positions anti-parti, même lorsque le coup de l'épée de la justice du Parti tombe sur eux, se servent et se serviront de la démagogie, des calomnies; ils vont soupirer ou hurler en prétendant «que la démocratie a été transgressée, la liberté de parole a été violée, des mesures arbitraires ont été utilisées», etc.

Les partis marxistes-léninistes ont une grande expérience en ce qui concerne de tels agissements de ces hypocrites du siècle qui marque le triomphe du marxisme-léninisme. Les éléments anti-parti, qui ont découvert leurs museaux à la conférence de Tirana, prétendent que les relations amicales avec la Yougoslavie, soi-disant, ne marchent pas au rythme voulu.

Nous, les communistes albanais, nous nous déclarons et nous travaillons pour que les relations d'amitié avec la Yougoslavie Populaire Fédérative marchent toujours de l'avant dans l'esprit marxiste-léniniste. Mais, nous disons aussi que cela sera fait seulement par notre Parti du Travail, parti fidèle au marxisme-léninisme. (**Applaudissements**). Si quelqu'un s' imagine que le sort de l'amitié entre notre pays et la Yougoslavie socialiste pourrait être laissé entre les mains de quelques aventuriers anti-marxistes et dénués de tout principe, il se trompe et porte une lourde responsabilité et cela ne sera jamais toléré par notre Parti et notre pouvoir populaire.

Ces éléments anti-parti qui firent apparition à la conférence du Parti de la ville de Tirana, rêvant que le moment était venu, se servant de phrases bombastiques, afin de désorienter la conférence, commencèrent à parler des normes léninistes de notre Parti, de la démocratie intérieure, de la critique et de l'autocritique, de la discipline du Parti, de l'unité et de la direction collective. Mais, la conférence les a très vite remis en place, a dévoilé et mis à nu toute leur activité. Ils ont avoué de leur propre bou-

che qu'ils avaient foulé aux pieds, avec un mépris d'anti-marxiste, toutes les normes léninistes de notre Parti, ces normes mêmes qu'ils réclamaient si bruyamment. Ils ont osé, à cette conférence, non seulement ternir, mais même nier les grands succès économiques et l'édification du socialisme, en général, en Albanie; et cette falsification, cette calomnie, ou, pour s'exprimer plus clairement, cette thèse de la radio la «Voix de l'Amérique» et de toute la propagande de la réaction internationale contre l'Albanie, ils l'ont utilisée pour combattre, pour discréditer l'héroïque Parti du Travail d'Albanie, sa ligne et son Comité Central léniniste, comme l'utilisent la «Voix de l'Amérique» et des centaines de postes émetteurs des pays occidentaux.

Certes, les mêmes postes émetteurs se mettront à vociférer pour défendre leurs adeptes zélés, qui ont été à juste titre frappés par notre Parti; ils vont s'égosiller pour dire que, soi-disant, en Albanie «il y a de la terreur, peuplant que dans les autres pays on réhabilite les gens indûment condamnés». Mais, cela ne trompera personne. La réhabilitation des innocents est un geste élevé de justice, d'humanisme, que seuls les partis marxistes-léninistes sont capables de faire, comme ils l'ont fait. Cela témoigne de la grande force de nos partis marxistes-léninistes. Mais, cela ne doit pas être confondu avec les mesures justes, méritées et justifiées prises contre les ennemis du Parti, du peuple et du socialisme. Notre Parti n'a jamais craint, et il en sera de même à l'avenir, de reconnaître ses erreurs, lorsque celles-ci sont vérifiées. Reconnaître les erreurs signifie les corriger, ne pas les répéter, progresser avec succès vers le socialisme et le communisme. C'est là la loi de notre Parti, c'est uniquement ainsi que peut être consolidé le Parti; et c'est parce qu'il a agi de cette façon notre Parti est fort et jouit de l'affection sans bornes du peuple. **(Applaudissements prolongés. Ovation. Les délégués se lèvent debout).**

Mais, camarades, ce qui advint à la conférence du Parti de la ville de Tirana, doit devenir une grande leçon pour tout le Parti. Le travail faible et sans perspectives du bureau provisoire du Comité du Parti de la ville de

Tirana a favorisé et laissé libre cours à ces agissements hostiles. Le Comité du Parti de la ville de Tirana et surtout son bureau provisoire, avec tous les secrétaires du comité, avaient été submergés par un travail de bagatelles et bureaucratique accentué. Les secrétaires du comité et les membres du bureau provisoire s'étaient détachés du travail vivant du Parti et des masses. Ils avaient substitué au travail avec les masses un travail de paperasses, de formulaires de statistiques; ils avaient créé une ambiance de familiarité malsaine au bureau et au comité, caractérisée par une critique et une autocritique de pure forme. Ils ne connaissaient pas la vie réelle des organisations, où les éléments malsains, oscillants et parfois mêmes hostiles, ont profité et agi. Ces éléments ont exploité les faiblesses, les insuffisances et les difficultés pour violer la discipline, la critique, l'autocritique et pour affaiblir la vitalité du Parti et sa lutte.

Il faut renforcer la lutte dans les organisations de base et dans les échelons de direction de tout le Parti pour rendre notre Parti encore plus combattif. Il faut rehausser la responsabilité des communistes, renforcer la discipline du Parti, il faut que les affaires du Parti ne deviennent pas l'objet de bavardages de rue. Il faut renforcer la critique et l'autocritique et combattre sans merci le formalisme et la familiarité à cet égard. Il faut sauvegarder d'une manière saine le secret du Parti et garder comme la prunelle des yeux les secrets d'Etat. Il faut que les communistes sachent reconnaître les éléments ennemis ou ceux ayant des tendances étrangères au Parti, qui, sous le voile de la démocratie du Parti, visent à exploiter celle-ci aux dépens du Parti. Contre ces déformateurs de la démocratie véritable du Parti, il faut utiliser la démocratie véritable du Parti pour les démasquer et les briser. Les communistes, partout où ils se trouvent, partout où ils travaillent, doivent, par leur activité vivante, être étroitement liés aux masses, donner l'exemple du travail et être des combattants intransigeants contre le bureaucratisme.

A la suite de l'activité profondément anti-parti de certains éléments qui firent leur apparition à la conférence

du Parti pour la ville de Tirana, notre Parti a non seulement démasqué ces éléments anti-parti, mais a tiré des enseignements de ses fautes. Ces fautes doivent devenir pour nous des leçons pour renforcer davantage notre travail du Parti.

L'unité politique, idéologique et d'organisation du Parti doit être préservée comme la prunelle des yeux, car les ennemis du Parti et du peuple albanais visent, sous toutes les formes, à saper cette unité. Il n'y a point de doute qu'ils échoueront comme toujours, car notre Parti est plus fort que jamais et jouit d'une grande expérience, acquise dans la lutte qu'il a menée continuellement contre les déviateurs et les fractionnistes.

L'analyse approfondie, — que le plénum du Comité Central, tenu les 10 et 11 mai 1956, éclairé par les grands enseignements du XXe Congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique, a faite à toutes les questions du Parti et, en particulier, aux mesures prises envers tous les groupes et les éléments anti-parti et déviateurs, — a fait ressortir que celles-ci ont été tout à fait justes. **(Tempête d'applaudissements. Les délégués se lèvent debout).** L'activité de Kotchi Dzodzé et de ses partenaires était une activité hostile au Parti et à l'Etat. Kotchi Dzodzé et ses adeptes ont créé et mis en oeuvre une des fractions les plus dangereuses contre le Parti, fraction qui visait à briser l'unité du Parti et à le liquider. Kotchi Dzodzé a soumis l'activité du Parti au contrôle des organes de la Sûreté de l'Etat, a préparé la liquidation politique et physique de la direction du Parti et de l'Etat, il a violé brutalement la légalité d'Etat, etc. Les accusations contre Kotchi Dzodzé et ses partenaires sont pleinement fondées et le châtiment par lequel le Parti et l'Etat l'ont frappé a été parfaitement juste. **(Applaudissements).** Ces décisions justes ont été prises de manière collective par les plénums du Comité Central, par les congrès, les conférences et les réunions des militants actifs du Parti. Ces décisions justes ont eu l'approbation totale du Parti, pour la raison qu'elles ont été basées sur les normes léninistes et argumentées par des faits. Notre Parti marxiste-léniniste n'a pas com-

mis des erreurs, parce qu'il a été dirigé d'une manière juste par le Comité Central, parce qu'il a toujours été compact, parce que, en toutes chose et à chaque pas, il a été guidé par les intérêts supérieurs de notre peuple et a bâti sa ligne générale sur l'expérience du glorieux Parti Communiste de l'Union Soviétique, dont la politique léniniste a été et sera toujours juste, indépendamment des graves erreurs qui se sont vérifiées dans le travail de Joseph Vissarionovitch Staline. **(Applaudissements prolongés. Les délégués se lèvent debout).**

Camarades,

Pour la consolidation d'organisation et pour la trempe ultérieure idéo-politique de notre Parti se posent les tâches suivantes:

1. — Renforcer et rendre encore plus active la vie intérieure du Parti; appliquer strictement les normes léninistes de la vie du Parti; améliorer sa composition, afin que les ouvriers représentent le pourcentage écrasant de ceux qui seront admis au Parti; renforcer la démocratie intérieure du Parti, renforcer l'autocritique, la critique et surtout la critique venant d'en bas, frapper avec force toute manifestation visant à exploiter la démocratie du Parti aux dépens de celui-ci; renforcer la discipline de fer et consciente du Parti.

2. — Améliorer le travail de direction et consolider le rôle dirigeant des organes et organisations du Parti dans toute la vie du pays. Il faut en finir avec la pratique consistant à diriger de façon générale, avec les méthodes administratives et bureaucratique dans le travail de direction du Parti. Les organisations du Parti doivent étudier plus attentivement l'économie et la technique des diverses entreprises, de façon à pouvoir diriger avec compétence leur travail. Il faut améliorer le travail de contrôle du Parti en ce qui concerne l'exécution des décisions, ainsi que le travail relatif au choix, à l'éducation et à la répartition des cadres. Procéder à une meilleure répartition des forces du Parti, en tenant compte de l'accroissement du nombre des communistes travaillant dans la production.

3. — Raffermer les liens du Parti avec les masses; améliorer le travail pour une plus haute mobilisation des organisations de masses, spécialement de l'Union de la Jeunesse du Travail d'Albanie, des Unions Professionnelles d'Albanie et du Front Démocratique d'Albanie, pour la solution des tâches de l'édification socialiste; veiller davantage à l'éducation communiste des masses.

4. — Elever le niveau du travail idéologique dans le Parti; lier plus étroitement le travail de propagande du Parti avec les tâches concrètes de l'édification du socialisme; lutter avec force contre les survivances de l'idéologie bourgeoise et petite-bourgeoise dans la conscience des hommes; améliorer le travail de la presse, de la radio, des institutions culturelles-artistiques, de la littérature, etc.

Camarades,

Le peuple albanais est en train d'avancer dans la douzième année de vie libre. Il a remporté la grande victoire historique de la libération, parce qu'il a été dirigé par le glorieux Parti du Travail d'Albanie. Douze années se sont écoulées depuis le jour où l'héroïque Armée de Libération Nationale est entrée triomphalement dans la capitale de notre Patrie. Durant toute cette période le peuple albanais, dirigé par son fidèle Parti, a lutté, a travaillé avec persévérance, avec héroïsme pour édifier sa Patrie, pour édifier le socialisme, pour bâtir une vie heureuse et prospère pour les hommes de notre pays. Ce chemin glorieux, parcouru par notre peuple, n'a pas été semé de fleurs, mais a été un chemin très difficile, plein d'obstacles. Il a fallu au peuple et au Parti lutter sur tous les fronts contre les malheurs et les destructions de la guerre, contre la faim, l'état arriéré, contre les ennemis de l'extérieur et de l'intérieur. Mais, le fait est que le peuple et notre Parti n'ont jamais reculé devant les difficultés innombrables, ils n'ont jamais craint les attaques des ennemis, mais les ont brisées, ont triomphé des difficultés et des ennemis et ont marché toujours de l'avant. (**Applaudissements**). Notre pays était le pays le plus malheureux, le plus pauvre de l'Europe. Les impérialistes, les fascistes, les beys, les féo-

daux et les commerçants avaient sucé le sang au peuple et l'avaient réduit dans un état lamentable. La guerre a détruit même le peu qui restait debout. Tout était à construire du début. Sans les sacrifices, sans l'héroïsme de notre peuple, sans la direction juste et audacieuse de notre Parti, rien ne pouvait être construit.

Contre ces efforts gigantesques de notre peuple, l'ennemi a utilisé toutes ses forces perfides, la terreur, les complots, les sabotages, les menaces, la démagogie. Ceux qui jusqu'à hier avaient pillé, massacré et mis à feu le peuple et l'Albanie, plaignaient soi-disant le peuple de vivre mal, de manquer de tout, que tout allait mal, que la vie du peuple ne s'améliorait pas. Mais le peuple leur a toujours donné la réponse méritée, parce que le peuple, qui a lutté et versé son sang, savait bien qui étaient les auteurs de ses malheurs et savait aussi que seul le maître peut et doit faire sortir la charrette de la boue. Les parasites et les vampires sont habitués à vivre aux dépens des autres, tandis que le peuple savait bien que, après avoir remporté la victoire de la liberté, il lui fallait édifier sa vie de ses propres mains. La maison incendiée ne peut pas être reconstruite en une journée, l'économie détruite ne peut pas être relevée dans un court laps de temps et l'amélioration de la vie du peuple devait être réalisée graduellement, comme cela a eu lieu, devait être obtenue par des efforts, la sueur, la fatigue, par des sacrifices, comme cela a eu lieu. Jamais le Parti n'a prêté au peuple que l'abondance tomberait du ciel et que tout serait arrangé par la baguette magique. C'est par un travail infatigable que seront gravies, une à une, les marches de l'escalier. Et des progrès immenses sont réalisés dans l'édification de l'économie populaire, dans l'amélioration de la vie du peuple. Les succès remportés dans tous les domaines de la vie de notre pays remplissent d'enthousiasme, de joie, d'espoir et de confiance les cœurs des travailleurs de l'Albanie nouvelle. Ils constituent, d'autre part, des échecs pour les ennemis, qui sont désolés et qui enragent. Tout n'est pas encore semé de fleurs chez nous. Nous avons encore de nombreuses lacunes, nous nous heurtons à des difficultés.

Nous ne les dissimulons pas; au contraire, nous luttons pour les liquider et nous les liquiderons.

C'est à cette fin que sont élaborés nos plans quinquennaux qui visent au but sacré: l'amélioration continue de la vie de tous les travailleurs de l'Albanie. Dans aucun pays, où l'on édifie le socialisme, la prospérité n'est tombée du ciel; celle-ci a été obtenue par le travail créateur des masses. La supériorité du système socialiste sur le système capitaliste est un fait qui ne peut pas être nié. Dans les pays où domine le capital, sévissent la misère, les souffrances, le chômage pour le peuple. L'abondance y est réservée uniquement aux riches.

Dans notre pays, ainsi que dans tous les pays où l'on édifie le socialisme, le but primordial est que toutes les masses travailleuses, et non point une poignée de gens, puissent jouir des biens de cette terre et des fruits du travail commun. Il est aisé de nourrir un certain nombre de personnes, mais relever le niveau de vie de tout un peuple, c'est là une tâche glorieuse et pas aussi facile que peuvent s'imaginer certains individus, légers d'esprit. Toute une industrie moderne a été édiflée par le peuple albanais, dans son propre intérêt; une grande révolution est en train d'être réalisée dans notre agriculture arriérée, dont les produits croissent d'année en année; une transformation radicale est réalisée dans l'enseignement et la culture du peuple. Ce sont uniquement les aveugles et les ennemis qui ne veulent pas le reconnaître; ils ont le venin au bout de leur langue.

Mais, toutes ces grandes réalisations, obtenues par le labeur fructueux du peuple, sont une base puissante pour faire des pas encore plus grands en avant. Il nous a fallu faire des économies, il nous a fallu faire des sacrifices et nous continuerons d'en faire aussi pour un certain temps. Nous sommes obligés de garder encore, pour un certain temps le système parasitaire du rationnement. Mais le peuple et son Parti, très confiants dans leur travail et dans leur politique juste, feront disparaître les obstacles. La grande vitalité du peuple et la justesse de la ligne du Parti élimineront, l'un après l'autre, tous les

obstacles qui se dresseront sur notre voie, briseront toutes les tentatives des ennemis du peuple qui chercheraient à mettre des bâtons dans les roues de notre travail créateur. **(Applaudissements)**.

La petite Albanie, comme un roc de granit, a su tenir tête aux ouragans qui l'ont menacée du dehors et du dedans, et ce fait, parmi tant d'autres, suffit, à lui seul, à montrer la grande force de notre peuple, la justesse de la ligne du glorieux Parti du Travail d'Albanie.

Les succès remportés par le peuple albanais dans les domaines politique, économique et culturel, témoignent du caractère monolithique et des liens étroits du peuple autour de son Parti et de son gouvernement. Les ennemis de tout acabit n'ont pas pu trouver et ne trouveront jamais, aucune fissure entre le peuple et le Parti; c'est pourquoi, ils se sont toujours cassés la tête. Un tel phénomène n'est pas dû au hasard, mais s'explique seulement par le fait que la politique du Parti et du gouvernement de la République exprime et réalise avec succès les aspirations, la volonté de l'héroïque peuple albanais. **(Applaudissements prolongés)**.

Notre Parti est indissolublement lié au peuple, et c'est là la source de sa force et de la justesse de sa ligne. Notre Parti s'inspire et s'inspirera à chaque pas des idées triomphantes du marxisme-léninisme; c'est là que résident sa force et sa sagesse. Trempé des idées du marxisme-léninisme, sorti du sein de notre peuple éprouvé, forgé dans les batailles pour la défense des intérêts du peuple, le Parti du Travail d'Albanie est plus fort que jamais, il est plein de vitalité, il est combatif et il conduit résolument le peuple albanais vers la vie heureuse, vers le socialisme. **(Applaudissements)**.

Le Parti du Travail d'Albanie, qui exprime la volonté inébranlable du peuple, a lié pour toujours notre peuple par une amitié impérissable au sauveur de la Patrie, à la glorieuse Union Soviétique, aux pays de démocratie populaire, à la grande Chine. L'Albanie et son peuple ont leurs destinées assurées. Un avenir encore plus radieux, plus prospère, attend le peuple albanais dans la voie frayée à

l'humanité par le glorieux Parti des bolchéviks et le grand Lénine. Notre peuple laborieux et épris de paix édifie le socialisme. Il a des défenseurs fidèles et puissants qui l'aiment, le respectent et l'aident de toutes leurs forces. C'est pour cela que, très confiant dans ses forces, dans la justesse de sa voie, dans la justesse de la politique de paix du Camp du socialisme dont il fait partie, le peuple albanais, dirigé par son glorieux Parti du Travail, avance avec élan dans la voie du socialisme. **(Applaudissements. Tous se lèvent. Hourras pour le Parti du Travail d'Albanie. Hourras pour l'Union Soviétique).**

TABLE DES MATIERES

	Page
RAPPORT D'ACTIVITE DU COMITE CENTRAL DU PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE	5
I. LA SITUATION INTERNATIONALE ET LA POLITIQUE EXTERIEURE DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE D'ALBANIE	7
1. Le socialisme est devenu un système mondial..	7
2. La politique pacifique de l'Union Soviétique et du camp du socialisme	12
3. La politique impérialiste des «situations de force» et la lutte des peuples pour la paix	22
4. La politique pacifique de la République Populaire d'Albanie et sa position internationale	28
II. LA SITUATION INTERIEURE DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE D'ALBANIE	47
Les résultats obtenus dans le domaine économi- que durant le premier quinquennat et les tâches pour le développement de l'économie populaire durant le deuxième quinquennat	47
A. — LE DEVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE ET DES TRANSPORTS	47
1. Les succès dans l'industrialisation socialiste du pays	49
2. Pour une direction qualifiée et une production rentable	58
3. Pour une étude plus juste des investissements et pour une exploitation plus complète des capacités productives	61
4. Pour une augmentation continue du rendement du travail, pour la diminution du prix de revient et un régime rigoureux d'économies	67
5. Les transports et les communications	69

B. — LE DEVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE	71
1. La production des céréales est la base de la production agricole	73
2. La tâche du développement ultérieur de l'élevage	79
3. La collectivisation de l'agriculture	82
4. La mécanisation de l'agriculture	93
5. Le développement ultérieur des entreprises agricoles d'Etat	98
6. Le travail concernant la direction de l'agriculture	103
C. — L'ELEVATION DU BIEN-ETRE MATERIEL ET DU NIVEAU CULTUREL DES MASSES TRAVAILLEUSES DURANT LE DEUXIEME QUINQUENNAT	105
D. — LE DEVELOPPEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE, DE LA CULTURE ET DE LA SCIENCE.....	115
E. — LE DEVELOPPEMENT ULTERIEUR DE LA DEMOCRATISATION ET DE LA CONSOLIDATION DU POUVOIR POPULAIRE. LE RENFORCEMENT ULTERIEUR DE LA LEGALITE SOCIALISTE	123
III. LE PARTI.....	133
1. Le renforcement de la composition du Parti	134
2. Le développement de l'autocritique et de la critique, notamment de la critique venant d'en bas, ainsi que le renforcement de la discipline du Parti et de l'Etat, sont deux devoirs très importants pour le renforcement du rôle dirigeant du Parti et pour l'accomplissement des grandes tâches qui se posent devant nous.....	138
3. Améliorer la méthode de travail des comités du Parti et des organisations de base du Parti concernant l'exécution des décisions du Parti et de l'Etat	147
4. Renforcer le contrôle général du Parti dans le travail avec les cadres, et améliorer le travail dans le choix et l'éducation des cadres	154
5. Le renforcement des liens organisés du Parti avec les masses et le travail à effectuer pour les mobiliser davantage dans la solution des tâches nouvelles	163
6. De certaines questions du travail idéologique du Parti	171
7. Le culte de la personnalité et ses conséquences nuisibles et autres questions	180



